

UNIVERSITE GALATASARAY
INSTITUT DES SCIENCES SOCIALES
DEPARTEMENT DE RELATIONS INTERNATIONALES



L'AMBIGUITE CONSTRUCTIVE
EN RELATIONS INTERNATIONALES

THESE DE MASTER RECHERCHE

Ökkeş Ferhat ZABUN

Directeur de Recherche : M. Conf. Assoc. Menent SAVAŞ CAZALA

JUIN 2016

TABLE DES MATIERES

RESUME.....	v
ABSTRACT.....	viii
ÖZET.....	xi
INTRODUCTION.....	1

PREMIERE PARTIE

COMMENT CREER L'AMBIGUITE CONSTRUCTIVE ?.....	5
I- LA NOTION D'AMBIGUITE CONSTRUCTIVE DANS LES RELATIONS INTERNATIONALES	5
A. L'Ambiguïté en Linguistique.....	6
B. L'Ambiguïté dans les Relations Internationales.....	10
1. Le langage diplomatique et l'ambiguïté constructive.....	11
2. Les buts réalistes des Etats et l'ambiguïté constructive.....	14
a. La Résolution 242 du Conseil de Sécurité	16
b. Accords en 6 points.....	18
c. Capacité militaire de Saddam Hussein	20
3. Les buts idéalistes des Etats et l'ambiguïté constructive.....	21
a. Les 14 points de Woodrow Wilson.....	25
b. La déclaration de Yalta.....	27
c. Les pourparlers à six.....	29

II-	LA CREATION DE L'AMBIGUITE CONSTRUCTIVE.....	32
	A. L'histoire de Crésus et de l'Oracle	34
	B. Les méthodes pour créer l'ambiguïté constructive.....	36
	1. La création de l'ambiguïté constructive dans les contextes diplomatiques.....	38
	2. La création de l'ambiguïté constructive dans les textes diplomatiques.....	40
	a. L'Utilisation des méthodes de l'ambiguïté constructive sous la surveillance des Nations Unies.....	45
	b. La philosophie des Nations Unies.....	45
	c. La Charte des Nations Unies et l'utilisation de l'ambiguïté constructive.....	48
	C. Les avantages de l'ambiguïté constructive.....	50
	D. Les inconvénients et risques de l'ambiguïté constructive.....	51

DEUXIEME PARTIE

COMMENT DECODER L'AMBIGUITE CONSTRUCTIVE?..... 54

I-	LE DECODAGE A TRAVERS LE NEO-INSTITUTIONNALISME DISCURSIF.....	54
	A. L'institutionnalisme classique.....	54
	B. Le néo-institutionnalisme.....	56
	1. Le néo-institutionnalisme du choix rationnel.....	56
	2. Le néo-institutionnalisme historique.....	59
	3. Le néo-institutionnalisme sociologique.....	61
	C. Le néo-institutionnalisme discursif.....	61
	1. Le contenu substantiel des idées.....	64
	a. Les politiques publiques.....	65
	b. Les programmes ou paradigmes politiques.....	68
	c. Les normes et philosophies fondamentales.....	71
	2. Les interactions discursives	72
	a. Le discours de coordination.....	73
	b. Le discours de communication.....	75
	3. L'analyse des agents.....	76
	a. Les prédispositions idéelles.....	77
	b. Les capacités discursives.....	81

II-	L'AMBIGUITE CONSTRUCTIVE A OBJECTIF IDEALISTE :	
	LE PLAN ANNAN.....	83
	A. Le discours de coordination du plan Annan.....	86
	1. Le contexte historique.....	86
	a. Jusqu'à l'intervention en 1974	86
	b. De l'intervention en 1974	
	à l'impasse d'une résolution du conflit.....	93
	c. De l'implication de l'Union Européenne au plan Annan...	97
	2. Les acteurs dans le problème de Chypre.....	99
	3. L'ambiguïté constructive comme une capacité discursive des	
	agents dans le plan Annan.....	102
	a. Les questions dans le plan Annan	104
	b. Les exemples d'ambiguïtés constructives	
	dans le plan Annan.....	107
	B. Le discours de communication du plan Annan.....	113
	C. L'ambiguïté constructive a-t-elle réussi dans le plan Annan?.....	115
	CONCLUSION.....	117
	BIBLIOGRAPHIE.....	119
	ÖZGEÇMİŞ.....	129

RESUME

Les acteurs dans la politique internationale peuvent vouloir utiliser les ambiguïtés délibérément afin d'obtenir l'intérêt maximum ou de résoudre les conflits. Ce travail se concentre sur ce genre d'ambiguïtés appelées « l'ambiguïté constructive » qui correspond à l'utilisation délibérée du langage ambigu sur une question sensible pour faire avancer un but politique. Après avoir traité la conceptualisation interdisciplinaire de l'ambiguïté en passant par la linguistique, la notion de l'ambiguïté constructive dans la politique étrangère sera étudiée dans le premier chapitre de ce travail. L'utilisation des exemples nous montre que l'ambiguïté constructive est un instrument fréquemment adopté par des acteurs de la politique internationale et que son emploi peut être observé dans les différents phases de la politique étrangère, y compris dans les textes diplomatiques, dans les négociations diplomatiques, les discours des dirigeants.

Après avoir traité les concepts fondamentaux et les exemples de la littérature des relations internationales, l'accent sera mis sur la façon de créer une ambiguïté constructive ainsi que sur les questions : « Comment l'ambiguïté constructive peut être créée ? » et « Comment l'ambiguïté constructive peut être utilisée pour la résolution des différends internationaux ? » Le processus de création de l'ambiguïté constructive dans des contextes diplomatiques et des textes diplomatiques sera traité dans deux titres différents du deuxième chapitre. Tandis que certaines méthodes comme l'utilisation des acteurs tiers qui peuvent être peu fiables sont traités dans le cadre des ambiguïtés dans des contextes diplomatiques ; les méthodes comme l'utilisation des concepts ambigus qui ne disposent pas d'une définition exacte sont traités dans le cadre des ambiguïtés des textes diplomatiques.

La résolution des conflits par les institutions des Nations Unies et l'intégration de l'ambiguïté constructive dans ce processus seront les principaux axes du chapitre suivant. Il est évident qu'il existe des avantages et des inconvénients de la création de l'ambiguïté constructive en raison de la dose de l'ambiguïté. Si l'exploit de l'ambiguïté n'est pas bien calculé, le résultat peut être pire que les acteurs en espèrent et nous pouvons nous trouver dans une ambiguïté constructive qui n'est pas réussie.

A part la création d'ambiguïté constructive, il est également important de pouvoir décoder des contextes ou des textes ambigus. La deuxième partie du travail est consacrée à cette fin et le premier chapitre de cette partie est concentré sur le décodage de l'ambiguïté constructive. Nos questions principales ici sont « Comment l'ambiguïté constructive peut être décodée ? » et « Quelle est l'importance des expériences des agents et des parties dans un conflit au cours du processus de création de l'ambiguïté constructive ? » Au cours de ce processus, le cadre analytique du néo-institutionnalisme discursif développé par Vivien Schmidt sera utilisé car il nous fournit comment une ambiguïté constructive peut être appliquée dans le cadre du discours de coordination et de communication et comment les agents dans les institutions utilisent leurs prédispositions idéelles et leurs capacités discursives. L'idée essentielle de ce chapitre est de montrer comment les agents peuvent modifier ou adapter les règles ou les normes dans les institutions à l'aide de leurs capacités discursives et l'un de ces capacités est de créer des ambiguïtés constructives qui peuvent aider les acteurs à utiliser les vides dans les règles, normes ou lois afin de trouver le juste milieu ou afin d'avoir l'intérêt maximum dans un contexte politique. Par conséquent, nous pouvons suggérer que les acteurs peuvent utiliser leurs capacités discursives afin de résoudre les conflits entre nations ou Etats à l'aide de l'ambiguïté constructive.

Dans le dernier chapitre de la deuxième partie, nous allons voir l'application de ce que nous avons parlé dans le reste du travail et nous allons voir si l'arrière-plan théorique qui a été présenté en particulier dans le deuxième chapitre de la première partie et dans le premier chapitre de la deuxième partie est applicable à des situations réelles. Le plan Annan qui est une proposition des Nations Unies pour résoudre le conflit chypriote et possède des ambiguïtés constructives sera examiné de manière détaillée dans ce chapitre. Nos principales questions ici sont « Y a-t-il une ambiguïté constructive

dans le plan Annan ? » et « L'ambiguïté constructive dans le plan Annan est-elle réussie ? » Puisque nous affirmons que l'arrière-plan des parties en conflit et les prédispositions idéelles des agents ont une grande importance pour l'application de l'ambiguïté constructive, le contexte historique du problème de Chypre sera étudié. Finalement, les ambiguïtés constructives seront examinées avec la question de savoir si cette ambiguïté a été réussie ou non.



ABSTRACT

Actors in international politics may want to use ambiguities deliberately, creatively and constructively in order to have maximum interest within the scope of realism or to resolve conflicts within the scope of idealism. This thesis focuses on this kind of ambiguities called "constructive ambiguity" in International Relations. However, it is important to benefit from other fields because International Relations is an interdisciplinary field. That's why I have used information from not only international relations and political science but also linguistics and even physics. Therefore, we will start with the question "What is constructive ambiguity?" in the first chapter. In politics, the deliberate use of ambiguous language on a sensitive issue in order to advance some political purpose is called constructive ambiguity. The first chapter of the first part of the thesis is concentrated upon the examples of these realistic and idealistic situations after dealing with what ambiguity is in linguistics and what constructive ambiguity is in politics. These examples will show us the fact that the use of constructive ambiguity in politics is not actually rare and can be seen in every part of politics, including the diplomatic text, diplomatic contexts, speeches of leaders etc.

After dealing with the basic concepts and examples from the literature of International Relations, the focus will be on how to create constructive ambiguity along with the questions: "How can constructive ambiguity created?" and "How can constructive ambiguity be used for the resolution of conflicts?" The creating process of

constructive ambiguity in diplomatic contexts and diplomatic texts will be covered under two different titles in this chapter. While some methods such as using third parties who may be unreliable are covered within the scope of ambiguities in diplomatic contexts, some methods such as using ambiguous concepts that do not have any exact definition are covered within the scope of ambiguities diplomatic texts.

As I have mentioned, actors may create constructive ambiguity for two contradictory purposes. Our focus on this thesis will be on the resolution of conflicts; therefore, the second chapter of the first part of the thesis suggests that we can use the methods given above in diplomatic contexts and diplomatic texts with the purpose of resolving conflicts. How the United Nations resolve conflicts and how we can integrate constructive ambiguity into this process will be the main issue of this chapter. Of course, there are pros and cons of creating constructive ambiguity because of the dosage of ambiguity. If the dosage of the ambiguity is not balanced, the outcome may be worse than actors think and we come up with an unsuccessful constructive ambiguity.

Other than creating constructive ambiguity, it is also important to be able to decode the ambiguous contexts or texts. The second part of the thesis is allocated for this purpose and the first chapter of this part is about the decoding of constructive ambiguity. Our main questions here are “How can constructive ambiguity be decoded?” and “How important is the background knowledge of agents and parties in a conflict during the process of creating constructive ambiguity?” During this process, the analytical framework of discursive institutionalism by Vivien Schmidt will be used because it provides us with how a constructive ambiguity can be applied within the scope of coordinative and communicative discourse and how agents in institutions use their background ideational abilities and foreground discursive abilities. The most important point that this analytical framework provides is the fact that agents can change or adapt the rules or norms in institutions with the help of their foreground discursive abilities and one of these abilities is to create constructive ambiguities which can help actors to use the gaps in rules, norms or laws in order to find the middle ground or to have maximum interest in a political context. Therefore, we can suggest that actors can use their foreground discursive abilities in order to resolve conflict between nations or states with the help of constructive ambiguity.

In the second chapter of the second part, we will see the application of what we have talked about in the rest of the thesis and we will see if the theoretical background that has been given especially in the second chapter of the first part and in the first chapter of the second part is applicable to real situations or not. The Annan Plan which is said to have constructive ambiguities will be examined in a detailed way in this chapter. Our main questions here are “Is there constructive ambiguity in the Annan Plan?” and “Is the constructive ambiguity in the Annan Plan is successful or not?” Since we will claim that the background of the parties in a conflict and the background ideational abilities of agents are of great importance for the application of constructive ambiguity, the historical background of the Cyprus Problem will be investigated. Later on, the constructive ambiguities will be examined along with the question about if this ambiguity succeeded or not.

ÖZET

Uluslararası politikadaki aktörler, realist bir bakış açısıyla baktığımızda maksimum ulusal çıkarıya sahip olma amacıyla, idealist bir bakış açısıyla baktığımızda ise çatışmaların çözümü amacıyla, muğlaklıkları kasıtlı bir şekilde kullanmak isteyebilirler. Bu tez, uluslararası ilişkilerde “yapıcı muğlaklık” (constructive ambiguity) olarak adlandırılan bu tür muğlaklara odaklanmaktadır. Fakat, uluslararası ilişkiler disiplinleri arası bir alan olduğu için bu tez süresince farklı alanlardan da yararlanmak çok önemliydi. Bundan dolayı, sadece uluslararası ilişkiler ve siyaset bilimi alanlarından değil, dilbilimden hatta fizikten bile yararlandım. İlk kısmın ilk bölümü “Yapıcı muğlaklık nedir?” sorusu ile başlıyor. Politikada, hassas konularla alakalı bazı politik amaçlara ulaşmak için dilin kasti bir şekilde muğlak olarak kullanılmasına yapıcı muğlaklık deniyor. Bundan dolayı, ilk kısmın ilk bölümünde dilbilimdeki muğlaklık kavramını ve politikadaki yapıcı muğlaklık kavramını açıkladıktan sonra uluslararası ilişkilerdeki realist ve idealist odaklı örnekler incelenecektir. Bu örnekler bize aslında muğlaklığın hiç de nadir olmadığını, hatta politikanın diplomatik metinler, durumlar, liderlerin konuşmaları gibi her anında görülebileceğini gösterecektir.

Temel kavramlar ve uluslararası ilişkiler literatüründen bazı örnekler verildikten sonra, “Yapıcı muğlaklık nasıl oluşturulur?” ve “Yapıcı muğlaklık çatışmaların çözümü için nasıl kullanılabilir?” sorularına yanıt aranacaktır. Bu bölümde, yapıcı muğlaklığın diplomatik metinler ve durumlar için nasıl oluşturulacağı iki başlık altında incelenecektir. Güvenilir olmayan üçüncü tarafların kullanılması gibi bazı metotlar

diplomatik durumlar için oluşturulabilecek muğlaklıklar çatısı altında incelenirken, tanımı olmayan kavramlar kullanarak muğlaklık yaratma gibi metotlar diplomatik metinler için oluşturulabilecek muğlaklıklar çatısı altında incelenecektir.

Öncede bahsettiğim gibi, aktörler tam anlamıyla iki zıt amaç için yapıcı muğlaklığa başvurabilirler. Bizim bu tez süresince amacımız çatışmaların çözümü için muğlaklıkların kullanılması üzerinde olacak. Dolayısıyla, bu bölümün ikinci kısmı diplomatik metinlerde ve durumlarda verilen metotların çatışmaların barışçıl yollardan çözümü için nasıl kullanılacağı üzerine olacaktır. Birleşmiş Milletlerin çatışmaları nasıl çözdüğü ve yapıcı muğlaklığı bu sürece nasıl entegre edebileceğimiz bu bölümün ana konularından birisi olacaktır. Tabi ki, muğlaklığın dozajının ayarlanamaması durumunda bazı dezavantajlar ortaya çıkabilir. Eğer bu dozaj yeterince ayarlanamazsa, sonuçları aktörlerin düşündüğünden daha kötü olabilir ve başarısız olmuş bir yapıcı muğlaklıkla karşılaşılabilir.

Yapıcı muğlaklıklar oluşturmanın dışında, muğlak durumları ya da metinleri çözebilmek de önemlidir. Tezin ikinci kısmı bu amaç doğrultusunda oluşturulmuş. Bu kısmın ilk bölümü yapıcı muğlaklığı nasıl çözebileceğimiz üzerinedir. Bu bölümde genel olarak “Bir metinde ya da durumda yapıcı muğlaklığın olduğunu nasıl anlarız?” ve “Yapıcı muğlaklık oluşturulması sürecinde tarafların ve aktörlerin geçmiş bilgilerinin ve deneyimlerinin önemi nedir?” soruları üzerinde durulacaktır. Bu sorulara cevap ararken, Vivien Schmidt tarafından öne sürülen söylemsel kurumsalcılık (Discursive Institutionalism) teorisinin analitik çerçevesi kullanılacaktır. Bu analitik çerçevenin önerdiği en önemli nokta örgütlerdeki aktörlerin kuralları, söylemsel yetenekleri (foreground ideational abilities) sayesinde değiştirebileceği ya da uyarlayabileceğidir. Bu yeteneklerden bir tanesi aktörlerin kurallardaki ya da yasalardaki boşluklardan yararlanmasını sağlayacak olan yapıcı muğlaklık oluşturabilme özelliğidir. Bundan dolayı, aktörlerin bu yetenekleri aracılığıyla yapıcı muğlaklık sayesinde devletler ya da milletler arası çatışmaların çözümüne katkıda bulunabileceğini söylemek mümkündür.

Sonraki bölümde, tezin o anına kadar anlatılan şeylerin uygulamasını ve bu teorik çerçevenin işe yarayıp yaramadığını göreceğiz. İçinde yapıcı muğlaklık örnekleri olduğu söylenen Annan Planı bu bölümde detaylı bir şekilde incelenecektir. Genel

olarak, “Annan Planı’nda yapıcı muğlaklık kullanılmış mıdır?” ve “Kullanılmış ise başarılı olmuş mudur?” sorularına yanıt aranacaktır. Bir çatışmadaki tarafların tarihi geçmişinin önemine önceki bölümlerde çokça değineceğimiz için, bu bölümde Kıbrıs sorununun tarihi çerçevesi detaylı bir şekilde çizilecektir. Sonrasında, yapıcı muğlaklığın başarılı olup olmadığı incelenecektir.



INTRODUCTION

L'incertitude, l'imprécision et l'ambiguïté. Ces trois mots représentent les zones grises de la vie. Puisque la couleur de la vie n'est ni noire ni blanche mais essentiellement grise, ces trois phénomènes font inévitablement partie de notre vie quotidienne. Cependant, ceux-ci ne se produisent pas que par hasard, au contraire ils sont parfois produits intentionnellement par les acteurs. C'est ce que nous observons presque tous les jours dans la politique.

Le 24 Novembre 2015. Les avions de combat turcs ont abattu un avion militaire russe à la frontière turco-syrienne. Les responsables militaires turcs ont déclaré que l'avion a été engagé après avoir été averti qu'il violait l'espace aérien turc. Toutefois, le Président russe Vladimir Poutine a décrit l'incident comme un coup de poignard dans le dos par des complices des terroristes et il a ajouté que « les événements tragiques d'aujourd'hui auront des conséquences importantes ».¹ Ce fut la première fois qu'un pays de l'OTAN a abattu un avion russe dans un demi-siècle.² Huit mois après l'incident, la haute tension entre les deux pays continue.

¹ « Turkey shoots down Russian warplane on Syria border », disponible sur <http://www.bbc.com/news/world-middle-east-34907983>, date d'accès le 10 Juin 2016.

² « NATO-Russia Tensions Rise After Turkey Downs Jet », disponible sur <http://www.nytimes.com/2015/11/25/world/europe/turkey-syria-russia-military-plane.html? r=0>, date d'accès le 10 Juin 2016.

Le 28 Mai 2016. Le Président russe Vladimir Poutine a déclaré que la Russie voulait reprendre les relations avec la Turquie.³ Cela pourrait être le début d'une période de détente entre les deux pays mais tout de même, il a demandé à la partie turque de faire le premier pas. La réponse est reçue trois jours plus tard.

Le 31 Mai 2016. « J'ai des difficultés à comprendre quels premiers pas la Russie attend de notre part ? », a déclaré le Président turc Recep Tayyip Erdoğan lors d'une conférence de presse avant sa tournée en Afrique et il a souligné qu'il voulait normaliser les relations avec la Russie, mais qu'il ne comprenait pas comment le Président russe Vladimir Poutine avait pu renoncer aux très bonnes relations entre les deux pays à cause de l'erreur du pilote.⁴ Quel pilote voulait-il faire allusion en disant « l'erreur du pilote »⁵ : au pilote turc ou au pilote russe?⁶ Si celui qu'il voulait indiquer était le pilote russe, cela voudrait dire que la Turquie maintiendra sa détermination. Toutefois, si celui qu'il voulait indiquer était le pilote turc, cela voudrait dire que la Turquie s'était trompée. Il y a deux interprétations différentes de cette phrase, dont tous les deux sont totalement contradictoires. La presse étrangère a interprété le pilote dans la phrase comme le pilote turc et la présidence de la République de Turquie a dû faire ultérieurement une déclaration en disant que le président voulait faire allusion au pilote russe.⁷

D'où provient cette ambiguïté ? Elle a été créée *délibérément* ou *accidentellement* ? S'il s'agit d'une ambiguïté accidentelle, il n'y a pas de problème parce que la présidence a fait une déclaration et elle a corrigé l'imprécision

³ « Relancer les relations avec la Turquie ? », disponible sur <http://fr.sputniknews.com/international/201605281025370908-poutine-turquie-russie> date d'accès le 10 Juin 2016.

⁴ « Erdogan veut améliorer ses relations avec la Russie, mais ne sait pas comment », disponible sur <https://français.rt.com/international/21432-erdogan-veut-ameliorer-ses-relations>, date d'accès le 10 Juin 2016.

⁵ Pour voir les interprétations affirmant que le président a mentionné le pilote turc : <http://beforeitsnews.com/israel/2016/06/erdogan-downing-the-russian-fighter-plane-was-pilot-error-2462940.html>

<http://www.debka.com/newsupdate/16499/Erdogan-Downing-the-Russian-fighter-plane-was-%E2%80%98pilot-error%E2%80%99>

http://www.ruszim.org.zw/index.php?option=com_content&view=article&id=332%3Abriefing-by-foreign-ministry-spokesperson-maria-zakharova&catid=82%3Afirst-page1&lang=en.

⁶ « Downing of Russian jet a 'pilot's mistake,' says Turkish President Erdoğan », disponible sur <http://www.hurriyetaidailynews.com/downing-of-russian-jet-a-pilots-mistake-says-turkish-president-erdogan-.aspx?pageID=238&nID=99925&NewsCatID=510>, date d'accès le 10 Juin 2016.

⁷ « Rusya ile gerilim "pilot hatası" mı? », disponible sur http://sosyal.hurriyet.com.tr/yazar/murat-yetkin_575/rusya-ile-gerilim-pilot-hatasi-mi_40111622 date d'accès le 10 Juin 2016.

postérieurement. En revanche, si l'ambiguïté a été délibérément créée, nous pouvons suggérer que le Président Erdoğan voulait voir la réaction des médias et de l'opinion publique, parce que la tension a endommagé les relations entre ces deux pays et la normalisation des relations est probablement au profit des deux pays.

Comme nous l'avons vu dans l'exemple que nous venons de citer dans la politique étrangère de la Turquie, il n'est pas toujours possible de comprendre si une ambiguïté est créée délibérément ou par hasard. Voilà pourquoi il est important de connaître la nature de l'ambiguïté. Pour ceci, nous allons suivre une voie interdisciplinaire et nous allons examiner la nature de l'ambiguïté en linguistique avant de nous concentrer sur « l'ambiguïté constructive » qui est délibérément créée par les acteurs afin d'acquiescer un intérêt national ou de résoudre les conflits entre les nations ou les Etats. Après avoir traité les concepts fondamentaux et les exemples de la littérature des relations internationales, l'accent sera mis sur la façon de créer une ambiguïté constructive ainsi que sur les questions : « Comment l'ambiguïté constructive peut être créée ? » et « Comment l'ambiguïté constructive peut être utilisée pour la résolution des différends internationaux ? » Le processus de création de l'ambiguïté constructive dans des contextes diplomatiques et des textes diplomatiques sera traité dans deux titres différents du deuxième chapitre. Tandis que certaines méthodes comme l'utilisation des acteurs tiers qui peuvent être peu fiables sont traités dans le cadre des ambiguïtés dans des contextes diplomatiques ; les méthodes comme l'utilisation des concepts ambigus qui ne disposent pas d'une définition exacte sont traités dans le cadre des ambiguïtés des textes diplomatiques.

La résolution des conflits par les institutions des Nations Unies et l'intégration de l'ambiguïté constructive dans ce processus seront les principaux axes du chapitre suivant. Il est évident qu'il existe des avantages et des inconvénients de la création de l'ambiguïté constructive en raison de la dose de l'ambiguïté. Si l'exploit de l'ambiguïté n'est pas bien calculé, le résultat peut être pire que les acteurs en espèrent et nous pouvons nous trouver dans une ambiguïté constructive qui n'est pas réussie.

A part la création d'ambiguïté constructive, il est également important de pouvoir décoder des contextes ou des textes ambigus. La deuxième partie du travail est répartie à

cette fin et le premier chapitre de cette partie est concentré sur le décodage de l'ambiguïté constructive. Nos questions principales ici sont « Comment l'ambiguïté constructive peut être décodée ? » et « Quelle est l'importance des expériences des agents et des parties dans un conflit au cours du processus de création de l'ambiguïté constructive ? » Au cours de ce processus, le cadre analytique du néo-institutionnalisme discursif développé par Vivien Schmidt sera utilisé car il nous fournit comment une ambiguïté constructive peut être appliquée dans le cadre du discours de coordination et de communication et comment les agents dans les institutions utilisent leurs prédispositions idéelles et leurs capacités discursives. L'idée essentielle de ce chapitre est de montrer comment les agents peuvent modifier ou adapter les règles ou les normes dans les institutions à l'aide de leurs capacités discursives et l'un de ces capacités est de créer des ambiguïtés constructives qui peuvent aider les acteurs à utiliser les vides dans les règles, normes ou lois afin de trouver le juste milieu ou afin d'avoir l'intérêt maximum dans un contexte politique. Par conséquent, nous pouvons suggérer que les acteurs peuvent utiliser leurs capacités discursives afin de résoudre les conflits entre nations ou Etats à l'aide de l'ambiguïté constructive.

Dans le dernier chapitre de la deuxième partie, nous allons voir l'application de ce que nous avons parlé dans le reste du travail et nous allons voir si l'arrière-plan théorique qui a été présenté en particulier dans le deuxième chapitre de la première partie et dans le premier chapitre de la deuxième partie est applicable à des situations réelles. Le plan Annan qui possède des ambiguïtés constructives sera examiné de manière détaillée dans ce chapitre. Nos principales questions ici sont « Y a-t-il une ambiguïté constructive dans le plan Annan ? » et « L'ambiguïté constructive dans le plan Annan est-elle réussie ? » Puisque nous affirmons que l'arrière-plan des parties en conflit et les prédispositions idéelles des agents ont une grande importance pour l'application de l'ambiguïté constructive, le contexte historique du problème de Chypre sera étudié. Finalement, les ambiguïtés constructives seront examinées avec la question de savoir si cette ambiguïté a été réussie ou non.

PREMIERE PARTIE

COMMENT CREER L'AMBIGUITE CONSTRUCTIVE ?

CHAPITRE I

LA NOTION D'AMBIGUITE CONSTRUCTIVE

DANS LES RELATIONS INTERNATIONALES

Si nous voulons communiquer de façon efficace, il est important de savoir que tout le monde a une manière différente de percevoir. Il y a plusieurs raisons pour lesquelles la communication échoue dans un contexte quotidien à cause de cette différence. L'ambiguïté est l'une de ces raisons. Avant de se concentrer sur les types d'ambiguïtés, il est important de savoir ce que l'ambiguïté est. Le mot « ambiguïté » est un dérivé du Latin *ambigere* qui signifie « douter ». Le préfixe « *ambi* » signifie « double » et « *agere* » signifie « faire ».⁸ Aujourd'hui, nous utilisons le mot « ambiguïté » comme l'état de ce qui est ambigu, qui est ouvert aux interprétations dans deux sens différents ou plus.⁹ Nous pouvons rencontrer l'ambiguïté non seulement dans les circonstances quotidiennes dans lesquelles l'ambiguïté n'est pas faite exprès mais

⁸ Craig J. N. De Paulo, Patrick A. Messina, et Marc Stier, *Ambiguity in the Western mind*, New York, Peter Lang, 2005, p. 18.

⁹ « Definition of ambiguity in English », disponible sur <http://www.oxforddictionaries.com/definition/english/ambiguity>, date d'accès le 24 Janvier 2016.

aussi en diplomatie et en littérature dans lesquelles l'ambiguïté est délibérée. Par exemple, certains auteurs dans la littérature préfèrent choisir un texte ambigu pour que les lecteurs comprennent leurs œuvres sous des aspects différents.¹⁰

Selon Adam Sennet, il y a trois types d'ambiguïté en linguistique: l'ambiguïté lexicale, l'ambiguïté syntaxique et l'ambiguïté pragmatique.¹¹ Cependant, ces types d'ambiguïté ne sont pas immuables et cela dépend du domaine du chercheur. Par exemple, dans le langage diplomatique, l'ambiguïté se présente sous trois formes pour préciser dans les accords de paix les ambiguïtés, qui sont différentes des types que les chercheurs dans le département de linguistique utilisent : l'ambiguïté référentielle, l'ambiguïté syntaxique et l'ambiguïté intertextuel.¹²

Par conséquent, nous devons être conscients qu'il n'y a pas de distinction absolue entre les types d'ambiguïté dans un domaine ou dans des domaines différents. Différents départements en Sciences Sociales étudient l'ambiguïté, car il y a des situations ambiguës dans chaque partie de notre vie. Toutefois, si nous voulons nous concentrer plus profondément sur le décodage des situations ambiguës ou des textes ambigus, nous devons savoir ce que l'ambiguïté est en linguistique. Avant de passer à notre sujet principal, les types différents d'ambiguïté en linguistique seront précisés.

A. L'ambiguïté en Linguistique

Quand on pense au mot « ambiguïté », nous devons être conscients que l'ambiguïté se produit non seulement dans les textes mais aussi dans les manières de présenter. Par exemple, quand quelqu'un dit: « Je dois voir mon frère aujourd'hui » cette phrase pourrait être ambiguë s'il ou elle a plus d'un frère. Ou, le personnage principal

¹⁰ « Ambiguity », disponible sur <http://www.literarydevices.net/ambiguity>, date d'accès le 26 Janvier 2016.

¹¹ Adam Sennet, « Ambiguity », *The Stanford Encyclopedia of Philosophy*, 2016, <http://plato.stanford.edu/cgi-bin/encyclopedia/archinfo.cgi?entry=ambiguity>, date d'accès 25 Février 2016.

¹² Drazen Pehar, « Use of Ambiguities in Peace Agreements », dans Jovan Kurbalija, et Hannah Slavik, (éd), *Language and diplomacy*, Malta, Diplo Foundation, 2001, p. 165-169.

d'un livre peut avoir un accident à la fin du livre et le livre se termine. Donc, nous ne savons pas s'il ou elle est mort ou non. Nous pouvons appeler la fin de ce livre ambiguë. Un autre exemple peut être celui d'un président. Le président pourrait vouloir être ambigu quant à la possession ou non des bombes nucléaires. Parce qu'il ou elle pourrait penser que les autres pays vont se comporter d'une manière offensive, s'ils savent qu'il ou elle a la bombe nucléaire. Ou, le président pourrait penser que les autres pays vont se comporter d'une manière insultante. Cette situation globalement semble ambiguë dans un contexte diplomatique. Par conséquent, nous pouvons conclure que l'ambiguïté pourrait être stratégique, délibérative, ou dans un autre mot, constructive.

Avant de passer à notre sujet principal, l'ambiguïté constructive, nous avons dit qu'il était important de savoir ce que l'ambiguïté est en linguistique afin de décoder l'ambiguïté constructive. Il y a trois types d'ambiguïté: l'ambiguïté lexicale dans laquelle le lexique contient les entrées qui sont homophones mais différentes en significations, l'ambiguïté syntaxique dans laquelle la même phrase a plusieurs significations, et l'ambiguïté pragmatique dans laquelle la signification d'une phrase dépend du contexte.¹³

Afin de comprendre les types d'ambiguïté dans la linguistique, la terminologie qui est utilisée pour le classement doit être bien déterminée. Le mot « lexique » est important pour comprendre les ambiguïtés qui ont résulté des mots parce qu'il est la mesure du vocabulaire d'une personne ou d'une langue. Ainsi, l'ambiguïté lexicale réside dans les mots ou le vocabulaire d'une langue. Nous avons expliqué l'ambiguïté lexicale comme celle des mots homophones ce qui signifie que chacun des deux ou plusieurs mots qui ont la même prononciation mais des significations, origines ou orthographes différentes, comme « auteur » et « hauteur ». Un mot peut avoir plus d'un sens qui peut conduire à l'ambiguïté dans certaines circonstances. Par exemple, le mot « bat » en anglais a au moins deux significations différentes, dont l'un est « au base-ball et au cricket, bâton en bois servant à renvoyer la balle », et l'autre qui est « un mammifère volant ».

¹³ Sennet, **op. cit.**

La syntaxe est un autre sujet terminologique que nous devrions savoir pour saisir les points principaux des phrases ambiguës. En linguistique, la syntaxe est le groupe des règles, des principes et des processus qui régissent la structure des phrases dans une langue donnée, en particulier l'ordre des mots. Le terme « syntaxe » est également utilisé pour faire référence à l'étude de ces principes et processus.¹⁴ Contrairement à l'ambiguïté lexicale, l'ambiguïté syntaxique est examinée au niveau de la phrase. Par exemple, nous pouvons examiner un exemple pour comprendre l'ambiguïté syntaxique au niveau de phrase: « Le poulet est prêt à consommer ». ¹⁵ Il y a deux interprétations différentes de cet exemple. Une interprétation est que « le poulet va manger quelque chose » et l'autre est que « quelqu'un d'autre va manger le poulet ».

La pragmatique est le dernier concept que nous devrions savoir afin de décoder une ambiguïté et il est probablement le plus utile pour les relations internationales parce que la création des ambiguïtés au niveau lexical ou syntaxique ne pourrait pas être possible dans les textes diplomatiques. Les acteurs rencontrent généralement des ambiguïtés, stratégiques ou non, au niveau de la pragmatique. La pragmatique est un sous-domaine de la linguistique qui étudie les façons dont le contexte contribue à la signification. Contrairement à des ambiguïtés lexicales ou syntaxiques, qui examinent la signification qui est codée dans une langue donnée, la pragmatique travaille sur la façon dont la transmission du sens dépend non seulement de la connaissance structurelle et linguistique du locuteur et de l'auditeur, mais aussi du contexte de l'énoncé.

Un acte de langage (*Speech acts*) nous fournit l'un des exemples d'ambiguïté pragmatique. Tout d'abord, nous devons savoir ce qu'est un acte de langage. Un acte de langage est un énoncé qui sert une fonction dans la communication. Nous effectuons des actes de langage lorsque nous offrons des excuses, salutation, demande, plainte, invitation, compliment, ou refus.¹⁶ Par exemple, si nous demandons à quelqu'un d'autre d'ouvrir la fenêtre, nous posons la question « Pouvez-vous ouvrir la fenêtre, s'il vous plaît? » qui est une demande et un des exemples de l'acte de langage. Cependant, nous pouvons effectuer cet acte de langage en disant « Il est trop chaud ici. N'est-ce pas? » Ce

¹⁴ Noam Chomsky, *Syntactic structures*, Walter de Gruyter, 2002, p. 11.

¹⁵ Sennet, **op. cit.**

¹⁶ « What is a Speech Act? », disponible sur <http://carla.umn.edu/speechacts/definition.html>, date d'accès le 28 Janvier 2016.

n'est pas une demande évidente, mais celui qui prononce cette phrase pourrait demander à quelqu'un d'autre d'ouvrir la fenêtre parce qu'il ou elle a besoin d'air frais.

Ce genre d'exemples d'actes de langage est très commun dans la politique. En politique, nous devons toujours décoder ce que les dirigeants essaient de dire quand ils parlent d'une situation. Ceci est non seulement un discours, mais un texte diplomatique peut comporter des déclarations incompréhensibles ou des déclarations qui ont des significations différentes que nous comprenons incompréhensibles. Par exemple, un président pourrait dire « nous ne pouvons pas rester indifférents à ce conflit » ce qui signifie probablement « nous allons certainement intervenir cette situation. »¹⁷

Nous pouvons examiner l'exemple « Je t'aime aussi » afin de comprendre ce que l'ambiguïté pragmatique est exactement. Il y a quatre interprétations différentes de cette phrase en fonction du contexte :

- Je t'aime comme tu m'aimes.
- Je t'aime comme quelqu'un d'autre t'aime.
- Je t'aime et j'aime quelqu'un d'autre aussi.
- Je t'aime et j'ai les sentiments différents aussi.¹⁸

Il s'agit du contexte dans lequel cette phrase est prononcée. Si quelqu'un vous dit « Je t'aime » et vous répondez « Je t'aime aussi », cela signifie probablement que « Je t'aime comme tu m'aimes. » Cependant, nous pouvons rencontrer d'autres cas dans des contextes différents.

Les ambiguïtés au niveau de la pragmatique sont plus fréquentes que tous les autres types d'ambiguïté. Cependant, il est également possible de voir des erreurs grammaticales ou l'utilisation ambiguë de certains mots afin de créer l'ambiguïté constructive et tirer profit de cette situation en Relations Internationales. Afin de décoder ces ambiguïtés, nous devrions connaître ce genre d'ambiguïté et être conscient que la connaissance des types d'ambiguïté va nous aider à décoder les ambiguïtés constructives d'une manière plus facile. Tandis que nous passons en revue la littérature des ambiguïtés

¹⁷ Robert Jervis, *The logic of images in international relations*, Columbia University Press, 1989, p.113.

¹⁸ Sennet, **op. cit.**

constructives en Relations Internationales, nous allons faire référence à ces types d'ambiguïté.

B. L'ambiguïté dans les Relations Internationales

L'ambiguïté peut être délibérée ou accidentelle. L'ambiguïté délibérée qui se rapporte à « l'ambiguïté constructive » en Relations Internationales, est définie par Henry Kissinger comme « l'emploi délibéré du langage ambigu dans une question délicate afin de faire avancer un but politique. »¹⁹ Le mot sur lequel nous devons nous concentrer est « délibérée ». Même s'il y a beaucoup de situations politiques dans lesquelles l'ambiguïté peut apparaître, nous décrivons une ambiguïté comme étant « ambiguïté constructive » quand elle est délibérée. Faire des recherches sur l'ambiguïté constructive en Relations Internationales, c'est très essentiel pour comprendre si l'ambiguïté est consciemment créée par les acteurs qui ont l'intention d'être ambigus.²⁰

Alors que les acteurs de la politique internationale peuvent créer une ambiguïté constructive avec l'aide de textes diplomatiques, ils peuvent se comporter d'une manière ambiguë lors de leurs interactions avec d'autres acteurs politiques. Nous allons examiner ces deux situations dans notre travail, mais la partie la plus importante et commune des ambiguïtés constructives peut être trouvée dans les textes diplomatiques. Afin de comprendre la nature des textes diplomatiques, nous devons savoir ce que signifie le langage diplomatique. Étant donné que tous les acteurs ont leurs propres objectifs dans l'arène politique, ils tentent d'user de différents moyens afin d'atteindre leurs objectifs. La création de l'ambiguïté constructive est absolument l'un de ces moyens.

¹⁹ G.R. Berridge, et Lorna Lloyd, *The Palgrave Macmillan Dictionary of Diplomacy*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, p. 73.

²⁰ Jervis, *op. cit.*, p. 123 : « Ambiguity partly arises from accidents, but often is consciously created by actors who intend to be ambiguous. »

1. Le langage diplomatique et l'ambiguïté constructive

Le langage diplomatique est « aujourd'hui considéré comme l'art d'agir par la parole sur les opinions, les émotions et les décisions. »²¹ Donc, les hommes d'Etat emploient certaines expressions pour indiquer la position de leur gouvernement. La signification de ces expressions est bien comprise par les acteurs mais c'est probablement très difficile pour les gens ordinaires de comprendre le message voulu. Il est également possible de prétendre que les acteurs utilisent le langage diplomatique qui leur permet de donner des messages sérieux à d'autres acteurs, et que ces messages ne peuvent pas être compris par les gens ordinaires qui ne sont pas intéressés par la politique.²² Harold Nicolson, l'auteur du livre *Diplomatie*, illustre certains exemples pour cette question. Par exemple, un gouvernement peut mettre un autre gouvernement en garde sur ses actions et dire que « certaines actions seront considérées comme un acte inamical ». La phrase clé sur laquelle nous devrions nous concentrer sur ici est « comme un acte inamical », ce qui signifie probablement « une menace de guerre » en langage diplomatique.²³

Il n'est pas nécessairement possible de prétendre que les gouvernements déclarent leurs intentions en utilisant ce genre de langage diplomatique tout le temps. Puisque les gouvernements et les partis politiques ont besoin du soutien du public, ce n'est pas une bonne idée pour eux de toujours utiliser des codes dans leurs actions politiques qui ne sont connus que par ceux qui sont dans la sphère diplomatique. Donc, il est un fait connu que « le langage diplomatique n'utilise pas des déclarations d'intention franches, compréhensible pour des non-initiés, mais est cependant clairement intelligible pour quiconque connaît le code. »²⁴

²¹ Olivier Arifon, « Langue diplomatique et langage formel : un code à double entente », *Hermès, La Revue*, vol.3, n° 58, 2010, p. 75.

²² Jervis, *op. cit.*, p. 117.

²³ Harold Nicolson, *Diplomacy*, London et New York, Oxford University Press, 1963, p.123.

²⁴ Constanze Villar, « Pour une théorie du discours diplomatique », *Annuaire français de relations internationales*, 2005, p.49, http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/3_45-61.pdf.

« Sign languages are those signals that do not involve a straightforward statement of intent understandable to the uninitiated, and yet are clearly comprehensible to anyone who knows the code.»

Nous pouvons jeter un coup d'œil sur l'exemple de la résolution 1441 de novembre 2002. Cette résolution est une résolution du Conseil de Sécurité des Nations Unies adoptée à l'unanimité par le Conseil de Sécurité des Nations Unies le 8 Novembre 2002 offrant à l'Irak, sous Saddam Hussein, « une dernière chance de se conformer à ses obligations en matière de désarmement. » La résolution dit « une dernière chance » parce que plusieurs fois avant cette résolution, l'ONU a dû mettre en garde l'Irak sur les obligations en matière de désarmement. La résolution 1441 de novembre 2002 constate « des graves conséquences auxquelles celui-ci aurait à faire face s'il continuait à manquer à ses obligations. »²⁵ Il se peut que cette phrase ne signifie rien pour ceux qui ne connaissent pas le code, à savoir le langage diplomatique. Cependant, certains mots utilisés dans ces phrases signifient plus qu'ils ne semblent. Par exemple, le terme « conséquences » correspondrait à quelque chose d'indéfini, c'est un terme générique; le terme signifie précisément la guerre dans le registre diplomatique.²⁶

Par conséquent, à l'aide de l'exemple de la résolution 1441 sur les obligations de désarmement de l'Irak, nous voyons qu'il n'est pas toujours possible d'être capable de décoder ce que les acteurs tentent de dire quand ils prononcent une phrase. L'exemple ci-dessus ne constitue pas une situation ambiguë, mais le langage de la résolution nous donne quelques indications sur la nature incompréhensible de langage diplomatique. Cependant, pourquoi les acteurs utilisent-ils un langage diplomatique ou créent-ils des ambiguïtés dans leur vie politique? L'objectif principal de l'utilisation d'un langage diplomatique ou de la création des ambiguïtés est d'avoir « un espace de manœuvre » pour atteindre les objectifs réels d'un acteur ou d'un Etat.

Il est inévitable de faire face à l'ambiguïté pour un diplomate dans un contexte quotidien et cette ambiguïté peut « s'incarner dans les mots ou dans les formes du discours. À cet égard, l'une des compétences du diplomate sera d'interpréter les éléments flous et ambigus afin de se ménager un espace de manœuvre. »²⁷ « Un espace de manœuvre » voilà les mots clés ici parce que les diplomates doivent se comporter

²⁵ La Résolution 1441 du Conseil de Sécurité des Nations, « serious consequences as a result of its continued violations of its obligations ».

²⁶ Villar, **op. cit.**, p.50.

²⁷ Constanze Villar, « Le discours diplomatique », *Questions de communication*, 2007, p.3.

d'une manière détendue au cours de leur interaction et ils peuvent avoir cet espace de manœuvre avec l'aide de l'ambiguïté constructive.

Cependant, il y a deux aspects dans le fait d'avoir un espace de manœuvre en termes d'ambiguïté. Le premier est d'être capable de décoder l'ambiguïté constructive. Ce serait peut-être une tâche difficile de décoder une ambiguïté parce que la personne qui tente de décoder l'ambiguïté devrait avoir des caractéristiques spécifiques telles qu'être compétent dans la langue cible, être intéressé par la linguistique, et avoir des connaissances sur la nature de la politique et des relations internationales, etc.

Il y a une autre chose à laquelle nous devrions prêter attention en essayant de décoder une ambiguïté. Nous avons déjà mentionné que « l'ambiguïté surgit lorsqu'une manifestation unique suscite une pluralité de lectures ». ²⁸ Etant donné que l'ambiguïté donne lieu à plusieurs interprétations d'un mot ou d'une phrase, cela signifie qu'il y aura des perceptions erronées concernant la question. Cependant, nous ne pouvons pas proposer l'idée que la perception erronée causée par une ambiguïté est constructive tout le temps parce que « la perception erronée peut se produire même lorsque la tromperie est ni voulue ni prévu. » ²⁹ Donc, nous devons nous souvenir que la revendication selon laquelle toutes les ambiguïtés sont délibérées nous induit en erreur pour pouvoir saisir les points principaux de la création d'ambiguïtés.

Le second aspect de l'espace de manœuvre créée par l'ambiguïté est la création des ambiguïtés constructives. Afin de créer une ambiguïté constructive dans une situation politique spécifique, la personne qui va essayer de créer l'ambiguïté doit avoir des compétences supérieures à celles dont nous avons parlé pour le décodage des ambiguïtés. Cependant, sur quoi nous nous concentrerons dans ce travail ce sera non seulement le processus de décodage et la création d'une ambiguïté constructive mais aussi sur la question de savoir pourquoi les acteurs tentent de créer des ambiguïtés constructives? Quels sont leurs objectifs?

²⁸ Villar, « **Pour une ...**, p.48.

²⁹ Robert Jervis, « Hypothesis on Misperception », *World Politics*, Vol. 20, No. 3, 1968, p. 473
« Misperception can occur even when deception is neither intended nor expected. »

Lorsque nous passons en revue la littérature sur l'ambiguïté constructive en Relations Internationales, nous rencontrons de nombreux exemples; mais leurs objectifs principaux sont différents. Nous pouvons diviser ces objectifs en deux groupes principaux: les objectifs réalistes concernant les intérêts nationaux d'un Etat et visant la maximisation de l'utilité pour cet Etat, et les objectifs idéalistes concernant la résolution d'un conflit et visant à la fondation d'un terrain d'entente entre les parties du conflit afin d'avoir un climat pacifique.

Dans cette thèse, nous allons couvrir deux approches différentes concernant ces deux objectifs différents. Avant de se concentrer sur les idées de Robert Jervis qui est un néo-réaliste sur les objectifs réalistes des Etats et sur les idées de Vivien Schmidt qui est un institutionnaliste discursif sur les objectifs idéalistes des Etats, nous allons examiner la nature de ces deux objectifs différents avec des exemples tirés de la littérature des relations internationales.

2. Les buts réalistes des Etats et l'ambiguïté constructive

Martin Wight, qui est l'une des figures centrales dans l'école anglaise des Relations Internationales, mentionne trois traditions de la pensée politique, réalistes, révolutionnaires (désormais appelées 'idéalistes') et rationalistes. Wight affirme que « les réalistes sont ceux qui soulignent et se concentrent sur l'élément anarchie internationale, et les idéalistes sont ceux qui soulignent et se concentrent sur l'élément société des États, ou la société internationale. » Tandis que le réalisme et l'idéalisme sont aux extrémités de l'échelle, le rationalisme a tendance à trouver un terrain d'entente sur la plupart des questions, et arrive à un compromis entre ces deux points de vue contradictoires. Par conséquent, le rationalisme en politique est souvent considéré comme le point médian dans les trois points de vue politiques essentiels : le réalisme, le rationalisme et l'idéalisme.

Le pouvoir est la monnaie de la politique internationale pour le réalisme. Les grandes puissances, les principaux acteurs dans le compte des réalistes, font attention à

l'importance de la puissance économique et militaire qu'ils ont par rapport à d'autres. Il est important non seulement d'avoir une quantité importante de pouvoir, mais aussi de s'assurer qu'aucun autre Etat ne modifie fortement l'équilibre du pouvoir en sa faveur. Pour les réalistes, la politique internationale est synonyme de politique de puissance.³⁰ La principale question est pourquoi les Etats veulent le pouvoir. Alors que la réponse est la nature humaine pour le réalisme classique, le néoréalisme suggère qu'il s'agit de la structure ou de l'architecture du système international qui oblige les États à rechercher le pouvoir. Dans un système où il n'y a pas d'autorité supérieure qui se trouve au-dessus des grandes puissances, et où il n'y a aucune garantie qu'un Etat ne va pas en attaquer un autre, il est logique pour chaque Etat d'être assez puissant pour se protéger dans le cas où il est attaqué.³¹

Cependant, nous n'avons pas la réponse à la question de savoir pourquoi les Etats créent des ambiguïtés constructives. John Mearsheimer avance cinq hypothèses du néoréalisme:³²

- 1- Les grandes puissances sont les principaux acteurs de la politique mondiale, et elles fonctionnent dans un système anarchique,
- 2- Tous les Etats possèdent une certaine capacité militaire offensive,
- 3- Les États ne peuvent jamais être certains en ce qui concerne les intentions des autres Etats,
- 4- L'objectif principal des Etats est la survie,
- 5- Les Etats sont des acteurs rationnels, ce qui signifie qu'ils sont capables de trouver les stratégies qui maximisent leurs chances de survie.

La première, deuxième et quatrième sont ce que nous avons déjà dans le réalisme classique; Cependant, la troisième et la cinquième sont directement reliées à la question de savoir pourquoi les Etats créent les ambiguïtés constructives. L'idée que les Etats ne peuvent jamais être certains des intentions des autres Etats est directement liée à l'idée de perception erronée de Robert Jervis. Il revendique au tout début de l'article

³⁰ Tim Dunne, Milja Kurki, et Steve Smith, *International relations theories*, Oxford, Oxford University Press, 2013, p. 77.

³¹ *Ibid.*, p.78.

³² *Ibid.*, p.77-93.

Hypotheses on Misperception que, pour déterminer comment il va se comporter, un acteur doit essayer de prédire comment les autres vont agir et comment leurs actions auront une incidence sur ses valeurs, de sorte que l'acteur doit développer une image des autres et d'autres intentions.³³ Tout en essayant de créer des ambiguïtés constructives, il est important de savoir ce que les autres acteurs pensent et de créer l'ambiguïté en conformité avec les intentions des idées des autres acteurs. Cependant, l'image peut être inexacte et les acteurs peuvent mal percevoir l'intention des autres acteurs. À ce stade, nous allons découvrir l'importance de l'information d'arrière-plan de l'autre côté afin de minimiser le risque de perception erronée. En raison de cette incertitude, nous arrivons à la cinquième hypothèse et l'une de ces stratégies est de créer l'ambiguïté constructive.

Dans la littérature des relations internationales, il y a des ambiguïtés constructives visant à avoir des résultats réalistes. Avant de passer aux objectifs idéalistes et à l'ambiguïté constructive, nous allons découvrir ces exemples :

a. La Résolution 242 du Conseil de Sécurité

La guerre des Six Jours se déroule du lundi 5 au samedi 10 juin 1967 et oppose Israël à l'Égypte, la Jordanie et la Syrie. Les relations entre Israël et ses voisins n'avaient jamais été complètement normalisées après la guerre israélo-arabe de 1948. Dans la période précédant Juin 1967, les tensions sont devenues dangereusement exacerbées. En réaction à la mobilisation des forces égyptiennes le long de la frontière israélienne dans la péninsule du Sinaï, Israël a lancé une série de frappes aériennes préventives contre les aérodromes égyptiens. Plutôt que d'attendre d'être attaqué, les Israéliens ont lancé une campagne militaire énorme succès contre ses ennemis avérés. Les Égyptiens ont été pris par surprise, et presque toute la force aérienne égyptienne a été détruite avec peu de pertes israéliennes, donnant les Israéliens la supériorité aérienne. En même temps, les Israéliens ont lancé dans la bande de Gaza et le Sinaï une offensive terrestre, qui encore une fois pris les Égyptiens par surprise. Après une certaine résistance initiale, le

³³ Jervis, « *Hypotheses ...*, p.454.

dirigeant égyptien Gamal Abdel Nasser a ordonné l'évacuation du Sinaï. Les forces israéliennes ont poursuivi vers l'ouest, à la poursuite des Egyptiens et conquis le Sinaï. Le 11 Juin, un cessez-le-feu a été signé. Les victimes arabes étaient beaucoup plus lourdes que celles d'Israël: moins d'un millier d'Israéliens avait été tué par rapport à plus de 20.000 des forces arabes. La guerre était un désastre pour le monde arabe et a temporairement affaibli l'homme considéré comme le chef des Arabes - Gamal Abdul Nasser d'Égypte.³⁴

Après la guerre des Six Jours, la Résolution 242 du Conseil de Sécurité des Nations Unies a été adoptée à l'unanimité par le Conseil de sécurité de l'ONU le 22 Novembre 1967. La Résolution 242 du Conseil de Sécurité des Nations Unies est l'un des textes diplomatiques dans la littérature des relations internationales qui est prétendu avoir inclus l'ambiguïté constructive.³⁵ La résolution est le résultat de la négociation entre les pouvoirs du Conseil de sécurité et reflétait l'opinion politique profondément polarisée de l'Organisation des Nations Unies dans la période suivant cette année.³⁶ Par conséquent, il est possible de proposer que l'ambiguïté constructive dans ce texte a rendu l'accord possible, même si les parties n'ont pas les mêmes opinions sur la question. La résolution indique que « l'accomplissement des principes de la Charte exige l'instauration d'une paix juste et durable au Moyen-Orient qui devrait comprendre l'application des deux principes suivants : retrait des forces armées israéliennes des territoires occupés lors du récent conflit ; fin de toute revendication ou de tout état de belligérance, respect et reconnaissance de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique de chaque État de la région et de son droit de vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres et reconnues, à l'abri de menaces ou d'actes de violence »³⁷ Selon la version française de la résolution, il n'y a pas de problème avec l'article défini parce que l'expression « des territoires » a l'article défini « le ». Cependant, la version

³⁴ « The Six Day War », disponible sur <http://www.historylearningsite.co.uk/modern-world-history-1918-to-1980/the-middle-east-1917-to-1973/the-six-day-war/>, date d'accès le 03 Février 2016.

³⁵ Pehar, *op. cit.*, p. 177-178.

³⁶ *Ibid.*, p. 177.

³⁷ La Résolution 242 du Conseil de Sécurité des Nations « the fulfillment of Charter principles requires the establishment of just and lasting peace in the Middle East should include the application of both the following principles: withdrawal of Israeli armed forces from territories occupied in recent conflict; termination of all claims or states of belligerency and respect for and acknowledgment of the sovereignty, territorial integrity and political independence of every State in the area and their right to live in peace within secure and recognized boundaries free from threats or acts of force. »

anglaise a un problème grammatical concernant l'article défini « the ». S'il y avait l'article défini « the » avant le mot « territories », tout serait plus clair. Toutefois, il n'est pas possible de poser la question de savoir si Israël a été effectivement prié de se retirer de tous les territoires occupés dans les conflits récents ou seulement de certains des territoires. Que cette ambiguïté soit faite intentionnellement ou par hasard est la vraie question parce que si elle n'a pas été faite intentionnellement nous ne pouvons pas appeler cette ambiguïté « constructive ».

La deuxième partie de la disposition nous donne une indication sur la nature constructive de cette ambiguïté. L'expression « à l'intérieur de frontières sûres et reconnues » est la clé ici. Même si les pays arabes ont interprété la situation comme si elle était une ambiguïté constructive, Israël était opposé à une telle interprétation et ne voulait pas d'insérer l'article défini « le » dans le texte. Le parrain de la résolution, Lord Caradon, a mis l'accent sur le fait que l'expression que nous venons d'évoquer ci-dessus clarifie le problème de l'article défini dans la première partie de la disposition. Étant donné que les frontières ne sont pas sûres et reconnues avant la guerre des Six Jours, Israël n'a pas dû se retirer de tous les territoires occupés dans la guerre selon Caradon.³⁸

Lorsque nous interprétons l'ambiguïté du point de vue de la linguistique, nous voyons qu'il y a une ambiguïté syntaxique parce qu'il y a des interprétations différentes sur le niveau de phrase. Toutefois, la deuxième partie de la disposition renforce l'ambiguïté syntaxique dans la première partie ce qui fait de cette ambiguïté une « ambiguïté pragmatique » aussi parce que le contexte est important ici. Par conséquent, les auteurs de ce texte veulent créer une ambiguïté en omettant l'article défini « le » ce qui signifie que le texte a l'ambiguïté constructive.

b. Accords en 6 points

La guerre du Kippour oppose, du 6 octobre au 24 octobre 1973, Israël à une coalition menée par l'Égypte et la Syrie. La guerre a commencé lorsque la coalition

³⁸ Pehar, *op. cit.*, p. 177.

arabe a lancé une attaque surprise contre les positions israéliennes dans les territoires occupés par Israël pendant Yom Kippour, le jour le plus saint du judaïsme, qui a également eu lieu cette année pendant le mois sacré musulman du ramadan.³⁹ Après la guerre, les pourparlers ont continué à Washington, conformément à la Résolution 340 du Conseil de sécurité des Nations unies, qui a exigé que « un cessez-le-feu immédiate et complet soit observé et les parties reviennent sur les positions qu'elles occupaient le 22 octobre 1973 à 16 h 50 TU. »⁴⁰ Cependant, Israël a refusé de se conformer à la résolution. Par conséquent, les négociations ont continué et abouti à un accord appelé « Six-Point Agreement » et l'un des principaux médiateurs de l'accord était Henry Kissinger qui, au cours des négociations a fréquemment utilisé le terme « ambiguïté constructive » pour expliquer sa stratégie de négociation.⁴¹

La disposition B de cet accord stipule que « les deux parties conviennent que les discussions entre elles vont immédiatement commencer pour régler la question du retour aux positions du 22 octobre dans le cadre d'un accord sur le désengagement et la séparation des forces sous les auspices de l'ONU. »⁴² Cependant, même s'il n'y a qu'une seule phrase ici, les parties l'ont interprété différemment, ce que nous appelons « l'ambiguïté syntaxique » parce que les différentes interprétations sont au niveau de la phrase. Les négociateurs égyptiens ont interprété cette disposition comme une demande claire qu'Israël retire sa force armée conformément à la Résolution 340 de sécurité de l'ONU parce que selon le lien syntaxiques ils l'entendent comme étant celui entre « retour aux positions d'Octobre 22 » et « sous les auspices de l'ONU ». Ils ont probablement interprété de cette façon parce que la résolution mentionnée contient un article concernant le retrait des lieux occupés. Cependant, les négociateurs israéliens ne pensent pas de cette façon et le lien syntaxiques, qu'ils le jugent bon était celui entre les « discussions ... pour régler la question » et « sous les auspices de l'ONU ».⁴³ Par conséquent, ils n'ont pas envisagé le retrait des territoires occupés de la même façon que

³⁹ Muḥammad 'Abd al-Ghanī Jamaṣī, *The October War: Memoirs of Field Marshal El-Gamasy of Egypt*, Cairo, American University in Cairo Press, 1993, p. 181.

⁴⁰ La Résolution 340 du Conseil de Sécurité des Nations Unies, le 25 Octobre 1973.

⁴¹ Pehar, **op. cit.**, p. 178.

⁴² **Ibid.**

⁴³ **Ibid.**, p. 179.

les négociateurs égyptiens et ils ont pensé que les discussions seraient sous les auspices de l'ONU.

c. Capacité militaire de Saddam Hussein

Avant l'invasion de l'Irak en 2003, le chef d'Etat irakien Saddam Hussein ne voulait pas que quelqu'un d'autre sache si l'Irak possédait des armes de destruction massive et se comportait d'une manière ambiguë sur cette question. En 1998, l'Irak a affirmé que les inspecteurs en désarmement des Nations Unies ne seraient jamais autorisés à se rendre en Irak encore et Hussein a refusé d'inviter pour des inspections d'armes les Nations Unies en Irak durant environ 4 ans. Même lorsque les États-Unis ont mis en garde contre la guerre si le gouvernement irakien refuse de se conformer à une résolution des Nations Unies demandant le désarmement, les Irakiens ont retardé la coopération avec les Nations Unies.⁴⁴ D'après les entrevues et les documents recueillis par le *Federal Bureau of Investigation*, ainsi que d'autres sources, Saddam craignait que révélant que l'Irak n'avait pas d'armes de destruction massive cela encouragerait d'autres ennemis de l'Irak, comme l'Iran, à l'attaquer.⁴⁵ En étant ambigu sur la capacité militaire de l'Irak, Saddam espérait dissuader les Iraniens de l'attaquer à cause de la possibilité que l'Irak puisse posséder des armes de destruction massive tout en décourageant simultanément les Américains d'attaquer à cause de la possibilité que l'Irak ne pourrait pas avoir d'armes de destruction massive.⁴⁶ Nous ne savons pas exactement si le Président George Bush était au courant du fait que l'Irak possédait des armes de destruction massive, mais Bush et d'autres citoyens américains ont été surpris quand ils ont découvert que l'Irak n'avait pas d'armes de destruction massive.⁴⁷ Même si Saddam a essayé de montrer que l'Irak possédait des armes de destruction massive afin d'éviter des

⁴⁴ Patrick Hummel, "Strategic ambiguity about military capacity with multiple adversaries", *Journal of Theoretical Politics*, vol.27, no. 2, 2015, p. 288.

⁴⁵ *Ibid.*, p. 289.

⁴⁶ « No Weapons, No Matter. We Called Saddam's Bluff », disponible sur <https://www.washingtonpost.com/archive/opinions/2003/05/11/no-weapons-no-matter-we-called-saddams-bluff/0be893f3-f877-44d9-84b2-5f580266213e/>, date d'accès le 02 March 2016.

⁴⁷ « Bush Was Surprised at Lack of Iraqi Arms », disponible sur http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/articles/A23494-2004Feb8_2.html, date d'accès le 02 March 2016.

attaques de l'Iran, Bush croyait évidemment que Hussein avait tenté toutes les chances de démontrer que l'Irak n'avait pas d'armes de destruction massive de sorte que le États-Unis se rendraient compte qu'il n'était pas nécessaire d'envahir l'Irak pour le désarmer.⁴⁸

3. Les buts idéalistes des Etats et l'ambiguïté constructive

Alors que les Etats créent l'ambiguïté constructive afin de maximiser leurs intérêts et de protéger leurs intérêts nationaux, ils peuvent également utiliser ce genre d'ambiguïtés pour résoudre les problèmes entre les Etats. Si un Etat veut résoudre le problème entre les autres Etats, il utilise généralement des organisations internationales. Afin de comprendre pourquoi les Etats utilisent les organisations internationales pour résoudre les problèmes entre les autres Etats, nous devons tout d'abord nous concentrer sur les principaux objectifs de la création d'institutions.

Après la Première Guerre mondiale et avec la création de la Société des Nations, le domaine des relations internationales a commencé à se concentrer sur les organisations internationales. En raison de l'échec de la Société des Nations, l'accent sur les organisations n'a pas duré longtemps et nous avons dû attendre jusqu'au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Après cette guerre, les Nations Unies ont été créées ; c'est l'organisation internationale la plus globale. Au cours des années 1940 et 1950, la Banque mondiale, le FMI, la Communauté économique européenne, l'Union européenne ont été mis en place et les organisations internationales et l'intégration régionale sont devenues des sous-domaines de la politique internationale.⁴⁹

L'« organisation » dans la période d'après-guerre et l'« institution » d'aujourd'hui sont des représentations différentes. L'accent a été mis après 1945 sur les organisations internationales, les entités concrètes avec une présence physique, les noms, adresses, etc. Une définition typique est celle d'« un arrangement formel qui transcende les frontières nationales, ce qui prévoit la mise en place de mécanismes institutionnels pour faciliter la

⁴⁸ Hummel, *op. cit.*

⁴⁹ Arthur A. Stein, "Neoliberal Institutionalism", dans Christian Reus-Smit, et Duncan Snidal. *The Oxford handbook of international relations*, Oxford University Press, 2010, p.202.

coopération entre les membres dans la sécurité, économique, sociale ou dans des domaines connexes ». ⁵⁰ Cette conceptualisation a été élargie en mettant l'accent sur les régimes, définis comme « principes, normes, règles et procédures de prise de décision autour desquels les attentes des acteurs convergent dans une zone donnée. » ⁵¹

La théorie des régimes est une théorie en Relations Internationales dérivée de la tradition libérale qui fait valoir que les institutions ou les régimes internationaux influent sur le comportement des États ou d'autres acteurs internationaux ce qui suppose que la coopération est possible, dans le système anarchique, des états et des régimes sont des instances de coopération internationale. Après le passage du mot « organisation » au mot « régime », le terme a changé encore une fois et est devenu le mot « institution » afin de se relier intellectuellement avec la réémergence de l'étude des institutions en économie, sciences politiques et sociologie. ⁵² L'institutionnalisme classique et le néo-institutionnalisme seront traités dans le premier chapitre de la deuxième partie parce que le cadre d'analyse à l'aide duquel nous allons examiner l'ambiguïté constructive dans le plan Annan sera dérivé du néo-institutionnalisme discursif et il est indispensable d'enquêter sur les deux types d'institutionnalisme afin de comprendre le néo-institutionnalisme discursif.

Les principales questions que nous devons poser afin de comprendre pourquoi les États utilisent l'ambiguïté constructive pour résoudre les problèmes entre les États sont : pourquoi les États créent-ils des institutions et la façon dont ils utilisent les institutions. Tout d'abord, les États sont autonomes et se concentrent sur l'intérêt national, de sorte que les États hégémoniques créent des institutions pour faire face à ce problème. ⁵³ Parce que les États hégémoniques créent des institutions et ils sont généralement dans le processus de prise de décision de ces institutions, nous pouvons proposer l'idée qu'ils sont importants et qu'ils font une différence dans le comportement des États et dans la nature de la politique internationale. ⁵⁴ Les États estiment qu'ils doivent obéir aux règles que ces institutions créées par les puissances hégémoniques

⁵⁰ J. C. Plano, et R. Olton, *The International Relations Dictionary*, Santa Barbara, ABC-Clio, 1979, p. 288.

⁵¹ Stephen D. Krasner, "Structural causes and regime consequences: regimes as intervening variables." *International organization*, vol.36, no.02, 1982, p. 185.

⁵² Stein, *op. cit.*, p.204.

⁵³ *Ibid.*, p.212.

⁵⁴ *Ibid.*

édicte. À ce stade, nous arrivons à l'ambiguïté constructive parce que les États continuent de suivre leurs intérêts nationaux et d'essayer de maximiser leur intérêt, mais les règles et les lois créées par les institutions ne peuvent pas leur permettre d'atteindre leurs objectifs. Les États créent des ambiguïtés constructives afin de jouer le jeu en obéissant aux règles et d'atteindre leurs objectifs par des moyens légaux.

Les États rencontrent aussi des problèmes de collaboration et ils s'exposent à des résultats problématiques à cause de cela. Afin de comprendre ces problèmes de collaborations, le jeu du dilemme du prisonnier dans le champ d'application des théories des jeux nous donne un bon exemple des résultats problématiques de comportements autonomes. Ce jeu non seulement nous renseigne sur la raison pour laquelle les États créent des institutions mais aussi pourquoi nous devrions connaître le « background » de l'autre côté tout en essayant de créer des ambiguïtés constructives.

La théorie des jeux est « l'étude des modèles mathématiques du conflit et de la coopération entre les décideurs rationnels. »⁵⁵ Le dilemme du prisonnier est un exemple classique d'un jeu analysé en théorie des jeux qui montre pourquoi deux individus complètement « rationnels » ne peuvent pas coopérer, même s'il semble que ce soit la meilleure façon de faire. Le contexte du jeu est le suivant:

Deux membres d'un gang criminel sont arrêtés et emprisonnés. Chaque prisonnier est en isolement avec aucun moyen de communiquer avec l'autre. Les procureurs ne disposent pas de preuves suffisantes pour condamner la paire sur la charge principale. En même temps, les procureurs offrent à chaque prisonnier une bonne occasion. Chaque prisonnier a la possibilité de trahir l'autre en témoignant que l'autre a commis le crime, ou de coopérer avec l'autre en restant silencieux. L'offre est:

- Si A et B trahissent l'autre, chacun d'eux encourt 2 ans de prison ;
- Si A trahit B, mais B reste silencieuse, A sera libéré et B aura 3 ans de prison (et vice versa) ;

⁵⁵ Roger B. Myerson, *Game Theory: Analysis of Conflict*, Cambridge, Harvard University Press, 1991, p.1.

- Si A et B restent tous deux silencieux, tous les deux auront seulement 1 an en prison.⁵⁶

Selon ce jeu, le choix le plus rationnel serait le troisième choix dans lequel les deux restent silencieux et obtiennent la peine la plus basse. Toutefois, la coopération n'est pas possible ici car ils ne possèdent pas de communication entre eux. Fournir cette communication est l'un des principaux objectifs de la création d'institutions. Mais, nous nous retrouvons face à une question à ce stade: Pourquoi quelqu'un coopère-t-il et subit au moins un an d'emprisonnement tandis que si il ou si elle ne coopère pas et a la chance d'être libre?

Il y a deux opinions différentes sur cette question qui sont des gains relatifs et absolus. Selon le néoréalisme, les Etats sont concernés par des gains relatifs plutôt que par des gains absolus et « le gain relatif est plus important que le gain absolu ».⁵⁷ Cependant, l'institutionnalisme néolibéral suppose que les États se concentrent principalement sur leurs gains absolus individuels et sont indifférents aux gains des autres.⁵⁸ Par conséquent, un néoréaliste va essayer d'obtenir le gain relatif le plus élevé du jeu de dilemme du prisonnier tandis qu'un institutionnaliste néolibéral va essayer d'obtenir le gain absolu le plus élevé du jeu. À ce stade, la coopération avec l'autre acteur est plus rationnelle pour une institutionnaliste néolibérale.

Ce jeu est également lié à la nature de l'ambiguïté constructive. Nous allons profondément enquêter sur l'importance de l'arrière-plan de l'autre acteur au cours du processus de création d'ambiguïtés. En fait, le point le plus important dans ce jeu est que les deux parties auront le gain le plus élevé si elles peuvent estimer ce que l'autre acteur va faire. La même chose est également vraie pour les acteurs créant des ambiguïtés constructives. Si un acteur connaît le background de l'autre acteur et peut estimer les réactions de l'autre acteur à l'ambiguïté constructive, le processus d'élaboration de cette

⁵⁶ Michael Doebeli, et Christoph Hauert. "Models of cooperation based on the Prisoner's Dilemma and the Snowdrift game." *Ecology Letters*, vol.8, no.7, 2005, 748-766.

⁵⁷ Kenneth Waltz, *Man, The State and War : A Theoretical Analysis*, New York, Columbia University Press, 1959, p.198.

⁵⁸ Robert Powell, "Absolute and Relative Gains in International Relations Theory." *American Political Science Review*, vol.85, no.4, 1991, 1303-1320.

ambiguïté sera plus efficace, ce qui est la question sur laquelle nous allons nous concentrer dans le premier chapitre de la deuxième partie de la thèse.

Les institutions peuvent fournir aux États la coopération dont ils ont besoin pour résoudre des problèmes. Si le problème entre les deux États est très difficile à résoudre, les ambiguïtés constructives peuvent être utilisées pour trouver un milieu d'entente. Dans la littérature des relations internationales, il y a quelques exemples d'ambiguïtés constructives qui ont été menées pour résoudre les différends internationaux.

a. Les 14 points de Woodrow Wilson

En 1918, le Président Woodrow Wilson a présenté au Congrès américain une liste des principes de base pour un règlement international afin de mettre fin à la Première Guerre mondiale. Dans son message sur la guerre au Congrès, le Président Wilson a déclaré que l'objectif des États-Unis était « de faire valoir les principes de la paix et de la justice ». Huit des quatorze points ont traité des questions territoriales spécifiques parmi les nations combattantes. Cinq des six autres principes généraux traitent d'un monde pacifique : la liberté de circulation maritime, le libre-échange, la réduction des armements, et l'ajustement des revendications coloniales fondées sur les principes de l'autodétermination. Le quatorzième point propose ce qui allait devenir la Société des Nations pour garantir « l'indépendance politique et l'intégrité territoriale de grands et petits états. » Wilson ensuite a utilisé les Quatorze points comme base pour la négociation du Traité de Versailles qui a mis fin à la guerre. Bien que le traité n'ait pas réalisé pleinement la vision généreuse de Wilson, les Quatorze Points sont encore comme l'expression la plus puissante de l'idéalisme dans la diplomatie américaine.⁵⁹

Les « 14 points » ont été soumis à un nombre infini d'interprétations différentes dans tous les coins du globe. Chaque groupe a vu dans le document ce qu'il voulait voir et ce qui est la raison pour laquelle, pour la majorité des États impliqués dans la

⁵⁹ «Wilson's Fourteen Points, 1918 », disponible sur <https://history.state.gov/milestones/1914-1920/fourteen-points>, date d'accès le 5 Février 2016.

Première Guerre mondiale, ce document semble être tout à fait acceptable. Ceci est également la raison pour laquelle le document a réussi à unir ensemble une majorité des États et à canaliser leurs efforts dans le sens d'une recherche pour les termes d'un règlement de paix global.⁶⁰ Pehar souligne le fait que les États-Unis n'ont pas voulu exprimer leur propre interprétation du texte jusqu'à la fin. Ceci est probablement parce que les États-Unis ne voulaient pas influencer la perception des autres États et s'attendaient à ce qu'ils trouvent terrain d'entente afin de parvenir à un règlement de paix global.

Walter Lippmann explique le processus de création de ces 14 points dans son livre *Public Opinion* et nous informe sur ce que les décideurs pensaient tout en créant le texte. Il énumère de nombreuses considérations⁶¹ au cours de ce processus et il nous a montré l'importance de l'arrière-plan des parties d'un texte diplomatique. Toutes ces considérations ont été prises en compte alors que le texte était en préparation, même si chacun d'entre elles ne peut pas concerner les 14 points.

Lippmann met l'accent sur le 8e point : « tous les territoires français devraient être libérés, les portions envahies rendues, et les torts causés à la France par la Prusse en 1871, concernant l'Alsace-Lorraine, ce qui a perturbé la paix mondiale pendant près de 50 ans, devraient être corrigés, de telle sorte que la paix soit de nouveau établie dans l'intérêt de tous ». ⁶² Le choix des mots a une grande importance ici. Lorsque nous examinons le point sur le niveau lexical, nous voyons que le mot « corrigés » a été choisi

⁶⁰ Pehar, *op. cit.*, p. 174.

⁶¹ « Les termes devaient être telle que la majorité parmi les Alliés serait considérer comme valable. Ils devaient répondre aux aspirations nationales de chaque peuple, et limiter les aspirations de sorte qu'une nation ne pense pas que la nation est un "catspaw" pour un autre. Les termes devaient satisfaire les intérêts officiels afin de ne pas provoquer la désunion officielle, et ils devaient répondre à des conceptions populaires afin d'empêcher la propagation de la démoralisation. Ils devaient, en bref, préserver et confirmer l'unité alliée au cas où la guerre peut continuer. Mais ils devaient aussi être les termes d'une paix possible, de sorte que dans le cas où le centre allemand et gauche étaient mûrs pour l'agitation, ils auraient un texte, pour frapper la classe dirigeante. Les termes devaient, par conséquent, repousser les gouverneurs alliés plus près de leur peuple, conduire les gouverneurs allemands loin de leur peuple, et établir une ligne de compréhension commune entre les Alliés, les Allemands non-officielles, et les peuples de l'Autriche-Hongrie. Les Quatorze Points étaient une tentative audacieuse pour élever une norme à laquelle presque tout le monde peut réparer. Si un nombre suffisant de personnes ennemies étaient prêts, il y aurait la paix; sinon, les Alliés seraient mieux disposés à soutenir le choc de la guerre. »

⁶² « Wilson's Fourteen Points, 1918 », disponible sur <https://history.state.gov/milestones/1914-1920/fourteen-points>, date d'accès le 5 Février 2016.

intentionnellement. Lippmann explique pourquoi les décideurs ont choisi d'utiliser le mot « corrigés » et n'ont pas choisi le mot « restaurés » et explique qu'il n'a pas été utilisé, parce qu'il n'était pas certain que tous les Français à ce moment-là se battraient indéfiniment pour le ré-annexion si on leur offrait un plébiscite; et parce qu'il était encore moins certain que les Anglais et les Italiens se battent.⁶³ Le mot « corrigés » a garanti la satisfaction à la France, mais n'a pas été lu comme un engagement à une simple annexion. Par conséquent, l'ambiguïté constructive dans ce texte a permis aux parties de trouver un terrain d'entente en jouant avec les mots au niveau lexical et a conduit à de nombreuses interprétations différentes du texte qui rendent les 14 points plus acceptables par les parties conformément à leur background.

b. La déclaration de Yalta

La conférence de Yalta tenue du 4 Février à 11, 1945, a été la réunion des chefs de gouvernement des États-Unis, le Royaume-Uni et l'Union soviétique dans la Seconde Guerre mondiale, représentées par le Président Franklin D. Roosevelt, le Premier ministre Winston Churchill et le premier ministre Joseph Staline dans le but de discuter de la réorganisation d'après-guerre de l'Europe. Son chapitre traitant de la question polonaise est notoire pour les ambiguïtés que Staline plus tard a mises à son avantage, et pour cela il a été vivement critiqué par Churchill, qui l'accusait de violer l'esprit de Yalta. Alors que l'intérêt britannique et américain était de voir une Pologne libre avec un gouvernement démocratiquement élu, réellement représentatif de la volonté de son peuple, Staline voulait voir une Pologne obéissant et contrôlable, ce qui ne pouvait pas être utilisé par une autre grande puissance comme un corridor contre L'Union Soviétique.⁶⁴ Étant donné que ces deux volontés étaient totalement à l'opposé, les parties devaient préparer un texte ambigu qui leur permettrait de trouver un terrain d'entente. Par exemple, le premier article de la partie concernant la question « Pologne » est « une nouvelle situation a été créée en Pologne à la suite de sa libération complète par l'Armée

⁶³ Walter Lippmann, *Public Opinion*, Transaction Publishers, 1946, p.213.

⁶⁴ Pehar, *op. cit.*, p. 176.

rouge. Cela nécessite la mise en place d'un gouvernement provisoire polonais sur une base plus large que c'était possible avant la libération récente de la partie occidentale de la Pologne. Le gouvernement provisoire, qui fonctionne actuellement en Pologne devrait donc être réorganisé sur une base démocratique plus large avec l'inclusion de leaders démocratiques de la Pologne et des Polonais de l'étranger. Ce nouveau gouvernement devrait ensuite être appelé le gouvernement provisoire polonais d'unité nationale. »⁶⁵ Cette partie de la déclaration a été interprétée différemment par les dirigeants. Alors que Churchill pensait que le texte indique que les dirigeants polonais à l'étranger devraient provenir du gouvernement polonais en exil à Londres, Staline n'a pas considéré cet article comme Churchill l'a considéré.⁶⁶

Le deuxième article de la partie concernant la Pologne stipule que « Le gouvernement provisoire polonais d'unité nationale doit être engagé à la tenue d'élections libres dès que possible sur la base du suffrage universel et le bulletin secret. Dans ces élections, tous les partis démocratiques et antinazis ont le droit de prendre part et de présenter des candidats ». ⁶⁷ Selon Pehar, Roosevelt et Churchill ont omis de confier la responsabilité de la tenue d'élections libres à l'un des trois États (les États-Unis, la Russie ou la Grande-Bretagne), mais ils ont donné cette responsabilité au gouvernement provisoire.⁶⁸ Ces ambiguïtés ont été utilisées par Staline et il ne doit pas être blâmé d'avoir tiré profit de ces articles ambigus grâce à la nature de l'ambiguïté constructive.

Un autre facteur qui a conduit à la création d'ambiguïté constructive dans cette déclaration est le comportement autoritaire de Roosevelt. Il ne se soucie pas de l'interprétation des autres au cours du processus de création et de formulation de la déclaration et il considérait seulement que sa propre interprétation était plus importante que celle des autres. Comment pouvait-il savoir qu'il allait mourir avant de voir la résolution de ce conflit?⁶⁹

⁶⁵ La Déclaration de Yalta disponible sur <http://avalon.law.yale.edu/wwii/yalta.asp>, date d'accès le 23 Février 2016.

⁶⁶ Pehar, **op. cit.**

⁶⁷ <http://avalon.law.yale.edu/wwii/yalta.asp>.

⁶⁸ Pehar, **op. cit.**

⁶⁹ Pehar, **op. cit.**, p. 177.

c. Les pourparlers à six

Les Pourparlers à Six ont été lancés en 2003 dans le cadre du groupe des six (les deux Corées, les États-Unis, le Japon, la Chine et la Russie) et ont pour but de trouver une issue pacifique aux inquiétudes de sécurité soulevées par le programme nucléaire nord-coréen.⁷⁰ Après de nombreuses négociations, la Corée du Nord a accepté en 2005 d'abandonner sa quête pour devenir une puissance nucléaire. En échange, elle recevrait une aide alimentaire et énergétique des autres membres. Cependant, les négociations ont été interrompues plusieurs fois jusqu'en 2009. Jusqu'à présent, il n'y a aucun signe que les pourparlers reprendront.⁷¹

Même le nom attribué aux pourparlers internationaux était vraiment ambigu. Au début, il y avait trois États dans les négociations: la Chine, la Corée du Nord et les États-Unis, mais le Japon, la Russie et la Corée du Sud ont été ajoutés aux pourparlers et le nom devient « les Pourparlers à Six ». Au cours des pourparlers, les fonctionnaires chinois étaient conscients qu'ils étaient stratégiquement ambigus en ne définissant pas nettement le format et le processus des pourparlers.⁷² C'était à cause du différend entre la Corée du Nord et les États-Unis. Au cours des pourparlers, la Corée du Nord a demandé de tenir des pourparlers bilatéraux directs avec les États-Unis en prétendant qu'elle n'était pas prête à tenir des pourparlers multilatéraux. Néanmoins, les États-Unis ne voulaient pas avoir des entretiens bilatéraux avec la Corée du Nord et ont déclaré qu'ils croient que les pourparlers à six sont le meilleur forum pour discuter de la dénucléarisation de la péninsule coréenne.⁷³ Ainsi, la Chine n'a pas voulu préciser le format des pourparlers afin de ne pas avoir des problèmes pour la résolution du conflit. Ils se sont comportés intentionnellement de manière ambiguë.

⁷⁰ Seung-Keun Lee, « La crise nucléaire nord-coréenne : le bilan et la résolution », *Hérodote*, vol. 2, no.141, 2011, p. 34.

⁷¹ Juyan Zhang, et Yi Han, « Testing the rhetoric of China's soft power campaign: a case analysis of its strategic ambiguity in the Six Party Talks over North Korea's nuclear program », *Asian Journal of Communication*, vol.2, no.23, 2013, p. 193.

⁷² *Ibid.*, p. 192.

⁷³ *Ibid.*, p. 199.

En dehors de la nature ambiguë du format des négociations, il y avait un mot-clé qui a été utilisé en continu pendant les négociations et dans les déclarations officielles du gouvernement chinois: *da ju*. Ce mot peut être traduit en français par « vision d'ensemble ». Mais, qu'est-ce que ce mot signifie vraiment? Ils ont utilisé ce mot dans différents contextes tels que la dénucléarisation de la péninsule coréenne, la stabilité et la paix en Asie du Nord, la poursuite des pourparlers à six et la solidarité du Conseil de sécurité des Nations Unies.⁷⁴

L'objectif principal de l'utilisation de ce mot, plusieurs fois, au cours des pourparlers et dans les déclarations officielles, était de motiver les parties à poursuivre les pourparlers ce qui est aussi le principal point de l'ambiguïté sur le forme des pourparlers. L'analyse de ce mot clé a été réalisée à partir des textes sur le site Web du ministère des Affaires étrangères de la Chine. Par exemple, nous pouvons examiner quatre phrases afin de voir les différentes significations de ce mot-clé :

- Nous croyons que la dénucléarisation de la péninsule coréenne est le *da ju*, et il est pour l'intérêt fondamental de tous les parties. Nous espérons que les parties tiendront une vue sur le *da ju* afin de créer des conditions favorables pour les pourparlers à six,⁷⁵
- Nous souhaitons que les parties concernées aillent se calmer et se retiennent. Nous devons résoudre le problème par le dialogue et la consultation afin de sauvegarder le *da ju* de stabilité et de paix dans la région,⁷⁶
- Nous espérons que les parties concernées attachent une grande importance au *da ju* des pourparlers à six et continuent de le faire avancer,⁷⁷
- Pour le *da ju* de la solidarité du Conseil de sécurité des Nations unies, nous appelons le Conseil de sécurité de l'ONU à faire une réponse rapide et appropriée pour les tests de missiles de la Corée du Nord.⁷⁸

⁷⁴ **Ibid.**, p. 201.

⁷⁵ « Conférence de presse par le porte-parole des Affaires étrangères Qin Gang le 8 Décembre 2005 », <http://www.fmprc.gov.cn/chn/gxh/tyb/fyrbt/jzhsl/t225347.htm>, date d'accès le 20 Février 2016.

⁷⁶ « Conférence de presse par le porte-parole des Affaires étrangères Jiang Yu le 14 April 2009 », <http://www.fmprc.gov.cn/chn/gxh/tyb/fyrbt/t556297.htm>, date d'accès le 20 Février 2016.

⁷⁷ « Conférence de presse par le porte-parole des Affaires étrangères Qin Gang le 13 Décembre 2005 », <http://www.fmprc.gov.cn/chn/gxh/tyb/fyrbt/jzhsl/t225347.htm>, date d'accès le 20 Février 2016.

Nous voyons quatre différents « *da ju* » dans quatre contextes différents. Tout en essayant d'être ambigu sur le format des négociations, ils ont utilisé les noms ambigus pour les négociations: « *Six Party Talk* » et « *da ju* ». Les deux mots clés ont des significations multiples et sont sémantiquement ouverte, ce qui constitue l'ambiguïté constructive pour la part du gouvernement chinois.⁷⁹

« Les avantages de l'ambiguïté l'emportent sur les inconvénients et les décideurs fréquemment choisissent des méthodes de communication en pensant à cette idée. »⁸⁰ C'est pour cela que les États veulent créer des ambiguïtés constructives afin de tirer un bénéfice maximal d'une situation. Cette situation peut concerner l'intérêt national de l'Etat ou un différend international entre de nombreux pays. Les États et les institutions peuvent essayer de créer des ambiguïtés constructives à des fins réalistes ou idéalistes. Dans le chapitre suivant, ces avantages et les inconvénients seront détaillés, mais avant de se concentrer sur ces points, nous allons décrire les méthodes de la création des ambiguïtés avec l'aide de Robert Jervis car il a écrit les informations les plus détaillées sur ce sujet et combine les prémisses du néoréalisme avec la création des ambiguïtés.

Alors que Jervis et le néoréalisme nous donnent le cadre de la création de l'ambiguïté constructive, nous allons définir le processus de décodage de ces ambiguïtés dans le chapitre suivant, avec l'aide du cadre analytique du néo-institutionnalisme discursif de Vivien Schmidt. Par conséquent, avant d'analyser le plan Annan à l'aide de ce cadre d'analyse, nous allons voir les méthodes de la création d'ambiguïté soutenue par le néoréalisme, le côté sombre des relations internationales, et nous allons décoder ces ambiguïtés dans le cadre de l'institutionnalisme.

⁷⁸ « Discours de U.N. Ambassadeur Wang Guangya de la Chine sur la résolution de l'ONU sur les tests des missiles de la Corée du Nord », <http://www.fmprc.gov.cn/chn/pds/ziliao/zyjh/t263353.htm>, date d'accès le 20 Février 2016.

⁷⁹ Zhang et Han, *op. cit.*, p. 202.

⁸⁰ Jervis, *The logic of ...*, p.135.

« The disadvantages of ambiguity are often seen to be outweighed by its benefits, and decision-makers frequently select methods of communication with this in mind. »

CHAPITRE II

LA CREATION DE L'AMBIGUITE CONSTRUCTIVE

Le livre intitulé *Three Traditions in International Relations* de Martin Wight que nous avons mentionné dans la partie précédente nous permet de comprendre les termes de la théorie et du système international. Le réalisme et l'idéalisme représentent les points extrêmes d'une ligne et le rationalisme trouve un milieu d'entente entre ces deux approches. Même si le réalisme classique tente d'expliquer les affaires internationales par les extrêmes de cette ligne, sa nouvelle version, le néo-réalisme, s'approche du rationalisme. Les acteurs sont rationnels, et égoïstes. Bien qu'ils ne soient pas concernés par les institutions et qu'ils se concentrent sur leurs intérêts dans le cadre du réalisme, ces acteurs sont concernés réellement par les institutions et agissent en conformité avec les normes et règlements de ces institutions dans le cadre du courant institutionnaliste.⁸¹

Tandis que le réalisme amène le conflit et l'anarchie dans le milieu du système international, les institutionnalistes soutiennent que la coopération entre les Etats est possible en dépit de l'anarchie. Par conséquent, les Etats attachent une grande importance aux institutions internationales, mais ils doivent satisfaire leurs intérêts en même temps. Comme ce sont des acteurs rationnels, ils ne veulent pas que leur réputation soit affectée négativement et ils essaient d'atteindre leurs objectifs en essayant

⁸¹ Gregory Jackson, "Actors and Institutions", *Oxford Handbooks Online*, 2010, p.15.

de protéger leur réputation. À ce stade, la légitimation des actions, la diplomatie, et bien sûr le langage diplomatique ont de l'importance.

Le langage et la diplomatie sont les deux mots qui expliquent les points objectifs principaux de ce travail. Pour un acteur qui veut créer une ambiguïté constructive d'une manière efficace, il est indispensable de jouer avec la langue avec une telle compétence qu'à la fin, les autres acteurs agissent au gré de l'acteur en cause. Par ailleurs, la perception de l'autre partie a la plus grande importance. Étant donné que la perception a une place centrale sur la création de l'ambiguïté dans un premier temps il semble important d'étudier la question de perception et la perception erronée (*misperception*) à travers les œuvres de Robert Jervis. Plus tard dans ce chapitre, sera étudié le courant néo-institutionnalisme discursif puisque ce dernier apparaît comme le courant le plus adapté et moderne à l'étude de la création de l'ambiguïté.

Les expériences (*background*) d'un agent lui permettent de comprendre un contexte.⁸² Ce concept d'expériences a été examiné dans le travail de Jervis, intitulé *Hypotheses on Misperception* et cela était la première hypothèse et probablement la plus importante sur la perception erronée. Après avoir essayé de comprendre ce qu'est l'ambiguïté constructive dans la politique avec l'exemple de Crésus et l'Oracle, nous allons essayer d'expliquer les méthodes de création des ambiguïtés constructives. L'objectif principal pour le reste de ce travail sera l'utilisation des ambiguïtés constructives pour résoudre les différends ou les problèmes entre nations ou États. Par conséquent, la philosophie des Nations Unies sera expliquée et les détails de cette organisation sera traité ce qui nous aidera à intégrer l'ambiguïté constructive aux Nations Unies. Ce chapitre se terminera avec les avantages et les inconvénients de l'utilisation de l'ambiguïté constructive avant d'examiner comment décoder l'ambiguïté constructive dans la deuxième partie du travail à l'aide du cadre analytique du néo-institutionnalisme discursif de Vivien Schmidt.

⁸² Antoine Rayroux, "Speaking EU defence at home: Contentious discourses and constructive ambiguity." *Cooperation and Conflict*, 2013, p.388.

A. L’histoire de Crésus et de l’Oracle⁸³

Bien que les diplomates rencontrent des ambiguïtés constructives au cours de leur relation avec leurs homologues, il est très difficile d'expliquer ce que l'ambiguïté constructive est en réalité. L'histoire de Crésus dans le premier livre des *Histoires* d'Hérodote, considéré comme l'œuvre fondatrice de l'histoire dans la littérature occidentale, est un excellent exemple pour nous faire comprendre ce que l'ambiguïté constructive signifie. Crésus est un empereur qui règne sur la Lydie, la Perse quant à elle connaît une expansion. Crésus veut vérifier ce qui se passe dans l'empire en y envoyant des troupes dans l'empire, mais il n'est pas sûr de vaincre. Alors, il décide de demander à l'oracle de Delphes pour obtenir réponse sur le problème. Il demande à l'Oracle s'il doit attaquer la Perse. L'oracle de Delphes déclare que *s'il attaque la Perse, il détruira un puissant empire*.⁸⁴ Après cette réponse, Crésus prépare son armée et attaque la Perse. Mais, ce qu'il attend ne se réalise pas et son armée est vaincue. En raison de cette défaite, il se met en colère contre l'Oracle et envoie une ambassade afin de comprendre pourquoi on lui a menti. L'Oracle répond: « Crésus, c'était votre destin et vous ne pouviez pas y échapper. Nous vous avons dit que vous détruiriez un puissant empire, mais cet empire était le vôtre ! »⁸⁵

Dans cet exemple, il y a deux options pour l'ambiguïté. La première est que l'Oracle ne veut pas se comporter d'une manière ambiguë et le résultat est seulement une perception erronée et il n'y a pas d'ambiguïté constructive. La deuxième option est que l'Oracle construit cette phrase intentionnellement pour induire Crésus en erreur. Nous allons nous concentrer sur le second parce que si la situation est comme dans la deuxième option, nous pouvons proposer ceci comme un excellent exemple d'ambiguïté constructive.

La première option est aussi sur les expériences de Crésus. Nous devons admettre que cette phrase est certainement ambiguë quelle que soit l'intention de la phrase. Donc,

⁸³ Pour voir l'original du texte *Histoires* sur <http://classics.mit.edu/Herodotus/history.1.i.html>.

L'anecdote et les interprétations sous ce titre ont été prises à partir du livre : Drazen Pechar, *Diplomatic Ambiguity :Language, Power, Law*, Lap Lambert Academic Publishing, 2011, p. 29-37.

⁸⁴ <http://classics.mit.edu/Herodotus/history.1.i.html> date d'accès le 6 Juin 2016.

⁸⁵ **ibid.**

Crésus aurait dû demander ce que l'Oracle voulait dire quand il avait dit « un puissant empire ». Cependant, il était sûr que « le puissant empire » c'était la Perse et il n'a pas eu besoin de confirmer la déclaration, perçue comme une expression de la victoire probable. Si la Perse avait été un Etat faible qui ne pouvait pas être un puissant empire, il aurait probablement demandé l'Oracle ce qu'il voulait dire par « un puissant empire ». Par conséquent, même si l'Oracle ne voulait pas l'induire en erreur, il y avait seulement un malentendu entre eux, Crésus est devenu la victime de ses expériences par rapport à la Perse et il a été vaincu dans la guerre.

La deuxième option nous fournit de nombreuses interprétations au sujet de cette situation ambiguë. Quel était l'objectif principal de l'Oracle s'il voulait vraiment utiliser une expression ambiguë? Avant de nous concentrer sur les objectifs possibles de l'Oracle, nous devrions jeter un œil sur la façon dont il a conçu cette phrase. Tout en utilisant les mots « un puissant empire », il a dû être conscient du fait que Crésus percevrait cet empire comme étant la Perse ce qui signifie qu'il a profité des expériences de Crésus sur la Perse. Crésus était conscient que la Perse a grandi de plus en plus et il voulait vraiment lancer une attaque préventive. Ainsi, la Perse aurait pu être un puissant empire pour Crésus et l'Oracle le savait. En conséquence, *Crésus a adapté les informations compatibles avec ses théories et images existantes.*⁸⁶

Quel pouvait être l'objectif principal de l'Oracle?

- Tout d'abord, il se peut qu'il ait voulu tromper Crésus afin qu'il puisse être vaincu. Avec l'aide de cette ambiguïté, il a motivé Crésus pour lancer une attaque contre la Perse et l'Oracle a conduit le roi à être vaincu dans la guerre.
- Deuxièmement, il se peut qu'il ait voulu construire une telle phrase afin d'éviter de donner la fausse prophétie. Que ce soit l'une ou l'autre partie qui est vaincue, sa prophétie sera vraie dans les deux situations. Si on opte pour la deuxième possibilité, les arguments de *Jervis* sur les ambiguïtés sont en accord avec cette situation: C'est l'ambiguïté qui fournit la flexibilité et la

⁸⁶ Jervis, "Hypothesis ...", p. 455

protection en réduisant le risque de dommage à la réputation d'un acteur quand il entreprend des initiatives.⁸⁷

- Troisièmement, l'Oracle ne voulait pas tromper Crésus, mais il a créé une telle ambiguïté afin d'assurer la neutralité politique entre les deux parties. Par conséquent, il ne pouvait pas être accusé de soutenir l'une des deux parties.

Comme nous pouvons le voir dans cet exemple, il peut y avoir plusieurs interprétations d'une situation. Ainsi, il est possible de créer des phrases qui peuvent être interprétées de plusieurs façons et ainsi, nous pouvons créer une situation ambiguë et interprétable différemment. Après avoir étudié cet exemple historique, nous pouvons essayer de trouver des méthodes pour créer des ambiguïtés constructives qui peuvent être utilisés pour tromper les autres Etats ou pour le règlement des différends entre ces derniers. Tout en précisant ces méthodes, les arguments néo-réalistes de Robert Jervis nous fournir à un point de vue sur la perception erronée. Il faut également mentionner l'importance des idées de Jervis sur l'ambiguïté dans son livre *The Logic of Images in International Relations*.

B. Les méthodes pour créer l'ambiguïté constructive

En premier lieu, il est important de se rappeler que la création de l'ambiguïté constructive n'est pas un processus facile et qu'il faut du temps pour créer une ambiguïté efficace qui fournira un intérêt pour l'acteur. À ce stade, la sixième hypothèse sur la question suivante aidera un acteur à prêter attention au piège: « Quand les gens passent beaucoup de temps dans l'élaboration d'un plan ou d'une décision, ils ont tendance à penser que le message concernant le sujet qu'ils souhaitent transmettre sera clair pour le récepteur aussi. »⁸⁸ Cette situation est non seulement applicable à la politique, mais aussi à notre vie quotidienne. Par exemple, pendant la rédaction de ce travail, je passe la

⁸⁷ Jervis, *The Logic of ...*, p. 122: "It is the ambiguity that provides flexibility and protection by reducing the danger of damage to an actor's reputation when he undertakes initiatives."

⁸⁸ Jervis, "*Hypothesis ...*", p. 474.

Hypothèse 6: "When people spend a great deal of time drawing up a plan or making a decision, they tend to think that the message about it they wish to convey will be clear to the receiver."

plupart de mon temps à essayer de trouver les références bibliographiques de ces chapitres et la connexion des informations entre les différents sujets. Donc, j'ai tendance à penser que les gens autour de moi connaissent bien mon sujet de mémoire et je réponds à leurs questions en conséquence quand ils me demandent ce que j'écris dans mon mémoire. Ainsi, à cause du temps que j'ai consacré à mon travail, je peux être parfois incompréhensible et on me demande souvent d'être plus clair quand j'explique le sujet de mon mémoire.

A part cette question, les acteurs ont tendance à percevoir le comportement des autres comme plus concentré, discipliné, et coordonné qu'ils ne le sont vraiment.⁸⁹ Nous ne devons pas oublier que l'interlocuteur est un être humain et il est plutôt normal pour lui de faire des erreurs. Donc, il est très difficile de se concentrer et d'être coordonné sur une question tout le temps. En outre, il y a de nombreux acteurs dans le système et chacun d'eux tente de maximiser son intérêt, donc il est presque impossible de rester concentré, pour protéger nos relations même avec nos alliés et afin de suivre une politique cohérente. Pour cette raison, l'une des questions les plus importantes avant de créer l'ambiguïté constructive, c'est de tenir cette hypothèse pour acquise.

Le dernier point mais non le moindre, si notre ambiguïté constructive ne réussit pas, cela ne signifie pas nécessairement que le plan était totalement faux. La raison principale de cet échec peut être simplement que les actions elles-mêmes ne se passent pas comme prévu. Par exemple, il est possible que l'agent qui est responsable de la transmission du message qui comprend l'ambiguïté constructive ne suive pas les instructions indiquées dans le plan. Dans le cas présent, même si le plan lui-même est tout à fait logique et applicable, les agents chargés de mener le plan risquent d'échouer. En outre, il pourrait y avoir d'autres raisons politiques causant l'échec de l'ambiguïté constructive comme nous le verrons dans l'étude de cas dans le dernier chapitre.

⁸⁹ Jervis, "**Hypothesis ...**", p. 475 : "Actors tend to see the behavior of others as more centralized, disciplined, and coordinated than it is."

1. La création de l'ambiguïté constructive dans les contextes diplomatiques

Concernant les méthodes de création des ambiguïtés, nous allons les analyser non seulement dans des textes, mais aussi dans des contextes diplomatiques qui ne comprennent pas de textes. Dans un tel contexte, l'aide d'un tiers qui donne un message peut être l'un des moyens les plus efficaces et le plus commun pour créer l'ambiguïté.⁹⁰ Si nous préférons donner le message à travers un troisième canal, l'interlocuteur ne peut pas être sûr du message parce qu'il ou elle ne peut pas savoir si le canal a l'intention de modifier le message conformément à ses propres intérêts. Ce genre de messages qui permettent à l'acteur de créer des ambiguïtés peut être utilisé si la question est très sensible comme le danger de guerre. Par exemple, les Alliés voulaient transmettre des messages au nouveau gouvernement communiste de la Russie dont ils ne reconnaissent pas en 1917-18. Ils ont utilisé des intermédiaires dont le statut n'a pas été clair. Par conséquent, ils pourraient non seulement maintenir une politique de non-reconnaissance, mais aussi communiquer avec les Russes de façon ambiguë pour que le message puisse être interprété de différentes manières.

Les théories et les images existantes d'un acteur constituent la partie la plus importante de ce genre de messages. Si l'interlocuteur dépend de l'expéditeur, il ne prendra probablement pas l'initiative de la recherche de clarification du message. Cependant, il est très fréquent d'avoir ce genre de relations entre les Etats, car la méfiance entre les Etats est une notion commune, non seulement dans le réalisme, mais aussi dans l'institutionnalisme. En effet, les institutions sont créées afin d'instaurer la confiance entre les Etats, avec l'aide de normes et règlements dans le cadre de l'institutionnalisme. Sur la base de cette déclaration, l'interlocuteur sera probablement tenté de clarifier le message s'il est ambiguë ce qui permet à l'acteur qui a envoyé le message d'avoir la possibilité de protéger son image.⁹¹

⁹⁰ Jervis, *The Logic of ...*, p. 135-137.

⁹¹ Jervis, *The Logic of ...*, p. 136.

La deuxième méthode pour créer une ambiguïté émane de la première méthode ce qui signifie que nous allons encore utiliser un tiers lors de la transmission de nos messages.⁹² En dehors de l'utilisation d'un troisième canal, la perception de ce canal dans la perspective de l'acteur est une question importante, parce que si l'autre acteur estime que le canal est complètement fiable, il se peut que l'ambiguïté constructive ne fonctionne pas. Par conséquent, il nous aidera à augmenter les chances de succès de notre ambiguïté d'utiliser des intermédiaires qui ne sont pas fiables tandis que nous transmettons les messages.

Conformément aux deux premières méthodes de création de l'ambiguïté, nous pouvons suggérer que le choix du tiers approprié est la partie la plus importante de ce processus. Hormis le choix d'un tiers, les États peuvent utiliser leur ambassadeur, afin de transmettre le message ambigu et faire dire à l'ambassadeur que ce message est en fait son propre point de vue sur la question.⁹³ Jervis déclare que l'Organisation des Nations Unies est l'endroit le plus approprié pour une telle méthode de création d'ambiguïté, car il y a de nombreuses interactions entre diplomates sous la direction de l'Organisation des Nations Unies et il est possible pour les diplomates d'affirmer que ce dont ils parlent est seulement leur propre point de vue. Par conséquent, quand un ambassadeur ou un diplomate dit que ce qu'il dit est seulement son point de vue, il se peut que les déclarations ne soient pas perçues comme des messages. Dans ces circonstances, il est possible de se débarrasser des effets secondaires probables de la création de l'ambiguïté constructive.

L'utilisation d'un ambassadeur pour transmettre le message à l'aide de la règle « opinion personnelle » dont nous avons mentionné dans le paragraphe précédent est également utile si un Etat ne veut pas donner des informations aux autres acteurs concernant ses arrière-pensées. Puisqu'un Etat obtient la plupart de ses informations sur les politiques des autres Etats de la part du ministère des Affaires étrangères, ce dernier a tendance à prendre la position du ministère des Affaires étrangères comme la position de l'autre gouvernement globalement.⁹⁴ Même si le message ne contient pas d'informations

⁹² Jervis, *The Logic of ...*, p. 136.

⁹³ Jervis, *The Logic of ...*, p. 137.

⁹⁴ Jervis, *"Hypothesis ...*, p. 476.

sur les expériences de l'expéditeur, le récepteur a tendance à penser que le message donné par le bureau étranger comporte des indices sur les théories existant chez l'expéditeur. Ainsi, les acteurs devraient prêter attention à ce détail en révélant leurs expériences à d'autres acteurs.

En raison de ce problème sur les expériences, il est vraiment difficile de faire intérioriser par un autre acteur le message transmis. Par conséquent, il se peut que l'envoi du message ambigu qui contredit les théories existantes de l'autre partie ne fonctionne pas comme l'expéditeur s'y attend. Jervis prétend que les acteurs peuvent plus facilement assimiler le message selon leurs perceptions si l'information est transmise graduellement plutôt que tout en même temps.⁹⁵

2. La création de l'ambiguïté constructive dans les textes diplomatiques

« Pour prémunir les Etats contre la tentation d'adopter des interprétations biaisées, il conviendrait que la règle oppose l'obstacle de sa clarté et de sa précision. »⁹⁶ C'est la situation idéale dans le droit international, mais ce n'est pas toujours le cas, et il peut y avoir des ambiguïtés dans les textes diplomatiques. Dans l'ambiguïté du droit international, la partie du spontané est considérable, mais nous nous concentrons sur les ambiguïtés délibératives qui sont appelées « l'ambiguïté constructive ». L'une des questions les plus importantes à laquelle nous devrions prêter attention est « Est-ce l'ambiguïté est là accidentelle ou délibérée ? ». « L'une des caractéristiques du droit international est d'être composé, au niveau de ses principes essentiels, par des couples de normes complémentaires ou, plus exactement, opposées. Cette caractéristique de ce droit est, certes, un résultat de l'action des gouvernements, mais est-ce un résultat délibérément voulu ? »⁹⁷

⁹⁵ Jervis, "Hypothesis ...", p. 465-466.

⁹⁶ Guy de Lacharrière, *La politique juridique extérieure*, Institut français des relations internationales, Economica, Paris, 1983, p. 89.

⁹⁷ *Ibid.*, p. 96.

L'exemple mondialement connu de ce problème est celui de la contradiction entre l'autodétermination et l'intégrité territoriale d'un Etat.⁹⁸ La contradiction du principe de l'autodétermination avec le principe de respect de l'intégrité territoriale est particulièrement soulignée puisque le pays étranger qui emploie la force pour aider, sur le territoire d'un autre pays, des combattants luttant pour leur indépendance, emploie donc évidemment cette force armée contre l'intégrité territoriale du pays en proie à la rébellion.⁹⁹ Cette ambiguïté est un des grands principes du droit international et de leurs rapports mutuels, mais notre attention se portera sur les dispositions de portée restreinte. Ceci dit, nous pouvons aborder les méthodes de création de l'ambiguïté constructive.

En général, ces méthodes pour créer des ambiguïtés dans les textes diplomatiques sont menées par l'Organisation des Nations Unies. Ainsi, nos exemples pour chacune de ces méthodes seront les résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies. La première méthode de création de l'ambiguïté constructive est « l'adoption simultanée de deux formulations différentes ».¹⁰⁰ Une des façons d'utiliser cette méthode est « l'adoption de formules différentes dans les versions du même texte, dans les diverses langues officielles, de sorte que ces versions ne correspondent pas au même contenu. » En fait, l'exemple classique est celui de la résolution 242 du Conseil de Sécurité au sujet du conflit israélo-arabe que nous avons mentionnée dans le chapitre précédent en étudiant les objectifs réalistes pour créer des ambiguïtés constructives. Il y avait deux textes différents dans les deux langues dans cette situation. Même si la version française est très claire en termes de formulation du texte, la version anglaise est différente de la version française ce qui a conduit aux interprétations différentes entre les deux parties.

La deuxième méthode pour créer l'ambiguïté constructive est « l'adoption de deux textes différents par la matière et qui sont froidement votés comme s'ils étaient harmonieux et complémentaires alors qu'ils sont mutuellement exclusifs. »¹⁰¹ Cette méthode peut être utilisée pour résoudre les problèmes entre deux Etats qui ont des difficultés à trouver un milieu d'entente. Par conséquent, au lieu d'utiliser des

⁹⁸ **Ibid.**, p. 97.

⁹⁹ **Ibid.**

¹⁰⁰ **Ibid.**, p. 91.

¹⁰¹ **Ibid.**, p. 92.

déclarations ambiguës dans un seul texte, les acteurs peuvent préférer utiliser deux textes différents qui comprennent deux déclarations contradictoires afin de créer l'ambiguïté pour trouver un compromis entre les deux Etats.

Un des meilleurs exemples de ce type de méthode est celui sur le conflit du Sahara Occidental. Le conflit du Sahara Occidental est un conflit permanent entre le *Front Polisario* et le *Royaume du Maroc*. Le conflit réside dans la poursuite de l'insurrection du *Polisario* contre les forces coloniales espagnoles en 1973-1975 puis de la guerre de Sahara occidental entre le *Polisario* et le *Maroc*. L'Assemblée générale des Nations Unies a adopté deux textes différents sur cette question. Le premier texte était sur le droit des nations à l'autodétermination. Dans ce texte, « l'Assemblée demande à l'Espagne de prendre immédiatement des mesures, en consultation avec les parties intéressées et concernées et sous la supervision de l'ONU, pour s'assurer que les Sahraouis exercent leur droit à l'autodétermination. »¹⁰² Toutefois, le deuxième texte prend acte de l'accord de Madrid¹⁰³ et demande à l'administration intérimaire prévue par l'Accord d'organiser une « consultation libre » avec le concours d'un représentant de l'ONU désigné par le Secrétaire général. »¹⁰⁴ Même si ces deux résolutions étaient sur des déclarations différentes qui peuvent être contradictoires entre elles, elles ont été adoptées l'une après l'autre.

La troisième méthode pour créer l'ambiguïté constructive est « le choix délibéré d'expressions équivoques dans un texte dont le sens exact fait problème en raison d'expressions équivoques qui ont été choisies pour résoudre une opposition quant à la substance. »¹⁰⁵ L'un des meilleurs exemples de cette méthode est le Communiqué de

¹⁰² **Ibid.**

¹⁰³ Déclaration de principes au sujet du Sahara Occidental sur http://peacemaker.un.org/sites/peacemaker.un.org/files/MA-MR-ES_751114_DeclarationPrinciplesOnWesternSahara%28fr%29.pdf.

“En conséquence de ce qui précède et conformément aux négociations avec les parties intéressées tenues sur les instances de l'Organisation des Nations Unies, l'Espagne procédera immédiatement à l'instauration d'une administration temporaire dans le territoire, à laquelle participeront le Maroc et la Mauritanie en collaboration avec la Djemââ, et à laquelle seront transmis les responsabilités et les pouvoirs visés au paragraphe précédent. En conséquence, il est convenu de nommer, sur la proposition du Maroc et de la Mauritanie, deux gouverneurs adjoints qui assisteront le Gouverneur général du territoire dans ses fonctions. La présence espagnole prendra définitivement fin avant le 28 février 1976.”

¹⁰⁴ Lacharrière, **op. cit.**, p. 93.

¹⁰⁵ **Ibid.**

Shanghai. Il s'agit d'un document diplomatique important émis par les États-Unis et la République populaire de Chine le 28 Février 1972 au cours de la visite du Président Richard Nixon en Chine. Avant d'entrer dans les détails de ce texte, nous devons nous concentrer sur l'arrière-plan du problème existant entre la Chine et Taiwan.

La controverse remonte à 1949, quand les communistes victorieux ont établi la République populaire de Chine sur le continent et les nationalistes vaincus ont fui à Taiwan où ils ont continué à revendiquer la souveraineté sur la totalité de la Chine. Taiwan est aussi appelé la République de Chine. Depuis que la République de Chine a perdu son siège des Nations Unies en tant que « la Chine » en 1971, cet Etat fut remplacé par la République populaire de Chine. La plupart des Etats souverains ont changé leur attitude diplomatique à l'égard de la République populaire de Chine, en la reconnaissant comme le seul représentant légitime de la Chine, tout en évitant d'indiquer clairement les territoires de ce pays.

Si nous regardons les exemples d'ambiguïtés constructives concernant cette dispute, il est possible de remarquer que la partie chinoise déclare que « le gouvernement chinois s'oppose fermement à toutes les activités qui visent à la création de « une Chine, un Taiwan », « une Chine, deux gouvernements », « deux Chines », « un Taiwan indépendant » ou recommande que « le statut de Taiwan reste à être déterminé ». »¹⁰⁶ L'ambiguïté sous-jacente dans la déclaration chinoise est qu'aucune signification n'est donnée à la phrase clé « s'oppose fermement. »¹⁰⁷ Il n'y a pas d'indication qui montre que cette opposition est une question de préférence idéologique ou bien une détermination militaire ou entre les deux.

Cependant, l'ambiguïté constructive réelle et magistrale est celle de la partie américaine. La partie américaine déclare que « les Etats-Unis reconnaissent que tous les Chinois des deux côtés du détroit de Taiwan soutiennent qu'il n'y a qu'une Chine et que

¹⁰⁶ Le texte de Shanghai Communiqué: <http://www.taiwandocuments.org/communiqué01.htm>
 "the Chinese Government firmly opposes any activities which aim at the creation of "one China, one Taiwan", "one China, two governments", "two Chinas", an "independent Taiwan" or advocate that "the status of Taiwan remains to be determined"."

¹⁰⁷ Anthony D'Amato, "Purposeful Ambiguity as International Legal Strategy: The Two China Problem." *Theory of International Law at the Threshold of the 21st Century: Essays in Honour of Krzysztof Skubiszewski*, 2010, p.2.

Taiwan est une partie de la Chine. Le Gouvernement des États-Unis ne conteste pas cette position. Il réaffirme son intérêt à un règlement pacifique de la question de Taiwan par les Chinois eux-mêmes.»¹⁰⁸ La première phrase de la déclaration des États-Unis ne prend aucun engagement; elle énonce simplement les faits connus de tous. Cependant, l'ambiguïté commence par la deuxième phrase. En disant que les États-Unis ne contestent pas «cette position», la déclaration ne spécifie pas complètement la signification réelle: ce que les Chinois reconnaissent ou ce qu'est la réalité sous-jacente?¹⁰⁹ Même si quelqu'un peut prétendre que ce que les Américains voulaient vraiment dire est évident, la troisième phrase valorise la possibilité de l'ambiguïté constructive. Cette dernière phrase renforce l'ambiguïté en se référant au «règlement pacifique de la question de Taiwan.» Si les américains reconnaissent qu'il n'y a qu'une seule Chine, pourquoi ils préfèrent utiliser l'expression «Taiwan Question»?¹¹⁰

La quatrième méthode pour créer l'ambiguïté constructive est «l'absence de définition d'un concept fondamental» dans un texte. Dans le premier chapitre de la première partie, nous avons mentionné l'ambiguïté constructive dans les Pourparlers à Six. Il y avait un mot-clé qui a été utilisé en continu pendant les négociations et dans les déclarations officielles du gouvernement chinois: *da ju*. Ce mot peut être traduit en français par «vision d'ensemble». Nous avons vu les quatre significations différents du *da ju* dans quatre contextes différents et l'objectif principal de l'utilisation de ce mot au cours des pourparlers et dans les déclarations officielles, était de motiver les parties à poursuivre les pourparlers.

¹⁰⁸ Le texte de Shanghai Communiqué: <http://www.taiwandocuments.org/communiqué01.htm>: "The United States acknowledges that all Chinese on either side of the Taiwan Strait maintain there is but one China and that Taiwan is a part of China. The United States Government does not challenge that position. It reaffirms its interest in a peaceful settlement of the Taiwan question by the Chinese themselves."

¹⁰⁹ D'Amato, *op. cit.*, p.3.

¹¹⁰ *Ibid.*

a. L'utilisation des méthodes de l'ambiguïté constructive sous l'égide des Nations Unies

Après avoir défini les méthodes de création de l'ambiguïté constructive dans le cadre des contextes et des textes diplomatiques, nous avons une nouvelle question à ce stade: « Pourquoi l'ambiguïté constructive peut-elle être utilisée? » Même si les objectifs des Etats ou des institutions sont différents, nous avons remarqué dans le chapitre précédent que les méthodes qu'ils utilisent ne sont pas vraiment différentes. Puisque notre objectif principal consiste des objectifs idéalistes, il semble important d'étudier comment l'ambiguïté constructive peut être utilisée pour la résolution des conflits entre Etats ou nations. Cependant, ce n'est pas toujours facile pour les deux Etats ennemis à négocier. À ce stade, l'ambiguïté constructive peut être utilisée afin d'aider les deux États à se réunir autour de la table et à négocier pour faire un compromis à l'aide des Nations Unies. Donc, il est important de comprendre la raison pour laquelle l'Organisation des Nations Unies a été créée et comment cette organisation tente de résoudre les problèmes entre nations ou Etats.

b. La philosophie des Nations Unies

Tout le monde tombe amoureux et presque tout le monde tombe amoureux platoniquement une fois dans sa vie. Si vous aimez quelqu'un et il est impossible pour lui de vous aimer aussi, nous appelons ce genre d'amour « platonique ». Cependant, le sens réel de l'amour platonique est différent. C'est un type d'amour qui est non-sexuel parce que « platonique » signifie « intime et affectueux, mais pas sexuel. »¹¹¹ Ce n'est pas important si nous considérons le sens réel de « platonique » pour acquis ou l'utilisation quotidienne. Le point essentiel ici est qu'il est un amour idéal et ce mot nous fait penser à Platon immédiatement et à son monde des Idées.

¹¹¹ «Definition of platonic in English », disponible sur <http://www.oxforddictionaries.com/definition/english/platonic>, date d'accès le 21 April 2016.

Le mot « idéalisme » signifie « la croyance irréaliste ou poursuite de la perfection ».¹¹² Les termes « idéalisme » et « idéaliste » ne sont pas utilisés seulement dans la philosophie; ils sont utilisés dans de nombreux contextes quotidiens aussi. Les optimistes qui croient que, dans le long terme, le bien prévaudra, sont souvent appelés « idéalistes ». Même si nous devrions penser à Platon quand nous entendons le mot « idéalisme », le terme est devenu le nom pour toute une famille des positions dans la philosophie plus tard, au cours du 18ème siècle.¹¹³

Le premier philosophe important appelé un « idéaliste » est Immanuel Kant (1724 à 1804).¹¹⁴ Kant a proposé :

*« si le bonheur voulait qu'un peuple puissant et éclairé se constituât en république (gouvernement qui, par sa nature, doit incliner à la paix perpétuelle), il y aurait dès lors un centre pour cette alliance fédérative : d'autres États pourraient s'y joindre, afin d'assurer leur liberté, conformément à l'idée du droit des gens, et elle s'étendrait chaque jour davantage par de nouvelles adjonctions. »*¹¹⁵

Il a estimé que les processus naturels de l'intérêt pourraient inciter des individus rationnels à agir comme agents pour apporter une paix juste.¹¹⁶ Il était également réaliste pour reconnaître que les nations doivent agir avec prudence jusqu'à ce qu'une « fédération » des républiques interdépendantes soit établie.¹¹⁷

Les hypothèses clés sur le libéralisme prévues par Kant incluent la croyance dans la conviction que les humains, malgré leurs intérêts, sont capables de coopérer et de construire une société plus paisible et harmonieuse.¹¹⁸ L'internationalisme libéral découlant des idées de Kant a transposé ces croyances à la sphère internationale en insistant sur le fait que la guerre et les conflits peuvent être résolus ou atténués, grâce à

¹¹² «Definition of idealism in English », disponible sur <http://www.oxforddictionaries.com/definition/english/idealism> date d'accès le 21 April 2016

¹¹³ Paul Guyer, et Rolf-Peter Horstmann, "Idealism", *The Stanford Encyclopedia of Philosophy*, <http://plato.stanford.edu/archives/fall2015/entries/idealism/>.

¹¹⁴ **Ibid.**

¹¹⁵ Emmanuel Kant, *Éléments métaphysiques de la doctrine du droit*, Paris, Auguste Durand, p.303.

¹¹⁶ Dunne, Kurki, et Smith, **op. cit.**, p. 95.

¹¹⁷ **Ibid.**

¹¹⁸ **Ibid.**

des changements concertés dans les structures nationales et internationales de gouvernance.¹¹⁹

Hobbes a expliqué l'« état de nature » en disant que « Bellum omnium contra omnes ».¹²⁰ Kant a accepté la description de Hobbes sur le conflit entre un grand nombre de nations, mais il en a dépassé les limites. La fédération pacifique qu'il envisageait est plus précisément une confédération, et non pas un Etat du monde. Ses membres restent souverains, liés uniquement par les institutions partiellement fédérales comme en Europe aujourd'hui, ou par des alliances de sécurité collective. La différence entre les deux traditions est que Kant voit un gouvernement démocratique, l'interdépendance économique, le droit international et les organisations comme un moyen pour surmonter le dilemme de la sécurité du système international.¹²¹

L'organisation envisagée par Kant est apparue à la suite de la Conférence de Paix de Paris qui a mis fin à la Première Guerre mondiale le 18 Janvier 1919. La Société des Nations étant la forme concrète de la notion de paix perpétuelle d'Emmanuel Kant a été créée le 10 Janvier 1920. Donc, les idéalistes sont apparus sur la scène internationale quand Woodrow Wilson, président des États-Unis et un idéaliste, a présenté certaines principes sous le nom de « 14 points » et a déclaré ses opinions idéalistes visant à mettre fin à la Première Guerre mondiale. Le dernier point de cette déclaration était sur la création d'une association universelle des nations.¹²² L'idéalisme est l'un des courants les plus difficiles dans le vocabulaire des Relations Internationales, car il n'y a aucune signification communément acceptée.¹²³ Dans le langage général sur les questions internationales, l'idéalisme est un terme appliqué à toute idée, but, ou pratique considérée comme irréalisable. Dans l'étude des Relations Internationales, le terme est généralement utilisé de deux façons. La première voit l'idéalisme comme une doctrine pérenne ou une disposition vers les affaires du monde qui peuvent être observées dans

¹¹⁹ **Ibid.**

¹²⁰ Thomas Hobbes, *Leviathan*, Cosimo, Inc., 2009, p.72 : « la guerre de tous contre tous ».

¹²¹ Dunne, Kurki, et Smith, **op. cit.**

¹²² « Une association générale des nations doit être constituée sous des alliances spécifiques ayant pour objet d'offrir des garanties mutuelles d'indépendance politique et d'intégrité territoriale aux petits comme aux grands États. »

¹²³ « Idealism », disponible sur <http://www.oxfordbibliographies.com/view/document/obo-9780199743292/obo-9780199743292-0089.xml> date d'accès le 25 April 2016.

toutes les périodes historiques où les communautés politiques indépendantes existent dans un état d'anarchie. L'idéalisme est une doctrine optimiste qui cherche à transcender l'anarchie internationale, et à créer un ordre mondial plus cosmopolite et harmonieux.¹²⁴ La deuxième voit l'idéalisme comme intimement liée à la période entre-deux-guerres. C'est une doctrine qui a dominé la première phase des théories des Relations Internationales. Cependant, celle-ci a reçu une attaque profonde dans *The Twenty Years' Crisis* d'E. H. Carr en raison de l'échec de la Société des Nations qui a ouvert la voie à la Seconde Guerre mondiale.¹²⁵ En dépit de ces attaques du réalisme, la pensée idéaliste dans les Relations Internationales ne disparaît pas totalement et les études de la paix ont commencé à jouer un rôle important dans ce domaine après la Seconde Guerre mondiale.

c. La Charte des Nations Unies et l'utilisation de l'ambiguïté constructive

L'Organisation des Nations Unies, qui est une organisation intergouvernementale pour promouvoir la coopération internationale et en fait le remplacement de la Société des Nations, a été créée pour éviter la Troisième Guerre mondiale. Dans le premier article de la Charte des Nations Unies, il a été exprimé que le but de l'Organisation des Nations Unies est de maintenir la paix et la sécurité internationales.¹²⁶ Nous pouvons comprendre du premier article de la Charte que l'objectif principal de cette organisation est de construire un monde où il existe la paix perpétuelle comme Kant avait envisagé. Plus précisément, le Chapitre VI sur le règlement pacifique des différends, le Chapitre VII sur l'action en cas de menace contre la paix, de rupture de la paix et d'acte d'agression, et le Chapitre VIII sur les accords régionaux se trouvent à l'origine des idées de Kant. Dès lors, il semble possible d'intégrer l'ambiguïté constructive dans le cadre du Chapitre VI comme moyen de résoudre les conflits ou problèmes entre Etats ou nations.

¹²⁴ Peter Wilson, "Idealism in International Relations", dans Keith Dowding (éd.), *Encyclopedia of power*, Sage, 2011, p.331.

¹²⁵ **Ibid.**

¹²⁶ Les Nations Unies, La Charte des Nations Unies, le 24 Octobre 1945, <https://treaties.un.org/doc/publication/ctc/uncharter.pdf> date d'accès le 22 April 2016.

L'objectif principal du Chapitre VI est de trouver une solution aux problèmes dans le cadre du règlement pacifique. Selon l'article 33, « les parties à tout différend dont la prolongation est susceptible de menacer le maintien de la paix et de la sécurité internationales doivent en rechercher la solution, avant tout, par voie de négociation, d'enquête, de médiation, de conciliation, d'arbitrage, de règlement judiciaire, de recours aux organismes ou accords régionaux, ou par d'autres moyens pacifiques de leur choix. »¹²⁷ Nous devons nous concentrer sur les moyens de règlement pacifique mentionnés dans cet article qui sont la négociation, l'enquête, la médiation, la conciliation, l'arbitrage et le règlement judiciaire puisque l'intégration de l'ambiguïté constructive peut être réalisée dans le cadre de ces moyens. Étant donné que nos méthodes de création de l'ambiguïté constructive ont été données non seulement dans des contextes diplomatiques mais aussi dans des textes diplomatiques, il est possible d'utiliser l'ambiguïté constructive dans l'un de ces moyens.

Si on tente d'appliquer l'ambiguïté constructive dans l'un de ces moyens, nous devons être conscients de ce qu'il peut y avoir de nombreux résultats possibles d'un conflit entre les Etats ou nations. Galtung suggère que, dans les conflits entre deux parties, il y a cinq résultats possibles:

- Possibilité 1: X obtient ce qu'il veut et Y n'obtient rien;
- Possibilité 2: Y obtient ce qu'il veut et X n'obtient rien;
- Possibilité 3: Les deux abandonnent leurs objectifs ou les abandonnent à une tierce personne;
- Possibilité 4: Ils trouvent un milieu d'entente;
- Possibilité 5: Peut-être avec un peu d'assistance, ils créent une nouvelle réalité où X et Y peuvent se sentir chez eux.¹²⁸

Généralement, les parties d'un conflit voient leurs intérêts comme totalement contradictoires. Voilà pourquoi ils pensent que le résultat du conflit sera *un jeu à somme nulle*. Ainsi, tandis que X gagne, l'autre perd. Les possibilités 1, 2 et 3 sont ce genre de

¹²⁷ **Ibid.**

¹²⁸ Johan Galtung, et Dietrich Fischer, *Johan Galtung: Pioneer of peace research*, Springer Berlin Heidelberg, 2013, p.146.

résultats. Cependant, ceci n'est pas le cas tout le temps. Il peut y avoir plus de deux jeux : un jeu à somme nulle positif et un jeu à somme nulle négatif. Pour un jeu à somme nulle négatif, les deux parties perdent, c'est ce que nous appelons *perdant-perdant*.¹²⁹ Si les Etats se soucient du gain absolu du conflit, ils ne veulent pas avoir un tel résultat. Cependant, ils se soucient du gain relatif, il n'est pas si important pour eux de perdre tant qu'ils perdent moins que l'autre.

Pour un jeu à somme nulle positif, les deux parties sont gagnantes ce qui crée la situation *gagnant-gagnant*. À ce stade, l'ambiguïté constructive peut aider les parties à trouver un milieu d'entente ou ils peuvent créer une nouvelle réalité où X et Y peuvent se sentir à la maison comme dans les possibilités 4 et 5. Il est possible de trouver un milieu d'entente avec l'aide de l'ambiguïté constructive même si les deux parties ont des objectifs totalement contradictoires. Il est important de prêter attention au fait que l'ambiguïté constructive devrait être créée si les avantages l'emportent sur les inconvénients. Ceci dit, nous pouvons essayer de préciser les avantages et les inconvénients de la création de l'ambiguïté constructive.

C. Les avantages de l'ambiguïté constructive

Le premier et le plus grand avantage de l'ambiguïté constructive est le fait que nous pouvons résoudre les conflits entre nations ou Etats. En général, il y a deux ou plusieurs parties contradictoires en conflit et ils ont des idées opposées à propos de l'un et l'autre. Par conséquent, l'ambiguïté constructive aide les parties à connaître leurs différences, car elles auront des interprétations différentes au cours du processus de l'application de l'ambiguïté constructive. Ces différentes interprétations du contexte ou du texte les amèneront à trouver un milieu d'entente pour un compromis.

Deuxièmement, ce n'est pas important si un Etat veut créer une ambiguïté constructive afin de maximiser son intérêt ou pour régler le différend entre les autres

¹²⁹ Tom Woodhouse, et Tamara Duffey. "Peacekeeping and international conflict resolution", *Dag Hammarskjöld Centre*, New York, 2000, p.37.

Etats, mais l'un des principaux objectifs de la création de ce genre d'ambiguïtés est de prendre le contrôle d'autres Etats.¹³⁰ Puisque notre objectif principal est la résolution des conflits, nos exemples sont donnés dans le cadre des objectifs idéalistes. Par conséquent, tout en essayant de résoudre les conflits entre Etats ou nations, l'objectif principal qui consiste à avoir un contrôle sur les autres acteurs ou États est de rendre un accord plus facile pour les parties et de mettre fin à une guerre ou à une situation de friction ou hostilité.¹³¹

En troisième lieu, l'un des avantages de la création de l'ambiguïté constructive est d'être imprévisible au cours d'une négociation. Être imprévisible fournit plus de marge de manœuvre à un état au cours de la négociation. Par exemple, X peut vouloir commencer des négociations avec Y pour apaiser les tensions entre eux. Cependant, X peut avoir peur que Y peut comprendre que X perdrait sa volonté de résister aux demandes de Y. X peut donc envoyer un signal ambigu à Y. Si la réponse de Y indique que les négociations vont fonctionner, X peut présenter les signaux plus ouverts. Mais si la réaction de Y implique qu'il prend le signal comme une preuve que X est faible et va se replier plus loin, X peut indiquer qu'il n'y avait pas de message et prétendre que le message était non-autorisé, qu'il avait été mal interprété par Y. Cet exemple hypothétique est vrai. En effet, la Russie a interprété une offre britannique en 1903 pour négocier la totalité des problèmes qui séparent les deux puissances *comme une indication de faiblesse britannique*. Par conséquent, la Grande-Bretagne a répondu avec agressivité, plus tard.¹³² Nous pouvons conclure avec cet exemple que l'ambiguïté constructive créée pour être imprévisible peut vous aider à protéger votre réputation.

D. Les inconvénients et risques de l'ambiguïté constructive

L'utilisation de l'ambiguïté ne peut pas toujours œuvrer comme les diplomates le veulent. « L'ambiguïté procure flexibilité et protection aux négociateurs, condition

¹³⁰ Jervis, *The logic of ...*, p.125.

¹³¹ Pehar, *op. cit.*, p. 190.

¹³² Jervis, *The logic of ...*, p.123-124.

d'exercice de la diplomatie. »¹³³ Cependant, les tentatives d'ambiguïté peuvent échouer lorsque le message est trop ambigu. Par conséquent, l'acteur doit prêter attention à l'équilibre de l'ambiguïté. Jervis explique le milieu d'entente en donnant la formule pour avoir une ambiguïté équilibrée que le message doit être suffisamment ambiguë d'être capable de nier plus tard ; cependant, cet équilibre ne peut pas être réalisé tout le temps.¹³⁴

Un autre risque de l'utilisation de l'ambiguïté est de rencontrer d'autres perceptions erronées qui sont imprévues. Il y a plusieurs raisons pour ce risque. « Quand les gens passent beaucoup de temps à l'élaboration d'un plan ou d'une décision, ils ont tendance à penser que le message à ce sujet qu'ils souhaitent transmettre sera clair pour le récepteur aussi. »¹³⁵ Cependant, cette tendance ne peut pas toujours être vraie. Quand nous dépensons beaucoup de temps pour un plan ou une décision, nous nous habituons à l'idée que nous sommes experts pour ces décisions ou plans. Donc, il se peut que le récepteur ne perçoive pas l'idée de la façon dont nous la percevons, même si le message est très clair. Certes, il y aura de nombreuses conséquences de cette perception erronée comme le manque de confiance entre les parties. Quand un pays essaie d'utiliser l'ambiguïté constructive et n'y parvient pas au cours du processus, ce pays ne peut pas inspirer confiance dans ses relations avec d'autres pays à partir de cet instant.

Une autre raison de ce genre de risque est le fait que « les décideurs ont tendance à adapter les informations compatibles avec leurs théories et images existantes. »¹³⁶ La principale raison de cette tendance pourrait être généralement la grandeur de l'ambiguïté des données. Comme nous l'avons dit précédemment, lorsque les données sont trop ambiguës, la perception erronée est probable. Mais, il ne s'agit pas toujours de

¹³³ Villar, « **Pour une ...**, p.53.

¹³⁴ Jervis, **The logic of ...**, p.132.

"The actor will usually be best off if he makes his signals ambiguous enough so he can deny having issued them if he has to put clear enough so they attract sufficient attention to be studied by the receiver and interpreted as the sending actor intended. Needless to say, this balance often cannot be struck."

¹³⁵ Jervis, **The logic of ...**, p.123-124 "When people spend a great deal of time drawing up a plan or making a decision, they tend to think that the message about it they wish to convey will be clear to the receiver."

¹³⁶ Jervis, « **Hypothesis ...**, p. 455.

"Decision-makers tend to fit incoming information into their existing theories and images."

l'ambiguïté des données, mais sur les expériences du récepteur.¹³⁷ Par ailleurs, même si le message est sans ambiguïté, le récepteur fait des interprétations biaisées des informations entrantes en raison de ses croyances préexistantes.

En conséquence, il y a principalement deux choses sur lesquelles les acteurs devraient se concentrer surtout en créant des ambiguïtés constructives: l'équilibre de l'ambiguïté et les expériences de l'observateur. Quand une instruction est insuffisante ou trop ambiguë, cela peut être problématique pour être compris par le récepteur et l'objectif principal de la création de cette ambiguïté ne peut pas être rempli. Même si l'équilibre de l'ambiguïté est fourni et tout va bien en termes de niveau sémantique, les expériences de l'observateur peuvent donner lieu à des problèmes. Donc, il est important de mettre l'accent sur les expériences de l'observateur tout en créant une ambiguïté constructive. Bien qu'il y ait de nombreux risques pour l'ambiguïté dans un texte diplomatique pour créer les conditions de la manœuvre diplomatique, « les avantages de l'ambiguïté l'emportent sur les inconvénients et les décideurs fréquemment choisissent des méthodes de communication en pensant à cette idée. »¹³⁸

¹³⁷ Jervis, « **Hypothesis ...**, p. 473

“When messages are sent from a different background of concerns and information than is possessed by the receiver, misunderstanding is likely.”

¹³⁸ Jervis, **The logic of ...**, p.135: “The disadvantages of ambiguity are often seen to be outweighed by its benefits and decision-makers frequently select methods of communication with this in mind.”

DEUXIEME PARTIE

COMMENT DECODER L'AMBIGUITE CONSTRUCTIVE ?

CHAPITRE I

LE DECODAGE A TRAVERS LE NEO-INSTITUTIONNALISME DISCURSIF

A. L'institutionnalisme classique

Après que le monde avait souffert de l'une des guerres les plus sanglantes de l'histoire entre 1914 et 1918, les États, en particulier en Europe, voulaient mettre fin à cette période, afin de vivre en paix sans aucune difficulté. Comme nous l'avons mentionné ci-dessus, la politique mondiale a été tracée par les 14 points de Wilson pendant la période d'après-guerre. La nouvelle institution mondiale, créée avec l'aide des idées de Wilson, est devenue le centre d'intérêt des universitaires qui avaient l'ambition de contribuer à la construction d'un cadre institutionnel solide, fondé sur le droit international.¹³⁹ Au cours des années entre les deux guerres, l'attention des universitaires s'est portée sur la façon dont certaines institutions sont à la hauteur des normes

¹³⁹ Christer Jönsson et Jonas Tallberg, « Institutional theory in International Relations », 2001, p.3, disponible sur <http://lup.lub.lu.se/search/record/534142>.

démocratiques.¹⁴⁰ Par conséquent, nous pouvons affirmer que l'objectif principal de l'institutionnalisme était « les structures formelles et l'orientation normative de la science politique en général. »¹⁴¹

En fait, l'institutionnalisme en relations internationales représenté par l'idéalisme au cours de la période entre deux guerres et les études post-guerre des organisations internationales ne pouvait pas devenir une théorie efficace, donc il était impossible d'assurer la continuité avec le néo-institutionnalisme.¹⁴² Après 1970, le nombre des organisations internationales a tellement augmenté radicalement que la relance et l'expansion de l'institutionnalisme en science politique et relations internationales sont apparues. Les institutions sociales, politiques et économiques sont devenues plus grandes, complexes et ingénieuses.¹⁴³ Les universitaires ont examiné si le comportement politique et les sources du pouvoir politique provenaient essentiellement des relations informelles au sein et au-delà des institutions du gouvernement.¹⁴⁴ En fait, c'était le début de la route vers le néo-institutionnalisme.

L'institutionnalisme en science politique se concentre sur l'analyse des institutions officielles du gouvernement et sur l'Etat dans une perspective comparative durant la période de l'après-guerre. Cependant, les chercheurs avaient besoin d'avoir une perspective plus large afin de comprendre ce qui se passait dans les institutions. Par conséquent, les œuvres des universitaires sont devenues de plus en plus concentrées sur le rôle des individus dans les institutions plutôt que sur la structure des institutions.¹⁴⁵ Cela a conduit à la naissance du néo-institutionnalisme qui se focalise sur l'influence des institutions sur le comportement humain à travers les règles et les normes.

¹⁴⁰ Stephen Bell, « Institutionalism: Old and New », dans John Summers, *Government, Politics, Power and Policy in Australia*, Pearson Education Australia, 2002, p.4

¹⁴¹ Jönsson et Tallberg, *op. cit.*, p.3.

¹⁴² *Ibid.*

¹⁴³ Bell, *op. cit.*, p.4.

¹⁴⁴ *Ibid.*

¹⁴⁵ *Ibid.*

B. Le néo-institutionnalisme

Il y a trois approches analytiques différentes dans le néo-institutionnalisme : l'approche du choix rationnel, l'approche historique, l'approche sociologique. Ces trois approches analytiques peuvent se recouper à certains moments, mais nous allons essayer de les classer comme trois approches analytiques différentes. Ces trois approches sont importantes afin de comprendre notre cadre d'analyse principal, le néo-institutionnalisme discursif qui se concentre sur le rôle des idées et discours en politique tout en fournissant une approche plus dynamique pour le changement institutionnel que les trois néo-institutionnalisations. Dans le même temps, notre étude de cas sera le plan Annan qui sera étudié à l'aide du cadre analytique du néo-institutionnalisme discursif afin de trouver l'ambiguïté constructive non seulement dans le texte diplomatique mais aussi dans le processus de création du texte.

1. Le néo-institutionnalisme du choix rationnel

La raison pour laquelle cette approche est appelée le néo-institutionnalisme du choix rationnel est qu'elle suppose que les acteurs sont des individus rationnels, égoïstes et qui sont à la poursuite de la maximisation d'utilité.¹⁴⁶ Cette hypothèse sur la caractéristique des individus, qui semble dérivée du point de vue du rationalisme est vraie pour le néo-institutionnalisme du choix rationnel aussi. Les acteurs se comportent comme des intermédiaires afin de maximiser la réalisation de leurs préférences, et ils le font d'une manière hautement stratégique qui présume un calcul détaillé.¹⁴⁷ Les mots sur lesquels nous devons nous concentrer sont « stratégique » et « calcul ». Les acteurs se comportent de manière stratégique, car ils sont rationnels et ils veulent maximiser leurs

¹⁴⁶ Jönsson et Tallberg, *op. cit.*, p.5.

¹⁴⁷ Peter A. Hall et Rosemary C. R. Taylor, "Political science and the three new institutionalisms", *Political studies*, vol.44, no. 5, 1996, p.948.

intérêts. La logique de calcul nous donne l'indication que les acteurs sont rationnels et c'est la principale logique derrière le néo-institutionnalisme du choix rationnel.

La différence principale entre ces approches du néo-institutionnalisme est la méthode qu'ils utilisent en examinant une situation. Le néo-institutionnalisme du choix rationnel utilise une méthodologie déductive qui porte sur l'élaboration d'une hypothèse basée sur la théorie existante et sur la conception d'une stratégie de recherche pour tester l'hypothèse, ce qui signifie qu'ils comptent sur des modèles théoriques pour expliquer une situation.¹⁴⁸ C'est la raison pour laquelle ils pourraient être critiqués parce qu'ils sous-estiment le comportement humain en comptant sur des modèles théoriques seulement.

Après avoir tenu cette hypothèse pour acquise, nous pouvons nous concentrer sur la place de l'individu dans les institutions. Les institutions sont non seulement une cause importante de comportement, mais aussi un effet de comportement.¹⁴⁹ Le néo-institutionnalisme traite des individus dans les institutions tandis que le vieil institutionnalisme se concentre sur les institutions formelles dans une perspective comparative. Ainsi, les individus dans les institutions ne sont pas totalement passifs et ne se comportent pas toujours en conformité avec les règles selon le néo-institutionnalisme du choix rationnel.

Le néo-institutionnalisme du choix rationnel en science politique affecte un grand nombre de branches des sciences sociales telles que l'économie et les relations internationales. Par exemple, la théorie des coûts de transaction et la théorie de l'agence ont été développées en économie et ces théories ont été utilisées par les universitaires en relations internationales alors qu'ils tentaient d'expliquer les effets des institutions sur la politique mondiale. « L'idée fondamentale derrière la notion des coûts de transaction est que l'exécution d'une transaction économique implique non seulement les coûts de production, mais aussi les coûts pour l'organisation et l'exécution d'un contrat. »¹⁵⁰ Puisque le processus de création d'un texte diplomatique est coûteux, les coûts de

¹⁴⁸ Jonathan Wilson, *Essentials of business research: a guide to doing your research project*, Los Angeles, Sage, 2014, p.7.

¹⁴⁹ Bell, *op. cit.*, p.6.

¹⁵⁰ Jönsson et Tallberg, *op. cit.*

transaction peuvent être réduits à l'aide des institutions. Ceci est l'un des principaux objectifs de la création d'institutions à travers lesquelles les Etats peuvent essayer de créer une ambiguïté constructive dans les textes diplomatiques.

Alors que la théorie des coûts de transaction a influencé les travaux conduits avec l'approche institutionnelle en relations internationales, la théorie de l'agence était l'une des théories touchant la théorie institutionnelle dans les relations internationales qui traite de la relation entre le principal et l'agent.¹⁵¹ En fait, cette théorie traite de la relation négative entre le principal et l'agent.¹⁵² En général, certains problèmes peuvent surgir entre ceux-là lorsque leurs objectifs ou désirs sont en conflit et le principal ne sait pas probablement ce que l'agent fait. Tandis que le principal et l'agent sont les directeurs et les employeurs respectivement en économie, ils semblent être les Etats et les institutions en Relations Internationales.

Il y a aussi des questions qui se posent sur ceux qui sont ces principes. La théorie de la stabilité hégémonique nous fournit les informations importantes en indiquant que le système international reste probablement stable quand un seul Etat est la puissance mondiale dominante, ou hégémon.¹⁵³ Cette théorie qui peut être appliquée aux régimes internationaux affirme que les régimes sont établis et maintenus par les Etats détenant la prépondérance en matière de ressources énergétiques et ils diminuent lorsque la puissance est distribuée plus équitablement entre leurs membres.¹⁵⁴

Cependant, même si les Etats hégémoniques puissants ou un seul état hégémonique peuvent créer des institutions, il n'est pas toujours possible pour eux de faire ce qu'ils veulent parce que leur réputation peut être affectée négativement. Pour des raisons de réputation, les gouvernements égoïstes peuvent suivre les règles et les principes des régimes internationaux ». ¹⁵⁵ En raison de ce problème de réputation, les

¹⁵¹ **Ibid.**

¹⁵² Le problème entre un principal et un agent se produit lorsqu'une personne ou entité (l'agent) peuvent prendre des décisions au nom d'une autre personne ou entité (le principal)

¹⁵³ Joshua S. Goldstein et Sandra Whitworth, *International Relations*, New York, Pearson-Longman, 2005, p.107.

¹⁵⁴ Robert O. Keohane, "The theory of hegemonic stability and changes in international economic regimes, 1967-1977", *Center for International and Strategic Affairs*, University of California, 1980.

¹⁵⁵ Robert Keohane, *After hegemony: Cooperation and discord in the world political economy*, Princeton, Princeton University Press, 2005, p.106.

régimes internationaux peuvent persister après l'hégémonie. Cependant, l'essentiel sur lequel nous devrions nous concentrer est que les États respectent les règles à un certain niveau, même si ce sont des États les plus puissants du monde. Comme ils doivent obéir aux règles, ils peuvent choisir la façon de créer des ambiguïtés dans le but d'avoir un bénéfice maximal ce qui est une possibilité dans la perspective des objectifs réalistes. De plus, même s'ils sont la puissance hégémonique dans le monde, ils peuvent créer des ambiguïtés pour résoudre les différends entre certains États ce qui reste comme une possibilité du point de vue des objectifs idéalistes.

2. Le néo-institutionnalisme historique

Conformément à cette approche, les institutions sont définies comme des procédures, des routines, des normes et des conventions formelles ou informelles intégrées dans la structure organisationnelle du système politique et de l'économie politique.¹⁵⁶ Peter Hall et Rosemary Taylor soutiennent que cette approche tend à conceptualiser la relation entre les individus et les institutions d'une manière générale. Les acteurs individuels sont des sujets interprétatifs et décideurs dans cette approche. Le néo-institutionnalisme du choix rationnel met l'accent sur l'approche de calcul tout en expliquant l'individu. Selon cette approche, les individus cherchent à maximiser la réalisation des objectifs et se comportent stratégiquement, ce qui veut dire qu'ils envisagent toutes les options possibles pour sélectionner celles qui confèrent un bénéfice maximum.¹⁵⁷ Toutefois, les institutionnalistes historiques soulignent que les individus ne cherchent pas totalement à maximiser leur intérêt et ils ne se comportent pas stratégiquement, mais ils peuvent agir en fonction de leur vision du monde. Ceci dit, il n'existe pas une certitude que les acteurs agissent toujours en fonction de leur vision du monde. Les acteurs sont interprétatifs pour le néo-institutionnalisme historique alors que les acteurs sont rationnels pour le néo-institutionnalisme du choix rationnel. Cependant,

¹⁵⁶ Hall et Taylor, *op. cit.*, p.942.

¹⁵⁷ Hall et Taylor, *op. cit.*, p.949.

les deux néo-institutionnalismes reconnaissent que les acteurs fonctionnent d'une manière stratégique.¹⁵⁸

Comme nous l'avons dit précédemment, la différence principale entre ces approches est la méthodologie. Alors que le néo-institutionnalisme du choix rationnel utilise une méthodologie déductive, l'institutionnalisme historique utilise une méthodologie inductive qui commence avec les observations et c'est à la fin de ce processus que les théories apparaissent. La raison pour laquelle le néo-institutionnalisme historique préfère utiliser l'approche inductive est que « l'histoire importe » pour eux.¹⁵⁹ Un chemin qui est suivi depuis la création d'une institution a tendance à être suivi par plusieurs institutions et à plusieurs reprises. Cet attachement au chemin suivi par les acteurs et les institutions nous amène à la notion de « la dépendance au chemin emprunté » (*Path dependence*).

William Sewell a proposé l'idée que la dépendance au chemin emprunté est tout simplement l'idée que des événements historiques antérieurs à une séquence ont un impact sur des événements futurs.¹⁶⁰ Le néo-institutionnalisme historique ne signifie pas nécessairement que les événements historiques antérieurs ont un impact sur des événements futurs tout le temps, mais ils auront probablement cet impact pour la plupart du temps. Un exemple de la dépendance au chemin emprunté est celui portant sur le clavier QWERTY. Même si ce clavier ralentit la dactylographie, il est impossible pour les gens de changer ce clavier parce que tout le monde s'habitue à utiliser ce clavier et il est tout à fait illogique d'essayer d'adapter un autre clavier partout dans le monde. Donc, nous pouvons conclure sur cette question de clavier en suggérant que nous devons parfois suivre un chemin, même si ce n'est pas la façon la plus appropriée. C'est ce que nous appelons « la dépendance au chemin emprunté » et c'est la logique principale du néo-institutionnalisme historique.

¹⁵⁸ Bell, *op. cit.*

¹⁵⁹ Herman Schwartz, "Down the wrong path: path dependence, increasing returns, and historical institutionalism", 2004, p.1 disponible sur <http://people.virginia.edu/~hms2f/Path.pdf>.

¹⁶⁰ William H. Sewell et Terrence J. McDonald. "The historic turn in the human sciences.", 1996, p.262-263.

3. Le néo-institutionnalisme sociologique

Le dernier type du néo-institutionnalisme est le néo-institutionnalisme sociologique. « Le néo-institutionnalisme sociologique a tendance à définir les institutions beaucoup plus largement que les politologues ne le font. Elles comprennent non seulement les règles formelles, les procédures ou les normes, mais aussi les systèmes de symbole, les scripts cognitifs et les modèles moraux qui fournissent les cadres des sens guidant l'action humaine »¹⁶¹. Alors que le néo-institutionnalisme du choix rationnel et historique a pour sujet les acteurs rationnels ou interprétatifs dans le système, le néo-institutionnalisme sociologique a pour sujet les acteurs qui tentent de se comporter d'une manière appropriée. James March affirme que la logique d'adéquation (*logic of appropriateness*) signifie que les actions sont adaptées aux situations à l'intermédiaire de règles organisées en identités.¹⁶²

Le néo-institutionnalisme sociologique met l'accent sur la logique d'adéquation qui est à propos de prédire comment les acteurs individuels doivent se comporter dans une situation conformément à leur poste et à leurs responsabilités. Le néo-institutionnalisme sociologique, qui peut être appelé le néo-institutionnalisme normatif dans la littérature, attache une grande importance au rôle des normes et des valeurs.¹⁶³

C. Le néo-institutionnalisme discursif

Vivien Schmidt, dont les œuvres se concentrent sur les institutions et la théorie politique et qui a mis les bases du néo-institutionnalisme discursif comme étant le quatrième néo-institutionnalisme, a mis l'accent sur l'importance du discours dans le cadre de l'institutionnalisme. « Le néo-institutionnalisme discursif est un concept

¹⁶¹ Hall et Taylor, *op. cit.*, p.955.

¹⁶² James G. March, *Primer on decision making: how decisions happen*, New York, Simon and Schuster, 1994.

¹⁶³ Jönsson et Tallberg, *op. cit.*

générique pour les œuvres en sciences politiques qui tiennent compte du contenu substantiel des idées et pour les processus interactifs par lesquels les idées sont transmises et échangées à travers le discours.»¹⁶⁴ Certains des institutionnalistes voulaient utiliser les idées et le discours dans leurs œuvres, indépendamment du fait qu'ils soient institutionnalistes de choix rationnel, historique ou sociologique. Dans ce cadre, le néo-institutionnalisme discursif apparaît comme la quatrième approche de néo-institutionnalisme mais pas totalement différente de trois autres mentionnées ci-dessus. Il tient certaines des prémices que les autres néo-institutionnalismes fournissent pour acquises dans le cadre des études discursives dans les institutions. Conformément à ces opinions, Schmidt met en avant quatre choses arguments.

Tout d'abord, on prend les idées et le discours au sérieux, même si les définitions des idées et usages du discours varient largement.¹⁶⁵ La manière dont Schmidt perçoit le discours est similaire à la façon dont elle perçoit le néo-institutionnalisme discursif qui peut être utilisé comme un nouveau cadre d'analyse afin d'attirer l'attention sur les points communs entre les théoriciens qui utilisent les idées et le discours.¹⁶⁶

Hormis l'usage du discours, les définitions et les appellations des idées et discours peuvent changer dans les sources différentes. Par exemple, l'idée du néo-institutionnalisme discursif peut être traduite comme conceptuelle, constructiviste ou institutionnalisme stratégique; cependant, l'idée principale de tous ces institutionnalismes reflète la même approche. Cette fonctionnalité vient du fait que le néo-institutionnalisme discursif est un terme générique et peut être appliquée à beaucoup d'études en particulier celles concernant les institutions.

Deuxièmement, on a mis les idées et le discours en contexte institutionnel, en suivant les lignes de chacun des trois néo-institutionnalismes, qui servent comme information de base.¹⁶⁷ Les universitaires qui se concentrent sur la partie du discours du

¹⁶⁴ Vivien A. Schmidt, "Taking ideas and discourse seriously: explaining change through discursive institutionalism as the fourth 'new institutionalism'." *European political science review*, vol.2, no.1, 2010, p.3.

¹⁶⁵ Vivien A. Schmidt, "Discursive institutionalism: The explanatory power of ideas and discourse.", *Political science*, vol.11, no.1, 2008, p.304.

¹⁶⁶ Schmidt, "Taking ideas ..., p.2.

¹⁶⁷ **Ibid.**

néo-institutionnalisme discursif peuvent parler de la question comme seulement « l'analyse du discours ». En fait, le néo-institutionnalisme discursif est une analyse du discours qui met l'accent sur des idées institutionnalistes. Comme Schmidt l'a affirmé, on analyse un discours, une idée ou un texte en faisant usage de trois néo-institutionnalismes et on prend ces approches comme donnée. Donc, en essayant de comprendre les points essentiels du néo-institutionnalisme discursif, il est important de ne pas oublier que cette approche n'est pas complètement différente des autres néo-institutionnalismes mais tire profit d'eux.

Troisièmement, on a mis les idées dans leur « contexte » (*meaning context*), alors qu'on voit le discours comme la poursuite d'une « logique de communication ». ¹⁶⁸ Alors qu'on explique ce qui se passe dans les institutions, on ne se concentre pas seulement sur l'importance des objectifs ou des comportements des agents. Plutôt que des agents qui suivent seulement les choix rationnels, la dépendance au chemin emprunté ou l'adéquation normative, l'accent est mis sur le fait que les agents qui ont les informations de base sur les situations et qui savent comment agir dans cette situation en utilisant leurs capacités discursives.

Enfin et surtout, on a une vision plus dynamique du changement dans lequel les idées et le discours surmontent les obstacles qui sont insurmontables pour les trois néo-institutionnalismes. ¹⁶⁹ Ces trois néo-institutionnalismes se concentrent sur la structure des institutions plutôt que sur les capacités discursives des agents. Cependant, le néo-institutionnalisme discursif utilise ces prémices comme donnée tout en expliquant ce qui se passe réellement dans les institutions et ajoute de nouvelles prémices qui mettent l'accent sur les capacités des agents. Ces institutionnalistes acceptent l'importance de la structure dans les institutions, mais ils se concentrent également sur les capacités discursives (*foreground discursive abilities*) qui permettent aux agents d'agir stratégiquement dans un contexte.

Comme les idées et le discours ont une grande importance afin de comprendre l'ambiguïté constructive, le cadre analytique de l'institutionnalisme discursif sera utile

¹⁶⁸ Schmidt, "Discursive institutionalism...", p.304.

¹⁶⁹ **Ibid.**

pour que nous puissions décoder les ambiguïtés dans les situations politiques. Nous allons utiliser deux cadres analytiques différents pour examiner comment l'ambiguïté constructive peut être créée par des institutions et des agents dans ces institutions. Tout d'abord, nous allons nous concentrer sur la partie des institutions qui comprendront « le contenu substantiel des idées » et « les interactions discursives ». Les idées sont le contenu substantiel de discours qui est divisé en trois niveaux de généralité: « les politiques publiques », « les programmes ou paradigmes politiques », et « les normes et philosophies fondamentales ». Le discours est le processus interactif pour transmettre des idées et est divisé en deux types : « le discours de coordination » et « le discours de communication ». Plus tard, nous allons passer à l'analyse des agents dans les institutions et nous allons utiliser « les prédispositions idéelles » et « les capacités discursives » comme cadres analytiques.

1. Le contenu substantiel des idées

« Les idées peuvent elles-mêmes être distinguées selon trois niveaux de généralité, depuis les idées liées à des questions spécifiques de *politiques publiques*, à celles constituant des *programmes ou paradigmes politiques*, jusqu'aux *normes et philosophies fondamentales*. »¹⁷⁰ La compréhension de ces trois niveaux est très importante pour saisir les points principaux des prédispositions idéelles et des capacités discursives. Nous pouvons mettre les politiques publiques et les programmes politiques dans le cadre des capacités discursives, car ils peuvent être discutés et débattus sur une base régulière tandis que nous pouvons mettre le troisième niveau, les philosophies fondamentales, dans le cadre des prédispositions idéelles, car elles sont l'un des facteurs les plus importants à l'origine des politiques publiques et des programmes politiques. Le premier niveau, les politiques publiques, est sur les politiques spécifiques proposées par les décideurs. Le deuxième niveau, les programmes politiques, est sur les programmes plus généraux que les politiques publiques et ils sont généralement les idées, les

¹⁷⁰ Vivien A. Schmidt et Amandine Crespy. « Néo-institutionnalisme discursif » *Références*, vol.4, 2014, p.352.

hypothèses ou les principes derrière les politiques publiques. Le troisième niveau, les philosophies fondamentales, peut aussi être appelé « philosophies publiques » ou « les sentiments du public ».

a. Les politiques publiques

Même s'il est difficile d'expliquer ce qu'est la politique publique en une phrase, elle a une signification dans le dictionnaire qui est « un principe d'action adopté ou proposé par une organisation ou un individu. »¹⁷¹ Comme il n'y a pas de réponse simple à cette question, la plupart des gens n'ont aucune idée de ce qu'est la politique publique. Cependant, la politique publique détermine presque tout dans nos vies et la qualité de notre vie dépend de la politique publique de nos décideurs. Pour illustrer la politique publique d'une meilleure façon, nous pouvons nous concentrer sur l'exemple du transport. Les transports publics sont une façon de voyager que la plupart des personnes dans un pays utilisent au cours de leur vie quotidienne et la qualité, le prix, la sécurité de ce type de transport sont déterminées par les politiques publiques. En conclusion, l'objectif de la politique publique est d'atteindre un objectif souhaité qui est considéré comme le meilleur intérêt pour tous les membres de la société comme l'air pur, l'eau propre, la bonne santé, l'emploi, l'économie novatrice, le commerce actif, le logement abordable, le niveau minimal de pauvreté, l'amélioration de l'alphabétisation, le faible taux de criminalité.¹⁷²

Il est possible d'examiner ce qu'est la politique selon des perspectives différentes telles que la politique substantielle et administrative. La politique substantielle traite de la législation, des programmes et des pratiques qui régissent les aspects substantiels du travail communautaire. Certains des exemples de ce point de vue sont peut-être la sécurité du revenu, les initiatives en matière d'emploi, les services de garde d'enfants et

¹⁷¹ « Definition of policy in English », disponible sur <http://www.oxforddictionaries.com/definition/english/policy> date d'accès le 28 April 2016.

¹⁷² Sherri Torjman, *What is policy?*, Caledon Institute of Social Policy, Ottawa, 2005, p.4.

l'exclusion sociale.¹⁷³ Dans le cas contraire, les procédures administratives comprennent la collecte d'informations statistiques sur les quartiers et l'évaluation des programmes communautaires complexes.

La politique verticale et horizontale est une autre perspective que nous pouvons utiliser pour classer les actions politiques. La politique verticale est la façon traditionnelle dans laquelle les décisions politiques sont prises et développées dans une seule structure organisationnelle.¹⁷⁴ Cependant, la politique horizontale est développée par deux ou plusieurs organisations et une initiative horizontale peut avoir lieu entre les différents niveaux de gouvernement, à travers les frontières entre les unités d'un seul ministère ou organisme ou entre plusieurs ministères ou organismes.¹⁷⁵

La politique peut également être classée comme réactive ou proactive. Tandis que la politique réactive émerge comme réponse à une préoccupation ou à une crise telles que des urgences en santé et des catastrophes environnementales, la politique proactive est introduite et poursuivie par un choix délibéré comme une disposition liée à des normes d'efficacité énergétique pour nos véhicules. Ces dispositions ne sont pas faites en réponse à un problème aigu, mais elles sont un effort pour conserver les ressources énergétiques.¹⁷⁶

Comme nous l'avons mentionné précédemment, la compréhension de la politique publique peut être difficile, mais il y a plusieurs étapes du processus politique qui ont été créées pour rendre le processus de création et de mise en œuvre plus compréhensible. Ces étapes concernent la sélection de l'objectif souhaité, l'identification de la cible de l'objectif, la détermination de la voie pour atteindre cet objectif, la conception du programme ou d'une mesure spécifique en faveur de cet objectif, et la mise en œuvre de la mesure et l'évaluation de son impact.¹⁷⁷

¹⁷³ **Ibid.**, p.2.

¹⁷⁴ Bruce L. Smith, *Public policy and public participation engaging citizens and community in the development of public policy*, Montreal, Health Canada, 2003.

¹⁷⁵ « Understanding horizontal governance », disponible sur http://www.centreforliteracy.qc.ca/sites/default/files/CTD_ResearchBrief_Horizontal%20Governance_sept_2009.pdf date d'accès le 1 Mai 2016.

¹⁷⁶ Torjman, **op. cit.**, p.3.

¹⁷⁷ **Ibid.**, p.7.

Il peut y avoir de nombreuses façons pour la sélection de l'objectif souhaité. Ces objectifs sont généralement choisis au niveau de la politique ce qui signifie qu'ils peuvent être ancrés dans la plate-forme d'un parti politique ou approuvés lors de conférence politique. Les objectifs peuvent également être déterminés dans une annonce ministérielle et départementale.¹⁷⁸ Comme nous en avons parlé tout en expliquant les différents points de vue des politiques, les politiques réactives peuvent émerger comme une nécessité quand il y a une catastrophe ou un attentat terroriste dans un pays. Par exemple, trois attentats terroristes ont eu lieu dans la capitale de la Turquie en seulement six mois ce qui nécessite de la sélection et de la mise en œuvre des politiques de sécurité afin de protéger le public en toute sécurité et d'éviter de nouvelles attentats terroristes. Ces attaques à Ankara ont conduit à de nouvelles mesures de sécurité afin d'effectuer les procédures d'urgence les plus efficaces en Turquie.

L'étape suivante est l'identification de la cible appropriée. La cible peut être toute la population ou certains groupes dans la société, mais cela est un processus entre les deux et le principal défi est la prochaine étape qui est la détermination de la voie pour la mise en œuvre de la politique. Le principal objectif de cette étape est d'atteindre les objectifs fixés en utilisant le meilleur itinéraire.

L'étape de la conception du programme ou de la mesure spécifique en faveur de cet objectif est la phase principale sur laquelle nous devons nous concentrer parce que c'est à ce moment que les prédispositions idéelles et les capacités discursives apparaissent. Nous avons sélectionné l'objectif, la cible et quel chemin nous allons utiliser pour atteindre cet objectif. Maintenant, il est temps de concevoir le programme et de mettre en œuvre la politique, mais il peut y avoir des défis que les décideurs peuvent affronter tels que des facteurs politiques.¹⁷⁹

Au cours de la mise en œuvre d'une politique, les bonnes idées qui sont les plus appropriées pour le problème ou la demande réussissent généralement, tandis que les mauvaises idées échouent. Cependant, cela ne peut pas être le cas tout le temps et nous pouvons rencontrer le cas contraire dans lequel les bonnes idées peuvent échouer tandis

¹⁷⁸ *Ibid.*, p.8.

¹⁷⁹ *Ibid.*,p.13.

que les mauvaises idées peuvent réussir.¹⁸⁰ À ce stade, nous pouvons voir les effets du programme politique dans le domaine des politiques et il nous oblige à enquêter sur le second niveau de généralisation des idées qui est les programmes ou paradigmes politiques.

b. Les programmes ou paradigmes politiques

Le deuxième niveau des idées est les programmes politiques qui sont les principes qui sous-tendent les politiques et qui peuvent également être appelés paradigmes politiques. Le mot « paradigme » est la combinaison de deux mots différents en grec: « para- » qui signifie « à côté » et « deiknunai » qui signifie « voir ». Le mot original en grec « paradeigma » signifie « exemple, échantillon », aussi. Le sens fondamental du terme « paradigme » est « un exemple typique ou un motif de quelque chose, un modèle ».¹⁸¹ Dans la postface à la deuxième édition de *The Structure of Scientific Revolutions*, Thomas S. Kuhn raisonne à propos des paradigmes dans ce sens et affirme qu'ils sont l'aspect le plus nouveau et le moins bien compris de ce livre.¹⁸² Par conséquent, ce concept est aussi difficile à comprendre, mais cela a une grande importance pour saisir les principaux points des paradigmes politiques pour passer à la philosophie qui nous donnera de nombreux conseils sur les capacités discursives des agents. Cependant, Thomas Kuhn lui a donné son sens contemporain quand il a adopté le mot pour faire référence à l'ensemble des concepts et des pratiques qui définissent une discipline scientifique à une période donnée de temps en disant « réalisations scientifiques universellement reconnues qui, pour un temps, fournit des modèles et des

¹⁸⁰ Schmidt, "Discursive institutionalism...", p.307.

¹⁸¹ « Definition of paradigm in English », disponible sur <http://www.oxforddictionaries.com/definition/english/paradigm> date d'accès le 2 Mai 2016.

¹⁸² Alexander Bird, *Thomas Kuhn*, Princeton, Princeton University Press, 2000, disponible sur <http://plato.stanford.edu/entries/thomas-kuhn/#3>.

solutions pour une communauté de praticiens » dans son livre mentionné ci-dessus (*The Structure of Scientific Revolutions*).¹⁸³

Kuhn décrit souvent aussi les grands textes comme des paradigmes tels que *l'Almageste de Ptolémée, le traité élémentaire de chimie de Lavoisier, et les principes mathématiques et optiques de Newton* et ces textes contiennent non seulement les principales théories et les lois, mais aussi les applications de ces théories pour la résolution des problèmes importants, ainsi que de nouvelles techniques expérimentales ou mathématiques utilisées dans ces applications qui en font des paradigmes.¹⁸⁴

Des paradigmes ne survivent pas toujours et ils peuvent changer ce qui est appelé « changement de paradigme » (*Paradigm Shift*). Le changement de paradigme est un concept inventé par Kuhn ce qui représente un changement fondamental dans les concepts de base et les pratiques expérimentales d'une discipline scientifique. Il a fait valoir que les véritables avancées se posent d'une manière totalement différente— quand la découverte des anomalies conduit les scientifiques à la mise en question du paradigme, et cela conduit à une révolution scientifique qu'il appelle un changement de paradigme.¹⁸⁵

L'exemple le plus connu du changement de paradigme est probablement celui de Isaac Newton et Albert Einstein. Newton a développé les lois du mouvement et de la gravitation qui ont dominé la physique pendant 200 ans en raison de leur pouvoir explicatif et prédictif. Ensuite, certaines divergences légères ont été découvertes, ce que la théorie de la relativité d'Einstein explique parfaitement. Le résultat final a été un changement de paradigme de la force de la gravitation de Newton à la courbure de l'espace-temps d'Einstein.¹⁸⁶ Le changement de paradigme ne signifie pas nécessairement que le vieux paradigme doit perdre son efficacité. Dans cet exemple, nous voyons le remplacement des idées de Newton par les idées d'Einstein, mais la

¹⁸³ Thomas S. Kuhn, *The structure of scientific revolutions*, Chicago, University of Chicago press, 2012, p.10.

¹⁸⁴ Bird, **op.cit.**

¹⁸⁵ Joseph L. Goldstein, "Paradigm shifts in science: insights from the arts", *Nature medicine*, vol.18, no.10, 2012, p. 1473.

¹⁸⁶ « Doubt and Certainty », disponible sur <http://www.monorealism.com/reflections/doubt-and-certainty?start=1> date d'accès le 29 April 2016.

véracité des idées de Newton reste très proche de la réalité et les idées de Newton sont toujours valables dans le monde d'aujourd'hui. Par conséquent, nous pouvons indiquer que les nouvelles vérités n'invalident pas les vieilles vérités, mais les dépassent.¹⁸⁷

L'exemple sur Newton et Einstein est dans le domaine de la physique, mais nous pouvons proposer un changement de paradigme dans chaque instant de notre vie. Par exemple, vous pouvez avoir une petite amie ou un petit ami dont la vision du monde ne s'harmonise pas avec la vôtre, comme la ponctualité. Vous êtes une personne ponctuelle, mais votre partenaire n'est pas. Si cela est un problème pour vous deux, vous devez vous adapter mutuellement afin de ne pas avoir de problèmes dans votre relation. Probablement, vous devez vous habituer à l'inexactitude de votre partenaire ou votre partenaire devrait être plus ponctuel pour ne pas vous bouleverser. Dans les deux cas, l'un ou les deux d'entre vous peuvent éprouver un changement de paradigme.

En dehors du paradigme de Kuhn, Schmidt indique que le deuxième niveau des idées, les paradigmes politiques, peut être considéré comme un référentiel (*frame of reference*) qui permet aux acteurs de la politique de reconstruire des visions du monde qui leur permet de se resituer dans le monde.¹⁸⁸ Le référentiel est un concept qui découle de la physique. Ceci est un système des axes géométriques par rapport auquel les mesures de la taille, la position ou le mouvement peuvent être faits. Par exemple, il y a deux personnes qui se font face des deux côtés d'une route et une voiture passe d'un côté de la route à l'autre. L'une des deux personnes voit cette voiture passant de sa gauche à sa droite tandis que l'autre voit la voiture passant de sa droite à gauche. En effet, elles ont deux référentiels différents sur cette situation. Le référentiel d'un acteur qui est le paradigme dans ce cas est déterminant dans le processus de mise en œuvre des politiques dans le premier niveau. Selon Schmidt, les programmes peuvent être considérés comme *foreground* alors que les philosophies peuvent être perçues comme des hypothèses sous-jacentes qui apparaissent généralement en temps de crise.¹⁸⁹ Cependant, ces programmes peuvent être considérés comme le processus *background* des politiques et c'est pourquoi ceux-ci déterminent la position d'un acteur sur la mise en œuvre d'une politique.

¹⁸⁷ **ibid.**

¹⁸⁸ Schmidt, "Discursive institutionalism...", p.306.

¹⁸⁹ **ibid.**

c. Les normes et philosophies fondamentales

Weltanschauung est un mot allemand qui peut être traduit en français comme vision du monde, mais il est tout à fait possible de voir ce mot non traduit et utilisé dans sa forme originale. Ceci est la combinaison de deux mots allemands séparés: Welt (monde) et Anschauung (vue). Le *Weltanschauung* peut être décrit comme une conception globale ou une appréhension du monde, en particulier à partir d'un point de vue spécifique, englobant l'ensemble de l'individu ou de la connaissance et le point de vue de la société.¹⁹⁰ C'est la signification générale de *Weltanschauung* mais elle soutient les politiques et les programmes dans l'organisation des idées, des valeurs et des principes de la connaissance et de la société dans le cadre du néo-institutionnalisme discursif.¹⁹¹

Les normes et philosophies fondamentales sont considérées aussi comme les sentiments du public qui sont des hypothèses de base normatives pour configurer l'action en limitant la gamme des alternatives que les élites perçoivent probablement comme acceptables et légitimes pour le public.¹⁹² C'est ainsi que John Campbell voit le sentiment public et il est en conformité avec les idées de Bourdieu, Foucault et Gramsci qui pensent que les normes et philosophies fondamentales sont les idées des puissants qui dominent la société.¹⁹³ Même s'ils pensent que ces philosophies sont les idées des puissants qui dominent la société, leur objectif est différent. Bourdieu fait valoir que la *doxa* (vision du monde) des élites qui dominent l'Etat crée l'habitus qui conditionne les gens à voir le monde de la manière choisie par les élites tandis que Foucault indique l'impossibilité d'échapper de la domination intellectuelle des puissants.¹⁹⁴ Ce sont en fait les prédispositions idéelles. Cependant, Gramsci souligne le rôle des intellectuels à

¹⁹⁰ « Definition of weltanschauung in English », disponible sur <http://www.merriam-webster.com/dictionary/weltanschauung> date d'accès le 29 April 2016.

¹⁹¹ Schmidt, "**Discursive institutionalism**

¹⁹² John L. Campbell, "Institutional analysis and the role of ideas in political economy." *Theory and society*, vol.27, no.3, 1998, p.385.

¹⁹³ Pour plus d'informations voir *Raisons Pratiques* par Pierre Bourdieu, *Power. Essential Works of Foucault 1954-1984* par Michel Foucault et *Selections from the Prison Notebooks* par Antonio Gramsci

¹⁹⁴ Schmidt, "**Discursive institutionalism**

briser le discours hégémonique en se concentrant sur les capacités discursives des agents qui permettent aux gens de raisonner, de débattre et de changer les structures.¹⁹⁵

2. Les interactions discursives

Le discours est non seulement ce que vous dites, mais il comprend aussi celui à qui vous le dites, comment, pourquoi, et où, dans le processus de la construction de la politique et de la communication politique dans la sphère publique.¹⁹⁶ Il y a deux types de discours à ce sujet : « le discours de coordination » dans lequel les acteurs politiques communiquent les uns avec les autres et « le discours de communication » dans lequel les acteurs politiques communiquent avec le public.¹⁹⁷ Les idées qui sortent du discours de coordination dans lequel les décideurs créent les politiques devraient être présentées et légitimées à l'aide du discours de communication dans lequel les acteurs politiques essayent d'avoir le soutien du public. Cependant, ces deux discours ne se déroulent pas successivement tout le temps ce qui signifie que les idées discutées dans la partie discours de coordination ne sont pas répandues hors des réunions et le public n'est pas au courant des politiques publiques. La rupture de la connexion entre ces deux sphères ne veut pas dire toujours que les décideurs tentent de tromper le public, mais que la question pourrait être trop technique pour les gens ordinaires. Cependant, la raison n'est pas importante tout le temps parce que l'ambiguïté se produit probablement lorsque la connexion entre ces deux sphères est problématique.

Ces processus discursifs aident à expliquer pourquoi certaines idées réussissent et d'autres échouent à cause de la façon dont on les projette à qui et où.¹⁹⁸ Par conséquent, avec l'aide de ce cadre d'analyse, nous pouvons trouver des réponses à la question de savoir pourquoi certaines ambiguïtés constructives ne parviennent pas à leurs objectifs parce que dans le chapitre suivant nous allons non seulement examiner un texte

¹⁹⁵ **ibid.**

¹⁹⁶ **ibid.**, p.310.

¹⁹⁷ **ibid.**, p.309.

¹⁹⁸ **ibid.**

diplomatique mais également le processus de création de ce texte par les décideurs politiques à l'aide du néo-institutionnalisme discursif.

a. Le discours de coordination

Dans le domaine politique, le discours de coordination se compose de l'individu et des groupes au centre de la construction de la politique qui sont impliqués dans la création, l'élaboration et la justification de la politique et des idées du programme. Ces acteurs peuvent être les acteurs politiques, les fonctionnaires, les élus, les experts et les activistes qui cherchent à coordonner un accord entre eux sur des idées politiques. Par conséquent, le discours de coordination peut être le domaine des individus faiblement connectés, « communautés épistémiques », dans des contextes transnationaux sur la base des idées partagées au sujet d'une entreprise politique commune.¹⁹⁹ Donc, il est important de savoir ce que les communautés épistémiques et leurs caractéristiques sont.

Peter Haas décrit les communautés épistémiques comme « un réseau de professionnels ayant une expertise et une compétence reconnue dans un domaine particulier et une revendication autorisée en politique de connaissances pertinentes dans ce domaine. »²⁰⁰ Par conséquent, une communauté épistémique est un réseau transnational d'experts basés sur la connaissance qui aident les décideurs à définir les problèmes auxquels ils sont confrontés, qui identifient diverses solutions politiques et qui évaluent les résultats des politiques. Cependant, cette description ne suffit pas pour comprendre complètement les caractéristiques d'une communauté épistémique, Haas nous informe sur ces communautés à l'aide de quatre caractéristiques communes : des croyances normatives, des croyances causales, une validité et une politique commune.²⁰¹ L'idée principale de ces quatre caractéristiques est le fait qu'ils ont des idées cognitives

¹⁹⁹ *Ibid.*, p.310.

²⁰⁰ Peter M. Haas, "Introduction: epistemic communities and international policy coordination". *International Organization (special issue: Knowledge, Power, and International Policy Coordination)*, vol.46, no.1, 1992, p.3.

²⁰¹ *Ibid.*

et normatives en commun tout en se concentrant sur une entreprise de politique commune, mais ce sont des communautés vaguement connectées.

Il y a aussi des communautés étroitement connectées qui partagent les idées et l'accès à l'élaboration des politiques appelées les coalitions de causes (*advocacy coalitions*).²⁰² Le cadre des coalitions de cause est un cadre d'élaboration des politiques mises au point pour traiter des problèmes de politique publique ayant prouvé comme un des cadres de politique publique le plus utile.²⁰³ Le succès des participants politiques dépend de leur capacité à traduire leurs croyances fondamentales dans la politique réelle. Pour augmenter leurs chances de succès, les participants politiques cherchent des alliés avec des croyances fondamentales similaires en politique et coordonnent leurs actions avec ces alliés dans les coalitions de causes. Ainsi, les coalitions de causes comprennent les participants politiques qui partagent les mêmes croyances fondamentales de la politique et sont liés par un haut degré de coordination.²⁰⁴

En conséquence, les experts de la politique (*policy elites*) génèrent des idées et les élites politiques (*political elites*) les communiquent au public pour la légitimation de ces politiques. Cependant, cet ordre n'est pas toujours respecté. Même si c'est une situation rare, il arrive qu'il n'y ait aucun lien entre le discours de coordination et de communication ce qui signifie que les idées politiques coordinatrices peuvent rester dans les débats sans que le public soit informé.²⁰⁵ Cependant, l'ambiguïté constructive qui a été créée dans le processus de discours de coordination devrait être légitimée dans le processus de discours communicatif.

²⁰² Schmidt, "**Discursive institutionalism...**", p.310.

²⁰³ Christopher M. Weible et Paul A. Sabatier. "A Guide to the Advocacy Coalition Framework", *Handbook of public policy analysis*, 2006, p.123.

²⁰⁴ **Ibid.**

²⁰⁵ Schmidt, "**Discursive institutionalism...**", p.311.

b. Le discours de communication

Le discours de communication se produit dans la sphère politique. Il se compose des personnes et des groupes impliqués dans la présentation, la délibération, et la légitimation des idées politiques pour le grand public. Au cours d'un processus de persuasion publique, dirigeants politiques, porte-paroles du gouvernement, activistes du parti communiquent les idées et les programmes développés dans le discours de coordination au public pour la discussion et la délibération. Cependant, le discours de communication englobe d'autres acteurs politiques aussi, y compris les membres des partis d'opposition, les médias, dirigeants communautaires, activistes sociaux, intellectuels, experts, laboratoires des idées (*think tanks*), ainsi que des mouvements sociaux.²⁰⁶

La manière dont ces acteurs influencent la politique publique est l'une des principales questions. Nous pouvons examiner cette situation avec l'exemple des laboratoires des idées. Ces derniers sont les usines produisant des idées conçues comme des organisations qui parrainent la recherche sur des problèmes spécifiques, encouragent la découverte de solutions à ces problèmes, et facilitent l'interaction entre les scientifiques et les intellectuels dans la poursuite de ces objectifs.²⁰⁷ Il existe différents types des laboratoires des idées, dont les objectifs sont différents les uns des autres. Par exemple, il y a des laboratoires des idées universitaires qui sont des organisations non-alignées consacrées à entreprendre la recherche scientifique, et qui cherchent à apporter une contribution aux débats sur les politiques publiques sur cette base. Cependant, notre objectif principal est sur les laboratoires des idées axées sur les politiques qui se concentrent explicitement sur les politiques gouvernementales, généralement dans le but de l'amélioration des politiques ou la création d'alternatives viables.²⁰⁸

Il y a deux laboratoires des idées axés sur les politiques. Les laboratoires des idées gouvernementales (*government think tanks*) sont financés par le gouvernement et

²⁰⁶ *Ibid.*, p.310.

²⁰⁷ Paul T. Hart et Ariadne Vromen. "A new era for think tanks in public policy? International trends, Australian realities", *Australian Journal of Public Administration*, vol.67, no. 2, 2008, p. 135.

²⁰⁸ *Ibid.*, p. 136

la plupart des gouvernements ont ce genre de laboratoires des idées pour l'articulation, la discussion, la délibération et la légitimation des politiques spécifiées au cours du processus des discours de coordination. Les laboratoires des idées pour la promotion des politiques (*policy advocacy think tanks*) sont des instituts financièrement connectés, qui ont tendance à consacrer leur attention à la commercialisation et à la production des idées. Par exemple, en Australie, il existe des institutions telles que *the Australian Strategic Policy Institute and the Australian Institute of Health and Welfare*. Ils ont une plus grande autonomie dans la façon dont ils mènent leurs recherches. Leurs rapports sont pris au sérieux en tant que contribution à la connaissance et la prise de décision, mais en même temps, le gouvernement influence leurs priorités stratégiques et leurs plans de travail annuels.²⁰⁹

Par conséquent, nous pouvons conclure que l'objectif principal de ces acteurs est d'avoir le consentement du grand public afin d'adopter les politiques en vigueur. Ils légitiment les politiques en fournissant la contribution du grand public des citoyens et des électeurs au processus de discours de communication.²¹⁰ Après avoir assuré le consentement du grand public, il est possible d'étudier les capacités des acteurs en examinant les prédispositions idéelles et les capacités discursives. Étant donné que ces acteurs peuvent créer des ambiguïtés constructives dans le domaine de la politique publique et légitimer cette ambiguïté constructive avec l'aide du discours de communication, leurs prédispositions idéelles et capacités discursives deviennent cruciales.

3. L'analyse des agents

Nous pouvons résumer les différentes approches du néo-institutionnalisme avec la phrase suivante : les actions dans les institutions se conforment à la logique de calcul pour les néo-institutionnalistes de choix rationnel, à la logique d'adéquation qui est basée

²⁰⁹ **ibid.**

²¹⁰ Schmidt, "Discursive institutionalism...", p.310.

sur la norme pour la plupart pour les néo-institutionnalistes sociologiques et à la logique de la dépendance au chemin emprunté qui est basée sur l'histoire pour les néo-institutionnalistes historique. Cependant, ces trois néo-institutionnalismes insistent trop sur l'agence sans la structure et ils prétendent que les agents sont pour la plupart fixés et ne peuvent pas se comporter de la façon dont ils le désirent en termes de normes. Schmidt pose la question « si tout le monde suit les règles, comment expliquer le changement institutionnel? » et affirme que les trois néo-institutionnalismes considèrent les acteurs comme « irréfléchis ». ²¹¹ Par conséquent, certaines des différences entre les néo-institutionnalismes et le néo-institutionnalisme discursif se trouvent sur les principes de base.

Comme le néo-institutionnalisme discursif perçoit les institutions comme des entités dynamiques, on pense que les agents dans ces institutions ont non seulement les prédispositions idéelles mais aussi les capacités discursives à travers lesquelles ils peuvent modifier ou maintenir leurs institutions selon une logique de communication. ²¹²

a. Les prédispositions idéelles

Schmidt tente d'expliquer cette capacité de changement à l'aide du concept des prédispositions idéelles. Les institutions peuvent servir de contraintes qui empêchent les acteurs d'agir comme ils le veulent et de constructions qui sont créées et modifiées par les acteurs selon le néo-institutionnalisme discursif. Par conséquent, les acteurs ne se comportent pas conformément à la logique de calcul, d'adéquation, ou de dépendance au chemin emprunté, au contraire, ils se comportent en fonction de leurs prédispositions idéelles qui les aident à créer et à maintenir des institutions. ²¹³ Les prédispositions idéelles ne sont pas le seul processus que les acteurs utilisent dans les institutions, mais aussi les capacités discursives les aident à changer ou à maintenir leurs institutions. Cette capacité discursive représente « la logique de communication » pour le néo-

²¹¹ Schmidt, "Taking ideas...", p.15.

²¹² **Ibid.**

²¹³ Schmidt, "Discursive institutionalism...", p.314.

institutionnalisme discursif. Schmidt prétend que le néo-institutionnalisme discursif peut expliquer le changement et la continuité institutionnelle mieux que les trois néo-institutionnalismes grâce à la logique communicative, car il permet aux acteurs de penser, parler et agir, délibérer sur les règles institutionnelles même quand ils les utilisent, et de convaincre les uns les autres de changer ces institutions ou de les maintenir.²¹⁴

Les agents dans les institutions ont disposé à la fois des prédispositions idéelles et des capacités discursives. Comme John Searle l'affirme, les prédispositions idéelles comprennent les capacités humaines, les dispositions et le savoir-faire qui est la connaissance de la façon dont le monde fonctionne et comment y faire face.²¹⁵ Contrairement aux différentes approches de néo-institutionnalisme qui affirment que les agents suivent un calcul rationnel, la dépendance au chemin emprunté ou la norme adéquation, le néo-institutionnalisme discursif affirme que les agents agissent en fonction de leurs prédispositions idéelles.

L'« habitus », qui repose sur un système de dispositions réglées, et le concept de « doxa » utilisé par Bourdieu ouvre la voie aux prédispositions idéelles de Schmidt. La doxa, représente les hypothèses tacites qui sont considérées comme acquises ou le « bon sens » derrière les distinctions que nous faisons et il crée l'habitus qui conditionne les gens à voir le monde dans la voie choisie par les élites.²¹⁶ L'habitus est le principal moyen de créer ce pouvoir qui guide le comportement et la pensée. Il est la façon dont la société se dépose dans les gens sous la forme des dispositions durables ou des capacités qualifiées et des propensions structurées à penser, sentir et agir dans les moyens déterminants, ce qui ensuite les guide.²¹⁷

L'habitus est formé par des événements et des structures passées, et il façonne les pratiques et les structures actuelles et aussi, surtout, il conditionne nos perceptions.²¹⁸ En ce sens, l'habitus est créé et produit inconsciemment, « sans aucune poursuite

²¹⁴ **ibid.**

²¹⁵ **ibid.**, p.315.

²¹⁶ Pierre Bourdieu, *Distinction: A Social Critique of the Judgement of Taste*, London, Routledge, 1984 p. 471.

²¹⁷ Loïc Wacquant, "Habitus", *International encyclopedia of economic sociology*, 2005, p.316.

²¹⁸ Bourdieu, **op.c it.**, p. 170.

délibérée de la cohérence ... sans aucune concentration consciente ».²¹⁹ Par conséquent, il est important de prêter attention à l'habitus de l'interlocuteur pendant que nous essayons de créer une ambiguïté constructive parce que la perception de l'interlocuteur est en partie déterminée par les prédispositions idéelles, autrement dit, par l'habitus.

L'habitus n'est pas fixe ou permanent, et peut être modifié dans des situations inattendues ou sur une longue période historique.²²⁰ Cela nous montre en fait la difficulté de changer les idées d'une personne. Par exemple, il est vraiment difficile d'expliquer l'importance de la liberté économique, le choix des consommateurs et la croissance économique à quelqu'un qui a des tendances au socialisme. Toutefois, cela n'est pas impossible et les idées peuvent changer en raison de situations inattendues ou après de longues périodes.

Il est également possible d'étudier les prédispositions idéelles du point de vue de l'article de Robert Jervis intitulé *Hypotheses on Misperception*.²²¹ Dans la première phrase de l'article *Hypotheses on Misperception*, Jervis explique le point de départ de son hypothèse: Pour déterminer comment il va se comporter, un acteur doit essayer de prédire comment les autres vont agir.²²² Ce point nous donne assez d'information pour la création de l'ambiguïté constructive qui se repose essentiellement sur la prédiction. Un acteur doit prédire comment les autres réagiront à l'ambiguïté s'il veut que l'ambiguïté réussisse. Ceci dit, nous devons nous demander à quoi devons-nous faire attention tout en essayant de prédire la façon dont les autres pensent. Les décideurs ont tendance à adapter les informations compatibles avec leurs théories et images existantes²²³ Ceci est la première hypothèse et probablement la plus importante de Robert Jervis sur la perception erronée et cette phrase est le point de départ pour prédire ce que les autres pensent. Conformément à la définition de l'ambiguïté donnée précédemment, il devrait y avoir au moins deux interprétations d'une situation ou d'un texte. Donc, la première hypothèse est qu'il est essentiel que nous prêtions attention en ce qui concerne la

²¹⁹ **Ibid.**

²²⁰ Zander Navarro, "In search of a cultural interpretation of power: the contribution of Pierre Bourdieu." *IDS bulletin*, vol.37, no.6, 2006, p.16.

²²¹ Jervis, « **Hypothesis...**

²²² **Ibid.**, p. 454.

²²³ **Ibid.**, p. 455.

"Decision-makers tend to fit incoming information into their existing theories and images."

question de la perception. Les mots clés de cette phrase sont « théories et images existantes » qui nous amènent à la notion des « prédispositions idéelles ».

Les agents ont les prédispositions idéelles qui les font agir en conformité avec certaines règles conscientes ou inconscientes. Par exemple, si un acteur soutient les idées du néo-institutionnalisme du choix rationnel il agit probablement en conformité avec la logique du calcul rationaliste. Si nous savons que cet acteur soutient les idées du néo-institutionnalisme du choix rationnel nous allons essayer de créer l'ambiguïté constructive aussi efficacement que possible, car elle nous permet de prédire comment il va réagir à l'ambiguïté. Tandis que Jervis explique les détails de la première hypothèse, il affirme qu'une théorie aura un plus grand impact sur l'interprétation d'un acteur si le niveau de l'ambiguïté est élevé.²²⁴ Par conséquent, si nous maintenons le niveau de l'ambiguïté constructive trop élevé, l'autre acteur va probablement dépendre de ses prédispositions idéelles ou de ses théories et images existantes.

La deuxième hypothèse sur une perception erronée soutient en effet la première : Les chercheurs et les décideurs ont tendance à être trop dépendants de la vue établie et trop fermée aux informations nouvelles, plutôt que d'être trop disposés à modifier leurs théories.²²⁵ En fait, ceci est le résultat du fait d'avoir des théories de base à l'esprit. Lorsque les acteurs sont informés même avec une confirmation partielle de leurs théories ou images préalables, ils reconnaissent leur véracité ce qui signifie qu'ils ont tendance à établir prématurément leurs théories et attentes.²²⁶ Tout en créant une ambiguïté constructive, il est important d'agir conformément à cette hypothèse qui présume que l'autre acteur peut être fortement lié à ses théories permettra à l'acteur qui crée une ambiguïté constructive de manipuler la situation comme il le souhaite.

Une autre hypothèse que Jervis suggère est qu'il y a une tendance générale pour les décideurs de concevoir d'autres Etats comme plus hostiles qu'ils ne le sont réellement. Cet argument soutient la première hypothèse sur les théories de base d'un acteur. Toutefois, cela est non seulement un argument à l'appui, mais aussi une

²²⁴ **ibid.**

²²⁵ **ibid.**, p. 459

"Scholars and decision-makers are apt to err by being too wedded to the established view and too closed to new information, as opposed to being too willing to alter their theories."

²²⁶ **ibid.**

déclaration généralement acceptée par presque tous les Etats et les acteurs. Le système international est anarchique ce qui signifie qu'il n'y a pas de hiérarchie dans le système. Par conséquent, tous les Etats dans le système peuvent représenter une menace possible pour votre Etat et vous devez assurer la sécurité suffisante afin de survivre.

Si nous nous concentrons sur les prédispositions idéelles tout en examinant comment un agent agit, nous sous-estimons l'importance des capacités discursives, qui sont la capacité des agents à réfléchir et à parler en dehors des institutions dans lesquelles ils continuent à agir. Nous avons mentionné ce que Searle et Bourdieu pensent à propos des prédispositions idéelles et quelle définition ils en donnent. En outre, ils considèrent que l'utilisation de la langue est importante dans les institutions et affirment que le changement institutionnel peut être non seulement inconscient quand les agents commencent à utiliser les institutions différemment, mais aussi il peut être conscient quand ils décident de les utiliser différemment.²²⁷

b. Les capacités discursives

Bourdieu prétend que la vision du monde des élites qui dominent l'Etat crée l'*habitus* qui conditionne les gens à voir le monde à la manière des élites.²²⁸ Foucault affirme qu'il est impossible d'échapper à la domination intellectuelle des gens puissants. Tous les deux se sont concentrés sur les influences intellectuelles des élites ou des gens puissants en public. En même temps, tandis que Searle donne la définition des prédispositions idéelles, il veut nous expliquer l'effet des élites ou les gens puissants en mettant l'accent sur la notion de savoir-faire. Tandis que ces intellectuels expliquent l'importance des prédispositions idéelles, Gramsci se concentre sur les capacités discursives qui permettent aux gens de raisonner, de débattre et de modifier les structures qu'ils utilisent et a souligné le rôle des intellectuels dans la rupture du discours

²²⁷ Schmidt, "Discursive institutionalism...", p.316.

²²⁸ **ibid.**

hégémonique.²²⁹ Donc, le message que le néo-institutionnalisme discursif essaie de nous donner est que nous pouvons remettre des agents dans le changement institutionnel en combinant les prédispositions idéelles et les capacités discursives et en expliquant le changement à l'aide de discours constructif sur les idées.²³⁰

La puissance des agents sur le changement des institutions peut voir le jour sous des formes différentes, dont l'une est de créer des ambiguïtés constructives afin d'avoir des manœuvres diplomatiques. Même s'il y a des règles, il peut y avoir des insuffisances, des incertitudes ou des ambiguïtés dans ces règles. Par conséquent, les agents peuvent faire usage de ces ambiguïtés et créer leurs propres ambiguïtés dans certaines situations. Nous avons mentionné les méthodes de la création des ambiguïtés dans le dernier chapitre et celles-ci étaient en fait les capacités discursives des agents dans les institutions. Maintenant, il est temps de passer au plan Annan afin de voir comment les agents créent des ambiguïtés constructives et comment nous pouvons décoder ces ambiguïtés à l'aide du néo-institutionnalisme discursif.

²²⁹ **ibid.**

²³⁰ **ibid.**

CHAPITRE II

L'AMBIGUITE CONSTRUCTIVE A OBJECTIF IDEALISTE :

LE PLAN ANNAN

“This plan is inevitably a compromise. It does not satisfy everyone’s demands. But I believe it meets the core interests, and addresses the key concerns, of people on both sides. Let us be clear. The choice is not between this settlement plan and some other magical, mythical solution. In reality, the choice is between this settlement and no settlement.”²³¹ C'était le commentaire du secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, qui était responsable de la création et de la rédaction du plan appelé par son nom « Annan » visant à résoudre la question de Chypre. Il était d'accord avec l'idée que le plan Annan ne résout pas tous les problèmes des parties à Chypre, mais il peut être le milieu d'entente où les deux parties peuvent se retrouver et trouver ainsi un compromis. Il était conscient du fait que ce plan n'était pas une grande réponse à tous les problèmes parce qu'il était conscient du fait que les deux interlocuteurs de ce plan, les Chypriotes grecs et les Chypriotes turcs, avaient deux perspectives totalement différentes.

Même s'il est très difficile de réaliser un compromis entre les deux communautés, il existe des probabilités pour les concilier sur un terrain d'entente, dont l'une est de créer des ambiguïtés constructives. Le plan Annan a été rédigé avec le

²³¹ “Remarks at the closing of the Cyprus Talks By Secretary-General by Kofi Annan on March 31”, Bürgenstock, Suisse, disponible sur http://www.hri.org/docs/annan/Statement_by_Secretary_General_March_31.pdf.

principe de l'ambiguïté constructive qui est l'acrobatie terminologique afin d'éviter un conflit direct et de permettre aux acteurs de percevoir et de considérer l'accord comme la première étape pour atteindre leurs propres objectifs ultimes.²³² Même si Kofi Annan a œuvré pour créer cette ambiguïté constructive non seulement en comptant sur ses prédispositions idéelles mais aussi en utilisant ses capacités discursives afin de trouver un milieu d'entente entre les Chypriotes grecs et les Chypriotes turcs, le plan a échoué parce que les Chypriotes grecs ont rejeté le plan par 76% tandis que les Chypriotes turcs l'ont approuvé par 65%. À ce stade, la question qui se pose est la suivante : Pourquoi l'ambiguïté constructive dans le plan ne fonctionne pas pour les Chypriotes grecs alors qu'elle semblait fonctionner pour les Chypriotes turcs ?

Pour prouver que le plan Annan est construit en suivant le principe de l'ambiguïté constructive et également pour répondre à la question posée ci-dessus, nous proposons d'utiliser le cadre analytique du néo-institutionnalisme discursif afin de décoder l'ambiguïté constructive dans le plan Annan. Le contenu substantiel des idées et les interactions discursives ont une grande importance pour rendre l'ambiguïté publique afin d'avoir le soutien du grand public. Il semble que ce mécanisme a travaillé pour le côté turc, mais cela n'a pas fonctionné pour le côté grec. Tout au long de ce travail, nous avons mis l'accent sur l'importance de l'information sur les expériences et l'arrière-plan pour l'ambiguïté constructive, il est donc essentiel de comprendre le contexte historique du différend entre les Turcs et les Grecs afin de comprendre les points principaux du plan Annan. L'ambiguïté constructive et les expériences des parties forment la partie sur le discours de coordination dans le cadre des interactions discursives et cette partie constitue l'objectif principal de ce travail.

La résolution du conflit chypriote est une question difficile qui ne peut être niée par personne. La Turquie et la Grèce sont les acteurs principaux du conflit. Outre ces deux pays, le Royaume-Uni est l'une des puissances garantes afin de résoudre ce problème.²³³ En outre, l'Organisation des Nations Unies a été impliquée dans le processus de résolution du conflit à la demande du Royaume-Uni depuis le 15 Février

²³² Neophytos Loizides, *Designing Peace: Cyprus and Institutional Innovations in Divided Societies*, Pennsylvania, University of Pennsylvania Press, 2015, p.30.

²³³ Traité de garantie signé à Nicosie le 16 août 1960, http://www.mfa.gr/images/docs/kypriako/treaty_of_guarantee.pdf, date d'accès le 3 Mai 2016.

1964.²³⁴ « La Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre (UNFICYP) a été créée en 1964 afin de prévenir toute reprise des combats entre les communautés chypriote grecque et chypriote turque. Depuis les événements de 1974, les responsabilités de la mission ont été élargies. L'UNFICYP demeure sur l'île afin de surveiller les lignes de cessez-le-feu et la zone tampon, d'entreprendre des activités humanitaires et d'appuyer les missions de "bons offices" du Secrétaire général de l'ONU. »

L'intervention de l'Organisation des Nations Unies dans le conflit chypriote est directement liée au Contenu Substantiel des Idées, qui est expliquée de manière détaillée dans le chapitre précédent, dans laquelle il existe trois parties: « politiques publiques », « programmes ou paradigmes politiques », et « normes et philosophies fondamentales ». La philosophie derrière la résolution du problème de Chypre peut être expliquée comme une approche idéaliste. Le programme ou paradigme politique derrière la résolution du problème de Chypre peut être évalué dans le cadre du règlement pacifique des différends. Puisque la Contenu Substantiel des Idées a été expliquée dans le chapitre précédent, nous pouvons nous concentrer sur les Interactions Discursives du plan Annan.

Selon le cadre analytique du néo-institutionnalisme discursif de Vivien Schmidt, il y a deux types de discours dans le cadre des interactions discursives: le discours de coordination et le discours de communication. Dans le discours de coordination, nous nous concentrons sur la façon dont les agents dans les institutions utilisent leurs capacités discursives. Ces capacités sont classées comme les prédispositions idéelles et les capacités discursives. Alors que les prédispositions idéelles se concentrent sur les effets de l'expérience et des connaissances d'un agent, les capacités discursives se concentrent sur les capacités d'un agent qui peut lui faire changer ou adapter les règles ou les lois. À ce stade, nous voyons qu'un agent peut utiliser des ambiguïtés constructives en faisant usage des imperfections dans les lois. Nous nous concentrons

²³⁴ « Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre », disponible sur <http://www.un.org/fr/peacekeeping/missions/unficyp/background.shtml>, date d'accès le 3 Mai 2016. « Le 15 février 1964, après que tous les efforts menés afin de rétablir la paix dans l'île eurent échoué, les représentants du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et de Chypre pressèrent le Conseil de sécurité d'agir sans délai. Le 4 mars 1964, le Conseil de sécurité adopta à l'unanimité la résolution 186 (1964), aux termes de laquelle il a recommandé la création de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre (UNFICYP). »

sur les acteurs qui créent des ambiguïtés constructives à des fins idéalistes telles que le règlement pacifique des différends.

A. Le discours de coordination du plan Annan

Avant de nous concentrer sur les ambiguïtés constructives dans le plan Annan créées pour trouver un milieu d'entente pour les Chypriotes grecs et turcs, nous devons connaître l'arrière-plan du conflit chypriote qui établit les prédispositions idéelles des agents impliqués dans le conflit. Le contexte historique des conflits internationaux est une partie intégrante du différend lui-même, et la compréhension que ce contexte et ses implications pour le présent et pour les principaux protagonistes dans les négociations pour un règlement est essentiel à la recherche d'une solution.²³⁵

1. Le contexte historique

Dans cette partie sur le contexte historique du problème de Chypre, la question sera examinée en trois parties : jusqu'à l'intervention en 1974, de l'intervention en 1974 à l'impasse d'une résolution du conflit et de l'implication de l'Union Européenne au Plan Annan.

a. Jusqu'à l'intervention en 1974

En 1571, la Chypre a été conquise par les Ottomans qui ont amené de nombreux colons de l'Empire; en conséquence, une population musulmane et turque a émergé ce qui constitue la base de la population chypriote turque d'aujourd'hui.²³⁶ Chypre a été gouvernée par l'Empire ottoman jusqu'en 1878. Sous la domination ottomane les Turcs

²³⁵ David Hannay, *Cyprus: The Search for a Solution*, London, IB Tauris, 2005, p.1.

²³⁶ Andrekos Varnava et Hubert Faustmann, *Reunifying Cyprus: The Annan Plan and Beyond*, London, IB Tauris, 2009, p.12.

et les Grecs de Chypre vivaient en paix et en harmonie, en dépit de leurs différences en termes d'ethnicité, de religion, de langue, de culture et de tradition communautaire.²³⁷ En 1878, la Grande-Bretagne a pris le contrôle administratif de l'île en échange du soutien de l'Empire ottoman contre les menaces russes dans les provinces orientales de la Turquie. À la fin du siècle, une partie de l'élite chypriote grecque a commencé à demander que l'île soit attachée au Royaume de Grèce, qui était devenu un Etat indépendant cinquante ans plus tôt.²³⁸ En 1914, lorsque l'Empire ottoman est entré dans la Première Guerre mondiale, Chypre a été annexée unilatéralement par la Grande-Bretagne. La Turquie a officiellement reconnu cette annexion avec la signature du Traité de paix de Lausanne en 1923. Deux ans plus tard, en 1925, la Grande-Bretagne a officiellement déclaré sa souveraineté sur l'île, qui est devenue une colonie de la couronne. L'élite chypriote grecque a augmenté les appels pour être réunie à la Grèce. En 1931, il y a eu des émeutes violentes contre les autorités britanniques, qui étaient en grande partie menées par le nationalisme grec.²³⁹

Au cours de la Seconde Guerre mondiale, les appels à l'union « *Enosis* » ne sont pas beaucoup mentionnés, mais les Chypriotes grecs ont commencé à devenir actifs sur le plan politique pour obtenir l'*enosis* après la guerre. À la fin des années 1950, les parties ont commencé à être plus actives dans leurs aspirations et il y avait des propositions et des plans infructueux au cours de cette période tels que la proposition Winster et le plan Radcliffe.²⁴⁰

À ce stade, la communauté chypriote turque a commencé à appeler pour la partition de l'île entre la Grèce et la Turquie. Ainsi, des affrontements de plus en plus violents entre les deux communautés entraînaient inévitablement des relations tendues entre la Grèce et la Turquie. Les problèmes entre ces derniers affectaient également les

²³⁷ « Cyprus in the period 1571 – 1959 », disponible sur <http://www.mfa.gov.tr/cyprus-in-the-period-1571---1959.en.mfa> date d'accès le 4 Mai 2016.

²³⁸ Varnava et Faustmann, **op. cit.**, p.12.

²³⁹ **ibid.**

²⁴⁰ **ibid.** « Les propositions Winster avaient envisagé une nouvelle constitution pour Chypre sur la base de la règle de la majorité des chypriotes grecs, mais l'autodétermination a été écartée. Dans ces circonstances, les Chypriotes grecs les avaient rejeté. Le plan Radcliffe a accordé l'autonomie interne (*internal self-rule*) à Chypre, sous l'autorité d'un parlement élu localement. Il a également reconnu un droit à l'autodétermination et avait prévu que l'autonomie gouvernementale fonctionne de façon satisfaisante. »

États-Unis parce que ces deux états étaient membre de l'OTAN et assuraient la sécurité de la frontière orientale de l'organisation. Toute confrontation au sein de l'organisation affaiblissait les cadres de l'OTAN et renforçait, en revanche, l'Union soviétique. Voilà pourquoi ce différend devait être mené à son terme sans qu'il y ait un conflit direct du point de vue des États-Unis.²⁴¹

En Décembre 1958, la Grèce et la Turquie ont décidé que le meilleur plan d'action serait de donner à Chypre l'indépendance et le gouvernement britannique et les dirigeants chypriotes l'ont accepté au début de 1959 avec les accords signés à Zurich et à Londres.²⁴² Les ministres des Affaires étrangères grec et turc, Averoff et Zorlu, ont convenu en Décembre 1958 d'entamer des négociations bilatérales. Après des séances secrètes et la consultation des deux dirigeants des deux communautés chypriotes, ils ont conclu trois documents qui ont été paraphés par chacun des premiers ministres le 11 Février 1959 à Zurich: (a) la Structure fondamentale de Chypre, (b) le Traité de garantie et (c) le Traité d'alliance entre la République de Chypre, la Grèce et la Turquie.²⁴³ Le 19 Février 1959, une conférence a eu lieu à Londres. Les premiers ministres des trois puissances ont signé un mémorandum sur la fondation du règlement final du problème de Chypre, ce qui a repris les résultats des négociations de Zurich tout en insérant un article supplémentaire dans le Traité de garantie. Le 16 Août 1960, la domination britannique sur l'île a pris fin et Chypre est devenue un État souverain et indépendant. « La Constitution du nouvel État, entrée en vigueur le jour de l'indépendance, a été élaborée pour équilibrer les intérêts des communautés chypriote grecque et chypriote turque. »²⁴⁴

La Constitution de Chypre en 1960 est difficile à classer dans l'une des définitions communément connues; ce n'est ni fédéral ni confédérale; c'était peut-être

²⁴¹ Melek Fırat et Ömer Kürkçüoğlu, "Yunanistan'la İlişkiler" dans Baskın Oran (ed.), *Türk Dış Politikası: Kurtuluş Savaşından Bugüne Olgular, Belgeler, Yorumlar, Cilt 1 1919-1980*, İstanbul, İletişim Yayınları, 2013, p. 607.

²⁴² *Ibid.*, p. 607-608.

²⁴³ Frank Hoffmeister, *Legal aspects of the Cyprus problem: Annan plan and EU accession*, Leiden, Martinus Nijhoff Publishers, 2006, p.4.

²⁴⁴ « Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre », disponible sur <http://www.un.org/fr/peacekeeping/missions/unficyp/background.shtml>, date d'accès le 4 Mai 2016.

plus proche d'une structure unitaire. Les caractéristiques de la Constitution fondamentale ont été résumées comme suit:

La République a un régime présidentiel sous un président grec et un vice-président turc. Ils ont le pouvoir exécutif, à l'exception des affaires communales, et ils ont des pouvoirs importants de veto. Le président et le vice-président ont le droit de nommer les chefs de certains bureaux principaux et les chefs des forces de sécurité. Le président et le vice-président ont un conseil des ministres des Grecs et des Turcs dans le rapport de 7:3. Un Turc tiendrait un des principaux ministères des affaires étrangères, de la défense et de la finance. Le législateur est composé dans le rapport de 7:3. Il y a des chambres séparées communautaires traitant de la religion, l'éducation, les affaires communales et les questions de statut personnel. Les services publics sont composés sur la base 7:3, mais pour une période initiale, le pourcentage pourrait être 6:4 dans les forces de sécurité. Un des chefs des trois forces de sécurité est un Turc. La cour constitutionnelle serait composée d'un Grec, un Turc et un neutre qui est le juge qui préside. Il a le pouvoir de décision finale sur les questions de discrimination et de constitutionnalité et se prononce sur les différends entre les autres organes de la république. Il y a des municipalités turques distinctes dans les cinq principales villes. L'Union avec d'autres Etats et l'indépendance séparatiste ont été mises hors la loi.²⁴⁵

Le Traité de garantie de 1959 a été conclu entre l'Etat indépendant de Chypre, la Grèce, la Grande-Bretagne et la Turquie.²⁴⁶ Chypre a entrepris de ne pas participer à l'union avec d'autres Etats ou de procéder à la partition.²⁴⁷ Les trois puissances ont garanti « l'indépendance, l'intégrité territoriale et la sécurité » de la République, ainsi que les articles fondamentaux de la Constitution.²⁴⁸ Le dernier mais non le moindre, on a

²⁴⁵ Hoffmeister, *op. cit.*, p.5.

²⁴⁶ *Ibid.*, p.6.

²⁴⁷ Traité de garantie signé à Nicosie le 16 août 1960,

http://www.mfa.gr/images/docs/kypriako/treaty_of_guarantee.pdf, date d'accès le 3 Mai 2016.

²⁴⁸ *Ibid.*

donné à la Grèce, la Turquie et la Grande-Bretagne le droit de prendre des mesures en cas de violation du traité.²⁴⁹

Le Traité d'alliance entre Chypre, la Grèce et la Turquie a fourni pour le siège tripartite et pour le stationnement de 950 soldats grecs et 650 soldats turcs sur l'île. Leur mandat était pour aider à la formation de l'armée chypriote. Cependant, il ne fait aucun doute qu'ils ont été prévus comme une assurance pour les deux communautés en ce qui concerne leur sécurité future et comme un moyen de dissuasion contre les tentatives de renouvellement éventuel des conflits renouveler le conflit.²⁵⁰

Il y a deux questions sur lesquelles nous devons nous concentrer avant de passer à l'intervention des Nations Unies dans le conflit chypriote. Les deux communautés sur l'île ont demandé d'utiliser le droit à l'autodétermination au cours de ce processus. Les dirigeants chypriotes grecs (et le gouvernement grec) ont utilisé le concept largement dans les années 1950 pour justifier l'union avec la Grèce (*Enosis*), alors que les Chypriotes turcs comptaient sur elle dans le but de la partition de l'île (*Taksim*). Cependant, ni les Chypriotes grecs ni les Chypriotes turcs ne pouvaient pas obtenir ce qu'ils voulaient parce que dans le processus de décolonisation dans les années 1960 - 1970, le droit à l'autodétermination comme prévu à l'article 1 (2) de la Charte des Nations Unies n'a jamais été appliqué à tout aucun groupe ethnique, religieux ou linguistique. Cependant, seulement la population vivant sur le territoire colonisé dans son ensemble, indépendamment du fait que cette population est ethniquement homogène ou se compose de deux ou plusieurs peuples, pouvait revendiquer des droits en vertu de cette disposition. Par conséquent, il n'y avait jamais eu un droit à l'autodétermination « *dual* » des Chypriotes grecs et les Chypriotes turcs de la même manière. Au contraire, seulement le peuple chypriote dans son ensemble aurait pu exercer le droit à l'autodétermination dans les années 1950.²⁵¹

L'attitude britannique était de trouver un milieu d'entente entre les deux parties, conformément à leur tradition de stratégie dans le domaine des affaires étrangères. John Reddaway décrit l'attitude britannique à propos de cette question comme suit:

²⁴⁹ **ibid.**

²⁵⁰ Hoffmeister, **op. cit.**, p.6.

²⁵¹ **ibid.**, p.7-8.

« La thèse était l'acceptation du principe de l'autodétermination unitaire (*enosis*). L'antithèse était l'acceptation éventuelle de l'autodétermination double (*taksim*). La synthèse était le rejet de l'auto-détermination unitaire et double (excluant *enosis* et *taksim*) et l'adoption d'une méthode différente pour la réalisation des aspirations nationales chypriotes (l'autonomie dans un cadre et la souveraineté éventuellement partagée entre la Grèce, la Turquie et la Grande-Bretagne). Les Britanniques avaient découvert qu'ils ne pouvaient pas défaire le nœud gordien. Ils n'étaient pas prêts à le couper. Finalement, ils ont décidé simplement de l'éviter en faveur d'un partenariat tripartite et de la souveraineté partagée ».²⁵²

Conformément à la formulation de la Constitution, il y avait un concept qui a été inventé pour cette situation: « bi-communalisme » ce qui signifie que les deux communautés étaient égales politiquement. Tout au long des accords Zurich / Londres en 1959 et la Constitution en 1960, le terme « communautés » a été utilisé. C'était une tentative pour caractériser les arrangements de partage du pouvoir entre les deux groupes constitutifs d'un État commun, combinées avec certains éléments de l'autonomie et avec la relation particulière à leur patrie. Ces deux questions, l'auto-détermination et le bi-communalisme, sont mentionnés ici parce qu'ils seront également mentionnés lors de l'analyse du plan Annan.

Comme nous l'avons vu dans les détails de la Constitution et les textes diplomatiques issus de conférences de Zurich et de Londres, la République de Chypre est un Etat *sui generis*.²⁵³ Même si l'Etat a été désigné comme indépendant, souverain et unitaire dans le traité d'établissement, la République de Chypre n'a pas eu le droit de modifier sa constitution, et a reconnu la présence de la puissance britannique sur l'île dès le début ce qui signifie que la République n'a pas été indépendante, souveraine et unitaire du tout.²⁵⁴ Il n'était pas vraiment facile de mettre la Constitution de la République en vigueur dans un cadre où il existait deux côtés opposés qui ne

²⁵² **ibid.**, p.7.

²⁵³ C'est un terme latin de droit, signifiant « de son propre genre »

²⁵⁴ Firat et Kürkçüoğlu, **op. cit.**, p. 613.

s'entendaient pas bien l'un avec l'autre. L'Organisation des Nations Unies explique le déroulement de l'intervention:

« Dès les premiers jours de la République, l'application des articles de la Constitution se révéla difficile et engendra une succession de crises constitutionnelles qui firent monter la tension entre les dirigeants des deux communautés, provoquèrent une explosion de violence le 21 décembre 1963. Le 27 décembre, le Conseil de sécurité se réunit afin d'examiner la plainte émise par Chypre contre la Turquie, accusée d'ingérence dans les affaires intérieures de Chypre et d'agression. La Turquie a quant à elle déclaré que les dirigeants chypriotes grecs avaient essayé depuis plus de deux ans de supprimer les droits de la communauté chypriote turque et a rejeté toute accusation d'agression portée contre elle. Le 4 mars 1964, le Conseil de sécurité adopta à l'unanimité la résolution 186²⁵⁵, aux termes de laquelle il a recommandé la création de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre (UNFICYP).²⁵⁶ La Force a été établie au niveau opérationnel le 27 mars 1964. »²⁵⁷

Le 15 Janvier 1964 à la conférence de Londres, Rauf Denktaş qui a été le dirigeant de la République turque de Chypre nord (RTCN) du 20 juin 1976 au 17 avril 2005 a énoncé que les opinions de la partie turque qui sont devenues la thèse officielle de la Turquie dès maintenant: La solution en 1960 ne fournissait pas la sécurité de la communauté chypriote turque, donc la seule solution chypriote dans ce cadre est le fait que l'Etat fédéral qui est géographiquement séparé et dans lequel l'échange de la population est réalisé devrait être établie.²⁵⁸ Au cours de cette période, tandis que la Turquie a envisagé de faire une intervention militaire dans l'île, une lettre du Président

²⁵⁵ La Résolution 186 du Conseil de Sécurité des Nations Unies, le 4 Mars 1964, disponible sur [http://www.un.org/fr/documents/view_doc.asp?symbol=S/RES/186\(1964\)](http://www.un.org/fr/documents/view_doc.asp?symbol=S/RES/186(1964)).

²⁵⁶ Pour plus d'informations sur la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre voir les résolutions 187, 192, 193, 194 et 198 du Conseil de Sécurité des Nations Unies.

²⁵⁷ «Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre », disponible sur <http://www.un.org/fr/peacekeeping/missions/unficyp/background.shtml> date d'accès le 4 Mai 2016.

²⁵⁸ Melek Fırat, "Yunanistan'la İlişkiler" dans Baskın Oran (ed.), *Türk Dış Politikası: Kurtuluş Savaşından Bugüne Olgular, Belgeler, Yorumlar, Cilt 1 1919-1980*, İstanbul, İletişim Yayınları, 2013, p.724.

américain Lyndon B. Johnson est arrivée et qui allait changer le cours de la politique étrangère turque.²⁵⁹ La Turquie était sur le point d'envahir l'île quand le président américain a déclaré que les Etats-Unis étaient contre une invasion possible et a déclaré que l'OTAN ne serait pas venue en aide à la Turquie malgré l'Article 5 si une invasion de Chypre conduisait à un conflit avec l'Union soviétique.²⁶⁰ Ainsi, la Turquie a renoncé à intervenir à Chypre après cette lettre.

A la suite d'une menace turque d'intervenir militairement à Chypre, Washington a lancé une initiative indépendante avec Dean Acheson. Il était un homme d'État et avocat américain. Il a joué un rôle central dans la spécification de la politique étrangère américaine pendant la guerre froide comme le secrétaire d'État des États-Unis. Il a aidé à designer le plan Marshall et il a été un acteur clé dans le développement de la doctrine Truman et à la création de l'OTAN. Celui-ci a présenté un plan pour unir Chypre avec la Grèce. En contrepartie de cela, la Turquie recevrait une base militaire souveraine et les Chypriotes turcs recevraient également les droits des minorités. Makarios a rejeté la proposition. Il a fait valoir qu'une base turque souveraine sur l'île était une limitation à l'*enosis* et donnerait à Ankara un droit de parole trop important dans les affaires intérieures de l'île. Après plusieurs autres tentatives pour parvenir à un accord, les États-Unis ont finalement été contraints de renoncer à leur effort.²⁶¹

b. De l'intervention en 1974 à l'impasse d'une résolution du conflit

Après le premier essai d'intervention de la Turquie dans l'île, l'intervention en 1974 fut probablement le tournant essentiel du différend chypriote. Toutefois, afin de comprendre pourquoi la Turquie est intervenue dans l'île, il est important de connaître le coup d'Etat chypriote mené par la Garde nationale chypriote et la junte militaire grecque

²⁵⁹ Lyndon B. Johnson, et Ismet Inonu. "President Johnson and Prime Minister Inonu: Correspondence between President Johnson and Prime Minister Inonu, June 1964, as Released by the White House, January 15, 1966." *Middle East Journal*, vol. 20, no. 3, 1966, p.386-93, disponible sur <http://www.jstor.org/stable/4324028>.

²⁶⁰ Tazun Bahcheli, *Cyprus in the Politics of Turkey since 1955*, dans Norma Salem (ed.), *Cyprus: A Regional Conflict and its Resolution*, London, The Macmillan Press Ltd, 1992, p.65.

²⁶¹ Varnava et Faustmann, *op. cit.*, p.14.

de 1967-1974.²⁶² Le 15 Juillet 1974, des comploteurs ont évincé le Président Makarios III et l'ont remplacé par un nationaliste et pro-Enosis Nikos Sampson comme dictateur, ce qui a conduit à la formation d'un régime décrit comme un régime fantoche.²⁶³ L'objectif du coup d'Etat était l'annexion de l'île par la Grèce et la réalisation du rêve de l'*enosis*. Quand les nouvelles ont été entendues par Ankara, le Conseil de sécurité nationale a été convoqué et a déclaré « ceci est une intervention grecque. L'ordre constitutionnel dans l'île a été mis à bas et un gouvernement militaire illégitime est apparu. Par conséquent, la Turquie considère cette situation comme une violation des traités et des garanties ».²⁶⁴

La Turquie est intervenue à Chypre le samedi 20 juillet 1974. Les troupes lourdement armées ont débarqué sur la côte nord et rencontré la résistance des forces grecques et chypriotes grecques.²⁶⁵ Ankara a dit défendu qu'il invoquait son droit en vertu du Traité de garantie pour protéger les Chypriotes turcs et garantir l'indépendance de Chypre.²⁶⁶ En effet, il est possible de prétendre que cette intervention était une intervention humanitaire afin d'assurer la sécurité de la population turque de l'île.²⁶⁷

La première série de pourparlers de paix a eu lieu à Genève, en Suisse entre 25 et 30 Juillet 1974. James Callaghan, le ministre britannique des Affaires étrangères, a convoqué une conférence des trois puissances garantes. Là, on a publié une déclaration disant que la zone d'occupation turque ne devrait pas être étendue, que les enclaves turques devraient être immédiatement évacuées par les Grecs, et qu'une autre conférence devrait se tenir à Genève avec les deux communautés chypriotes présentes pour restaurer la paix et ré-établir un gouvernement constitutionnel.²⁶⁸ Alors que la deuxième

²⁶² Pour plus d'informations voir: William Mallinson, *Cyprus: A Modern History*, I.B. Tauris, London, 2005, p. 47-52 et Clement Dodd, *The History and Politics of the Cyprus Conflict*, Palgrave Macmillan, 2010, p. 91-109.

²⁶³ C'est une expression péjorative pour un gouvernement qui — bien que formellement autochtone et issu du peuple — doit son existence à un pouvoir plus puissant, fréquemment étranger, qui lui dicte son action et dont il défend les intérêts.

²⁶⁴ Firat, **op. cit.**, p.741.

²⁶⁵ Pour plus d'informations voir les résolutions 353 et 354 du Conseil de Sécurité des Nations Unies.

²⁶⁶ Christos Kassimeris, "Greek response to the Cyprus invasion", *Small Wars & Insurgencies*, vol.19, no.2, 2008, p.258.

²⁶⁷ Füsün Türkmen, "Cyprus 1974 revisited: Was it humanitarian intervention?", *Perceptions: Journal of International Affairs*, vol.10, no.1, 2005, p.68.

²⁶⁸ William Mallinson, *Cyprus: A Modern History*, I.B. Tauris, London, 2005, p. 83-84.

conférence de Genève a rencontré le 14 Août 1974 la sympathie internationale (qui était avec les Turcs dans leur première attaque) cette sympathie se tournait vers la Grèce maintenant qu'elle avait restauré la démocratie. Lors de la deuxième série de pourparlers de paix, la Turquie a exigé que le gouvernement chypriote accepte son plan pour un état fédéral, et le transfert de la population. Lorsque le Président par intérim chypriote Clerides a demandé 36 à 48 heures afin de consulter Athènes et les dirigeants chypriotes grecs, le ministre turc des Affaires étrangères a rejeté Clerides et a affirmé que Makarios et d'autres voulaient gagner du temps.

Le Ministre turc des Affaires étrangères, Turan Güneş, avait dit au Premier ministre Bülent Ecevit, « Quand je dis 'Ayşe devrait aller en vacances' (Ayşe Tatile Çıksın), cela signifiera que nos forces armées sont prêtes à entrer en action. » Une heure et demie après la fin de la conférence, Turan Güneş a appelé Ecevit et dit la phrase codée. Le 14 Août, la Turquie a lancé sa « deuxième opération paix », qui a finalement abouti à l'intervention turque de 40% de l'île.²⁶⁹ Le Conseil de sécurité des Nations Unies a contesté la légalité de l'action de la Turquie, parce que l'article quatre du traité de garantie donnait le droit aux garants de prendre des mesures dans le seul but de rétablir la situation. Le lendemain de l'intervention de la Turquie ; cependant, la souveraineté et l'intégrité territoriale de la République n'ont pas été sauvegardées, mais s'est produit l'effet inverse: la partition *de facto* de la République et la création d'une entité politique séparée dans le nord. Le 13 Février 1975, la Turquie a déclaré que les zones occupées de la République de Chypre serait un « Etat fédéré turc », et la communauté internationale l'a universellement condamné.²⁷⁰

Les Chypriotes grecs avaient perdu le contrôle d'un tiers de ce qu'ils considéraient comme leur pays. Ils étaient déterminés à récupérer au moins une partie du territoire perdu. En outre 165.000 réfugiés chypriotes grecs avaient abandonné leur propriété dans le nord et se trouvaient sans ressources; les gouvernements chypriotes grecs successifs, quant à eux, ils ont montré leur détermination pour obtenir cette

²⁶⁹ Pour plus d'informations voir les résolutions 357, 358, 359, 360 et 361 du Conseil de Sécurité des Nations Unies.

²⁷⁰ La Résolution 367 du Conseil de Sécurité des Nations Unies, le 12 March 1975.

propriété.²⁷¹ Ces revendications de propriété ont finalement été portées par les Chypriotes grec devant la Cour européenne des droits de l'homme, où le premier procès²⁷² a été gagné en 1998.²⁷³

L'intervention de Chypre en 1974 a été le début d'une nouvelle ère dans la résolution du conflit chypriote. « Le Conseil de sécurité a élargi le mandat de l'UNFICYP afin que la Force puisse surveiller le cessez-le-feu de facto déclaré le 14 août 1974 ainsi que la zone tampon entre les lignes de la Garde nationale de Chypre et des forces turques et chypriotes turques. »²⁷⁴ L'île a été divisée de facto en deux parties, ce qui est la solution pour la Turquie, en effet. En outre, au cours des processus de règlement avant le Plan Annan, la situation après 1974 a été prise pour acquise, pas la situation de 1960.

Le 9 Août 1980 les négociations entre les deux parties ont commencé encore une fois. Tandis que la partie turque proposait un État fédéral comprenant deux communautés et deux zones, la partie grecque a accepté l'idée de deux communautés, mais n'était pas d'accord avec l'idée de deux zones.²⁷⁵ En outre, il y avait des désaccords sur les pouvoirs compétences des États fédérés, de sorte que les négociations ont échoué. En raison de cet échec, les deux États avaient mis l'accent sur leur politique intérieure. En 1983, la RTCN a été créée : c'est un État auto-proclamé qui comprend la partie nord-est de l'île.

²⁷¹ Murat Metin Hakkı, "Property wars in Cyprus: the Turkish position according to international law", *The International Journal of Human Rights*, vol. 15, no. 6, 2011, p. 847-848.

²⁷² Loizidou contre la Turquie est un cas juridique concernant les droits des réfugiés qui souhaitent retourner dans leurs propriétés anciennes. La Cour européenne des droits de l'homme a déclaré que Mme Titina Loizidou, et par conséquent tous les autres réfugiés, ont le droit de revenir à leurs propriétés anciennes. La CEDH a estimé que la Turquie avait violé les droits de Mme Loizidou, qu'elle devrait être autorisée à rentrer chez elle et que La Turquie devrait payer un dédommagement.

Pour plus d'informations voir

https://search.coe.int/cm/Pages/result_details.aspx?ObjectID=0900001680504f23

²⁷³ Hannay, **op. cit.**, p.6.

²⁷⁴ En l'absence d'un règlement politique à la question de Chypre, le mandat de la Force a été régulièrement prorogé et s'est maintenue sur l'île afin de surveiller les lignes de cessez-le-feu et la zone tampon, d'entreprendre des activités humanitaires et d'appuyer les missions de bons offices du Secrétaire général de l'ONU.

Pour plus d'informations voir <http://www.un.org/en/peacekeeping/missions/unficyp/background.shtml>

²⁷⁵ Melek Fırat, "Yunanistan'la İlişkiler" dans Baskın Oran (ed.), *Türk Dış Politikası: Kurtuluş Savaşından Bugüne Olgular, Belgeler, Yorumlar, Cilt 2 1980-2001*, İstanbul, İletişim Yayınları, 2010, p.106.

En Janvier 1992, Boutros Boutros-Ghali a repris comme Secrétaire général de l'ONU. Il a travaillé sur une série d'idées (*the set of ideas*) et, en Avril 1992, il a présenté au Conseil de sécurité une esquisse de plan pour la création d'une fédération bizonale et bicommunautaire qui interdirait toute forme de partition, la sécession ou l'union avec un autre Etat. Tandis que les Chypriotes grecs l'ont accepté comme une base de négociation, le Président Denktaş a refusé d'engager des discussions sur ce plan et a critiqué encore le Secrétaire général pour avoir outrepassé son autorité. En réponse, le dirigeant chypriote turc a demandé des pourparlers directs avec les Chypriotes grecs, sans participation de l'ONU. L'offre a été rejetée. Quand il est revenu à la table, le dirigeant chypriote turc se plaignait que les propositions ne reconnaissent pas sa communauté. En Novembre, Ghali a interrompu le processus. Bien que la partie chypriote turque ait accepté 91 des 100 propositions, la réticence de Denktaş à engager des pourparlers signifiait que de nouveaux progrès étaient irréalisables.²⁷⁶

c. De l'implication de l'Union Européenne au plan Annan

L'Union européenne est intervenue dans le conflit chypriote, car cela pouvait être l'une des meilleures façons d'être une puissance efficace dans la politique mondiale ce qui a fait du problème de Chypre une question internationale, y compris les acteurs tels que l'ONU, la Grande-Bretagne, les Etats-Unis.²⁷⁷ Afin d'être un acteur déterminant dans la résolution du différend sur Chypre, l'Union européenne envisageait la Turquie comme principal interlocuteur de la partie turque. Le 3 Juillet 1990, les Chypriotes grecs ont demandé leur adhésion à l'UE ce qui a donné une dimension totalement nouvelle au différend. Trois ans plus tard, la Commission européenne a affirmé son accord au sujet de la proposition des Chypriotes grecs.

Jusqu'à présent, nous avons mis l'accent sur les événements importants qui nous fournissent des informations d'arrière-plans pour comprendre le contexte historique

²⁷⁶ Varnava et Faustmann, *op. cit.*, p.19.

²⁷⁷ Fırat, "Yunanistan'la İlişkiler" dans Baskın Oran (ed.), *Türk Dış Politikası: Kurtuluş Savaşından Bugüne Olgular, Belgeler, Yorumlar, Cilt 2 1980-2001*, p.452-453.

aboutissant à la formation du plan Annan. Ceci dit, il semble important d'aborder également les événements qui touchent directement ou indirectement le processus de préparation du plan Annan.

Il y avait de nombreux conflits ou différends internationaux dans le monde et les États-Unis comme le gendarme du monde ont dû faire face à ces problèmes dont l'un est le différend chypriote. Le 4 Juin 1997, le Président américain Bill Clinton a désigné l'Ambassadeur Richard Holbrooke²⁷⁸ comme émissaire spécial à Chypre.²⁷⁹ Quand il a été nommé à cette position, il faisait déjà plus de trois ans que les deux parties n'avaient pas négocié. Elles se sont réunies afin d'examiner un plan présenté par l'Organisation des Nations Unies. Cependant, ce plan a échoué encore une fois.

Le 15 Juillet 1997, la Commission de l'UE n'a pas mis la Turquie sur la liste des nouveaux membres candidats susceptibles de devenir membres à part entière, mais elle a mis Chypre sur cette liste. Après cette décision, le gouvernement turc a montré sa nouvelle attitude envers le problème : le début d'un processus d'intégration avec la RTCN. Aussi, Denktaş a trouvé une nouvelle thèse lors de sa rencontre avec Klerides à New York : la négociation devait être effectuée dans le cadre d'une fédération en apparence, mais une confédération « lâche » dans la réalité.²⁸⁰ Le 12 Décembre 1997, le Conseil européen a décidé de convoquer des conférences intergouvernementales bilatérales au printemps de 1998 pour entamer des négociations avec 10 pays y compris Chypre pour l'adhésion à l'Union.²⁸¹

²⁷⁸ Il est le négociateur en chef des Accords de paix de Dayton qui sont considérés comme ayant l'ambiguïté constructive.

²⁷⁹ « Clinton Appoints Holbrooke as His Special Envoy for Cyprus », disponible sur <http://www.nytimes.com/1997/06/05/world/clinton-appoints-holbrooke-as-his-special-envoy-for-cyprus.html> date d'accès le 10 Juin 2016.

²⁸⁰ Firat, "Yunanistan'la ilişkiler" dans Baskın Oran (ed.), *Türk Dış Politikası: Kurtuluş Savaşından Bugüne Olgular, Belgeler, Yorumlar, Cilt 2 1980-2001*, p.475.

²⁸¹ « Luxembourg European Council 12 And 13 December 1997 Presidency Conclusions », disponible sur http://www.europarl.europa.eu/summits/lux1_en.htm date d'accès le 8 Mai 2016

« L'adhésion de Chypre devrait bénéficier à toutes les communautés et concourir à la paix civile et à la réconciliation. Les négociations d'adhésion contribueront de manière positive à la recherche d'une solution politique au problème chypriote à travers des pourparlers sous l'égide des Nations Unies qui doivent se poursuivre en vue de la création d'une fédération bicommunautaire et bizonale. Dans ce contexte, le Conseil européen demande que la volonté du gouvernement de Chypre d'inclure des représentants de la communauté chypriote turque dans la délégation pour les négociations d'adhésion

2. Les acteurs dans le problème de Chypre

Les négociations de Chypre entre 1996 et 2003 ont été assez complexes elles-mêmes, mais elles ont été encore plus complexes du fait des interrelations entre les deux autres entités, l'ONU, qui se trouvait au centre en raison des efforts pour obtenir un règlement, et l'Union européenne qui a transformé le processus de l'adhésion à un facteur de motivation important pour les deux parties. Donc, ce n'était pas un différend international bilatéral classique, abordé dans le cadre des relations entre un nombre limité d'États-nations. C'était une négociation moderne, une sorte de jeu d'échecs en trois dimensions.²⁸²

*Les personnalités ne sont pas si importantes que même les personnages les plus forts et les plus dominants ne sont pas entièrement des agents libres, et que les intérêts nationaux et sectoriels, le poids de l'histoire, le flux d'événements extérieurs, ceux qui sont directement liés au problème, vont influencer le résultat beaucoup et parfois plus que les actions et les points de vue des acteurs individuels. C'était certainement le cas avec le problème de Chypre.*²⁸³

Cette anecdote, du livre *Cyprus : The Search for a solution* par David Hannay, un des rédacteurs du Plan Annan, illustre la situation à Chypre d'une manière absolue. L'effet du contexte historique a été si profond sur les parties au différend que le conflit n'a pas encore été résolu. Afin de comprendre les effets du contexte historique sur les acteurs, nous allons nous concentrer sur les quatre principaux acteurs du processus de négociation: Les Chypriotes grecs, les Chypriotes turcs, la Grèce et la Turquie.

Les deux dirigeants des Chypriotes grecs et les Chypriotes turcs sont les véritables acteurs dans les négociations. Du côté de la Grèce, quel que soit le personnage et son affiliation politique, le rôle du ministre des Affaires étrangères dans la détermination de la politique de Chypre était considérable. Cependant, tandis que les

soit suivie d'effet. Afin que cette demande soit suivie d'effet, les contacts nécessaires seront entrepris par la Présidence et la Commission. »

²⁸² Hannay, **op. cit.**, p.9.

²⁸³ **ibid.**, p.10.

acteurs étaient presque clairs pour ces trois parties, ni la politique de la Turquie sur Chypre, ni ses acteurs dans les négociations n'étaient claires.²⁸⁴

Le Président des Chypriotes grecs était Glafcos Clerides dont les pouvoirs et l'influence étaient plus importants que dans presque tout autre Etat démocratique dans le monde, parce que le président a été élu pour cinq ans; qu'il n'y avait pas de limite au nombre de fois où il pourrait être réélu; qu'il n'avait pas de vice-président; qu'il n'avait pas de Premier ministre; qu'il était la norme à gouverner sans majorité à l'Assemblée; qu'il a été le négociateur pour le problème de Chypre.²⁸⁵ De plus, il avait une équipe de négociation, dont les membres étaient Alecos Markides, Pantelis Kouros, Ioannis Kasoulides, George Vassiliou, Michalis Papapetrou. Tassos Papadopoulos était président avant que les négociations ne se terminent. Il avait la réputation d'un *rejectionist*. À plusieurs reprises, il a essayé d'expliquer de toute évidence qu'il rejeterait le plan Annan; et conformément à ses objectifs cependant, il a fait des commentaires publics visant un public national pour le rejet du plan Annan.²⁸⁶

Le principal négociateur pour la partie chypriote turque était Rauf Denktas qui avait été président pendant les 20 dernières années avant les négociations. Il semblait que sa propre solution préférée était que le nord de Chypre devrait faire partie de la Turquie.²⁸⁷ Par conséquent, les Chypriotes grecs craignaient que son but ultime ne fût la sécession.

Le côté grec des négociations a été celui qui a été le moins directement engagé dans le processus de la résolution de ce conflit. En raison du contexte historique entre les Chypriotes grecs et la Grèce, ce pays a été impliqué dans les négociations. Le Premier ministre grec pendant la période de ces négociations était Constantinos Simitis.

Nous pouvons préciser les acteurs de ces trois parties facilement; mais, il est impossible de préciser clairement les acteurs concernés par le conflit chypriote dans la politique turque. Au cours des négociations entre 1996 et 2003, les gouvernements successifs (du gouvernement 52^e au 59^e) de la Turquie a été l'objet des coalitions

²⁸⁴ **ibid.**

²⁸⁵ **ibid.**, p.13.

²⁸⁶ **ibid.**

²⁸⁷ **ibid.**

fracturées entre les partis politiques ayant des perceptions différentes sur tous les sujets. Donc, il était vraiment difficile pour eux d'avoir une politique stable sur Chypre. Mais, au cours de la phase cruciale des négociations à la fin de ladite période, le parti AKP était en poste comme un gouvernement de parti unique avec deux premiers ministres successifs, Abdullah Gül et Recep Tayyip Erdoğan. Même si un gouvernement de parti unique semblait être un facteur important sur le chemin pour aboutir à un résultat positif du différend, cela n'a pas été le cas pour la Turquie en raison de la structure complexe de l'armée, la bureaucratie, le service diplomatique, les leaders d'opinion dans le monde académique et journalistique et *l'Etat profond*^{288, 289}. Avant le gouvernement AKP, au cours de la période de la coalition entre 1996 et 1999, Necmettin Erbakan (Le parti de la prospérité / Refah Partisi) avait pris une ligne nationaliste ; Mesut Yılmaz (Le parti de la mère patrie / Anavatan Partisi) pensait à l'extrême; cependant, Erdoğan et Gül avaient une vision différente et leur volonté d'aborder le plan Annan avec un esprit ouvert a été un développement absolument positif pour la résolution.²⁹⁰

En dehors de ces quatre acteurs principaux dans les négociations, l'ensemble du processus était sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies. En outre, l'Union européenne dont l'intervention dans la résolution du différend avait influé sur le résultat du référendum en faisant voter les grecs en faveur de non était l'autre acteur déterminant. Le principal objectif des négociations était de convoquer les parties à la table des négociations et de les consentir sur le plan. Vu le poids lourd du contexte historique et les antagonismes persistantes entre les parties, il était important de créer des ambiguïtés constructives dans le plan si on voulait donc réunir les parties autour de la table des négociations.

²⁸⁸ *L'état profond* est présumé être un groupe de coalitions anti-démocratiques au sein du système politique turc, composé d'éléments au sein des services de renseignement (nationaux et étrangers), l'armée turque, le système judiciaire, et la mafia.

²⁸⁹ Hannay, **op. cit.**, p.24.

²⁹⁰ **ibid.**

3. L'ambiguïté constructive comme une capacité discursive des agents dans le plan Annan

Il arrive parfois que les deux Etats ne veulent pas négocier directement. Dans ce cas, la technique appelée « pourparlers de proximité » peut être utilisée. C'est un processus diplomatique dans lequel un représentant agit comme intermédiaire entre deux parties opposées qui sont prêtes à participer à la même conférence mais ne veulent pas se rencontrer face à face. C'est ce qui est arrivé pendant les négociations entre Denktaş et Clerides en 1999 et 2000. Au cours de la première conférence, le Conseil européen a déclaré qu'une solution politique dans le conflit chypriote rendrait l'adhésion de Chypre à l'Union européenne plus facile. Cependant, ceci n'est pas une condition préalable à l'adhésion et une solution politique peut être seulement un facteur encourageant au cours du processus.²⁹¹ La Turquie a perçu cette déclaration comme l'un des critères pour l'adhésion à l'Union européenne, mais n'a pas rejeté l'idée car satisfaite d'avoir le statut de candidat. En même temps, cette déclaration a été considérée par les Turcs et les Chypriotes turcs accordant aux Chypriotes grecs un engagement net sur l'adhésion.²⁹² Parce que le Conseil européen exprimait son soutien aux efforts déployés par le Secrétaire général de l'ONU pour mener le processus à une conclusion réussie alors qu'il affirmait que cette décision n'est pas une condition préalable. Ce message clair pour les Chypriotes grecs était l'une des raisons politiques de voter lors du referendum contre le plan Annan. En outre, à cause de cette évolution, le conflit chypriote au lieu d'être un problème entre la Turquie et la Grèce c'est transformé en un problème entre la Turquie et l'Union européenne.

Après cinq tentatives, le 8 Novembre 2001, Denktaş a écrit une lettre à Clerides pour recommencer une nouvelle négociation et le plan Annan a vu le jour après cette

²⁹¹ Helsinki European Council 10 and 11 December 1999 Presidency Conclusions

(a) The European Council welcomes the launch of the talks aiming at a comprehensive settlement of the Cyprus problem on 3 December in New York and expresses its strong support for the UN Secretary-General's efforts to bring the process to a successful conclusion.

(b) The European Council underlines that a political settlement will facilitate the accession of Cyprus to the European Union. If no settlement has been reached by the completion of accession negotiations, the Council's decision on accession will be made without the above being a precondition. In this the Council will take account of all relevant factors.

²⁹² Hannay, *op. cit.*, p.113.

période. Tandis que les négociations entre Denktaş et Clerides se poursuivaient, l'Union européenne a déclaré qu'elle se souciait de la résolution du conflit chypriote avant les négociations d'adhésion de Chypre et puisque ce dernier devrait voir l'adhésion à l'Union comme une seule entité.

Le 11 Novembre 2002 Annan a préparé un document de 138 pages, intitulé « *Basis for Agreement on a comprehensive settlement of the Cyprus problem* » et l'a envoyé aux deux parties en demandant de répondre dans une semaine si elles pouvaient l'accepter comme une base pour les négociations finales.²⁹³ C'était la première version du plan Annan et les Chypriotes grecs s'entendaient bien sur cette version. Cependant, pour la partie turque, c'était vraiment plus compliqué parce qu'il y avait une élection en Turquie et il y avait un nouveau gouvernement à parti unique. Les Premiers Ministres ont expliqué leur volonté de négocier sur la base des propositions de M. Annan. Étant donné que la partie chypriote grecque voulait modifier quelques points, qui sont généralement des questions techniques, la deuxième version du plan est apparue avec quelques légères modifications.

Sur la troisième version du plan, l'un des changements le plus important est la question du référendum. Sur la première version de 2003, il y avait deux questions²⁹⁴ sur l'acceptation du plan et l'adhésion à l'Union européenne. Si vous avez voté pour, vous diriez « oui » aux deux questions et si vous avez voté contre, vous diriez aussi « non » aux deux questions. Les électeurs ne doivent pas répondre à ces deux questions en même temps avec cette version de 2004. Cette réalité a changé le cours du plan parce que la partie chypriote grecque pourrait prétendre qu'elle obtiendrait l'adhésion à l'Union, même si les citoyens votaient « non » lors du référendum.

²⁹³ Hoffmeister, *op. cit.*, p.117.

²⁹⁴ Do you approve the Foundation Agreement and all its Annexes, including the Constitution of Cyprus; approve the Constitution of the [Greek Cypriot/Turkish Cypriot] <component state> and the provision as to the laws to be in force for the <component state>; approve the terms of the draft Treaty between Cyprus, Greece, Turkey and the United Kingdom on matters related to the new state of affairs in Cyprus, and require the signature by the Co-Presidents of the Treaty; approve the accession of Cyprus to the European Union in accordance with the conditions of accession laid down in the draft Treaty concerning accession of Cyprus to the European Union, and require the signature and ratification by the Co-Presidents of the Treaty?

Le 22 Mars 2004, il y a eu des négociations à Bürgenstock en Suisse. La partie turque avant cette négociation a proposé un plan en trois étapes. Dans la première étape, les deux parties, les Chypriotes turcs et les Chypriotes grecs, négocieraient afin de trouver un milieu d'entente. Dans la deuxième étape, les points sur lesquels ils ne pouvaient pas s'entendre devraient être négociés entre la Grèce et la Turquie. Dans la troisième et dernière étape, l'ONU devrait remplir « les blancs » dans le plan. Après cette négociation, la quatrième et dernière version du plan Annan est apparue grâce aux Nations Unies.

a. Les questions dans le plan Annan

Les questions de négociations²⁹⁵, c'est-à-dire, le système politique, le statut de l'Etat garant, les trois libertés (la liberté de mouvement, la liberté d'établissement et le droit à la propriété), l'ajustement territorial, le renforcement militaire, les personnes déplacées et les propriétés, les immigrants et l'adhésion à l'UE et le plan Annan seront précisés conformément à la présente direction.²⁹⁶ Après les questions, nous allons examiner les ambiguïtés constructives trouvées dans le plan proposé par la tierce partie.

La communauté internationale a essayé de créer un Etat fédéral qui serait bizonale en termes de territoire et bicommunautaire en termes d'aspects constitutionnels ; basé sur l'égalité politique des deux communautés; ayant une personnalité internationale où la souveraineté est partagée entre les deux communautés.²⁹⁷ Ce sont les perspectives générales du plan. La première question sur laquelle nous devrions nous concentrer est le système politique proposé dans le plan. Traditionnellement, les deux parties ont suivi des positions maximalistes concernant les questions les plus importantes

²⁹⁵ Les interviews d'Ahmet Sözen menées à Nicosie, Ankara, Athènes, Bruxelles et Londres en 1997-98, sur les nouvelles quotidiennes des médias locaux à Chypre, en Turquie, en Grèce, ainsi que sur les médias internationaux semblent importants pour aborder les questions traitées par le Plan Annan. Voilà pourquoi cette interview est utilisée tout en expliquant les points de vue des Chypriotes grecs et turcs.

²⁹⁶ Ahmet Sözen et Kudret Özersay, "The Annan plan: state succession or continuity", *Middle Eastern Studies*, vol.43, no.1, 2007, p.128.

²⁹⁷ *Ibid.*, p.125.

du conflit chypriote. En fait, cela est la tendance de la plupart des Etats parce qu'ils se soucient de leurs intérêts nationaux. Cependant, cela ne peut pas toujours être possible. Surtout, dans ce genre de conflits, la maximisation des intérêts peut être encore plus difficile. Par conséquent, la création de l'ambiguïté constructive peut aider les deux parties à gagner, même si elles ne peuvent pas avoir le maximum d'avantages. Nous avons appelé cette situation « un jeu à somme nulle positif » ou « gagnant-gagnant ». Donc, pour une résolution réussie et durable du conflit chypriote, les deux parties doivent trouver une situation *gagnant-gagnant*, car une solution *gagnant-perdant* ne serait pas durable et conduirait à un conflit plus troublant.

Les Chypriotes grecs préféraient un Etat unitaire et une fédération forte à l'égard de la question du système politique, tandis que les Chypriotes turcs préféraient une confédération et deux Etats indépendants comme une solution pour l'avenir du système politique de l'île.²⁹⁸ En ce qui concerne les pouvoirs fédéraux, les Chypriotes grecs ont appuyé un système fédéral fort tandis que les Chypriotes turcs ont soutenu un système confédéral ou fédéral faible. En outre, les Chypriotes grecs voulaient avoir une souveraineté unique pour toute l'île, mais les Chypriotes turcs voulaient une souveraineté distincte pour chaque communauté fondée sur le droit d'auto-détermination de chaque communauté. La représentation des deux côtés a également été problématique entre les deux parties. Les Chypriotes grecs ont demandé un président chypriote grec et un vice-président chypriote turc. En outre, le nombre des personnes dans le Conseil des ministres, l'Assemblée Législative Fédérale et les institutions devrait être basé sur le ratio de la population qui est 80:20. Cependant, les Chypriotes turcs ont demandé une présidence de rotation et une représentation égale dans les institutions fédérales. Les deux parties avaient des opinions totalement différentes sur le système politique.²⁹⁹

Les Chypriotes grecs ne voulaient pas de puissances garantes dans la solution pour Chypre, car cela éliminerait le droit d'intervention unilatérale par les parties Garantes dans les affaires intérieures de Chypre en cas de conflit. Cependant, les Chypriotes turcs désiraient la poursuite de l'Accord de Garantie de 1960 comme une

²⁹⁸ Alexandros Lordos, Erol Kaymak, et Nathalie Tocci. "A People's Peace in Cyprus: Testing Public Opinion on the Options for a Comprehensive Settlement", *Centre for European Policy Studies (CEPS)*, 2009, p.10.

²⁹⁹ Sözen et Özersay, *op. cit.*, p.126.

solution au conflit chypriote. Pour la question des puissances garantes, les deux parties ont des perspectives totalement différentes.³⁰⁰

Les trois libertés mentionnées dans les pages précédentes qui représentent la liberté de circulation, la liberté de l'établissement et le droit à la propriété constituaient une autre source de différend entre les deux communautés. La partie grecque n'avait aucune dérogation sur aucune de ces trois libertés alors que la partie turque n'était pas d'accord avec cette idée. Selon les Chypriotes turcs, il devait y avoir des restrictions, mais à des niveaux différents. Par exemple, la liberté de circulation devait être gardée, mais il serait interdit aux terroristes EOKA d'entrer dans la zone turque.³⁰¹

Les deux parties n'avaient pas des idées totalement différentes sur la question de l'ajustement territorial. La partie chypriote grecque a demandé 75 à 80 % de l'île tandis que la partie chypriote turque a demandé au moins 29%. Par conséquent, la solution a été spécifiée avec le rapport Annan 72% pour la partie grecque et 28% pour la partie turque.³⁰²

Les Chypriotes grecs ont exigé que l'île soit complètement démilitarisée, à l'exception d'une petite force de police armée. De l'autre côté, les Chypriotes turcs préféraient peu ou pas de réduction du nombre de troupes turques jusqu'à ce qu'une solution définitive soit trouvée à Chypre.³⁰³

Les Chypriotes grecs ont préconisé que toutes les personnes déplacées devraient retourner dans leurs propriétés, tandis que les Chypriotes turcs préféraient que peu ou pas de personnes déplacées retournent dans leurs propriétés. Le principal problème en termes de personnes déplacées était le fait que les deux parties voulaient protéger leur territoire dans le cadre bizonal. Les Chypriotes grecs voulaient éliminer la bizonalité tandis que les Chypriotes turcs voulaient maintenir et renforcer la bizonalité à Chypre en principe et dans la pratique.³⁰⁴

³⁰⁰ **ibid.**

³⁰¹ **ibid.**, p.127-128.

³⁰² **ibid.**, p.130.

³⁰³ **ibid.**, p.127-128.

³⁰⁴ **ibid.**, p.128.

Les Chypriotes grecs ont exigé que tous les immigrés turcs quittent Chypre parce qu'ils changeaient la structure démographique de l'île. Cependant, les Chypriotes turcs ne voulaient pas que les immigrés turcs quittent l'île car cela diminuerait la population de la partie turque.

La dernière question porte sur l'adhésion à l'Union européenne. La partie grecque préférait être dans l'Union comme Chypre unie tandis que la partie turque pensait que les Chypriotes turcs devraient adhérer à l'UE seulement si la Turquie était destinée à devenir un membre de l'UE. Cette question a un poids très important et c'est elle qui a changé essentiellement le résultat du référendum, en particulier pour la partie chypriote grecque.³⁰⁵

Ce sont les questions mentionnées dans le plan Annan et nous allons analyser les ambiguïtés constructives du plan. Comme nous pouvons le voir, les deux parties ont des perspectives totalement différentes presque sur toutes les questions. Ainsi, l'ambiguïté constructive peut être considérée comme une technique efficace afin de répondre à ces deux côtés sur un milieu d'entente.

b. Les exemples d'ambiguïtés constructives dans le Plan Annan

Comme les deux parties avaient des objectifs totalement différents, il était vraiment difficile de les amener à la table des négociations. Une voie possible pour atteindre cet objectif était de créer des ambiguïtés constructives dans le plan ce qui pourrait inciter des interprétations de différentes façons. Le premier article de l'accord de base a pour titre « un nouvel état de la question » (*a new state of affairs*). La notion « une nouvelle situation » signifiait un processus politique complexe que les commentateurs du plan ont appelé « conception virginale » (*virgin birth*).³⁰⁶ Cependant, le Plan Annan ne donne pas une définition claire de ce qu'on entend par la nouvelle

³⁰⁵ Kudret Özersay, "Kıbrıs Konusu" dans Baskın Oran (ed.), *Türk Dış Politikası: Kurtuluş Savaşından Bugüne Olgular, Belgeler, Yorumlar, Cilt 3 2001-2012*, İstanbul, İletişim Yayınları, 2013, p.662.

³⁰⁶ Chrysostomos Pericleous, *Cyprus Referendum: A Divided Island and the Challenge of the Annan Plan*, London, IB Tauris, 2009, p.186.

situation. Par conséquent, cette formulation est délibérément ambiguë de sorte que le nouvel état d'affaires peut satisfaire les deux parties et il peut les faire se rencontrer sur un milieu d'entente.³⁰⁷ En effet, cette nouvelle situation est liée aux traités de Chypre de 1960. Les rédacteurs ont délibérément utilisé la notion « une nouvelle situation » parce qu'il y avait la notion « l'état de la question » (*state of affairs*) dans les traités en 1960.³⁰⁸ Ces traités continueraient à rester en vigueur mais les changements nécessaires pourront être effectués en conformité avec l'environnement changeant.³⁰⁹ Cette approche était le signe d'un nouveau milieu d'entente pour les deux côtés.

De ce fait, la nouvelle situation est le début des autres ambiguïtés constructives dans le plan. Le plan Annan a laissé la porte ouverte à la question de savoir si un nouvel Etat serait établi ou si la République de Chypre deviendrait constitutionnellement une fédération bizonale. Le plan Annan a proposé une République unie de Chypre qui est composée d'une structure bizonale de deux Etats constituants ce qui est un hybride entre fédération et confédération sans nom spécifique.³¹⁰ En outre, il y aurait une seule souveraineté partagée ce qui met fin à l'*enosis* et à *taksim*. En créant l'ambiguïté constructive à l'aide de la notion « une nouvelle situation », les problèmes dans le système politique ont été codifiés dans le but de faire de la situation un jeu « gagnant-gagnant ».

Le plan prévu pour une fédération ou une confédération n'est pas une question sémantique : C'est une question de droit constitutionnel et international ce qui a conduit à un débat considérable et à une confusion quant à la signification des termes.³¹¹ L'ambiguïté constructive sur le système politique permettrait aux deux Etats de l'interpréter comme ils le voulaient. Par exemple, le principal avis juridique du point de vue anti-Annan estime que le plan des Nations Unies n'est pas une fédération, mais

³⁰⁷ **Ibid.**

³⁰⁸ Özersay, **op. cit.**, p.638.

³⁰⁹ "The Comprehensive Settlement of the Cyprus Problem" (the Annan Plan) disponible sur http://www.hri.org/docs/annan/Annan_Plan_April2004.pdf

Article 1: The Treaty of Establishment, the Treaty of Guarantee, and the Treaty of Alliance remain in force and shall apply *mutatis mutandis* to the new state of affairs. Upon entry into force of this Agreement, Cyprus shall sign a Treaty with Greece, Turkey and the United Kingdom on matters related to the new state of affairs in Cyprus, along with additional protocols to the Treaties of Establishment, Guarantee and Alliance.

³¹⁰ Sözen et Özersay, **op. cit.**, p.130.

³¹¹ Varnava et Faustmann, **op. cit.**, p.110.

quelque chose d'ambiguë 'entre' une fédération et une confédération. Ainsi, la majorité des commentateurs chypriotes grecs qui ont utilisé le vote négatif se sont opposés au Plan principalement parce qu'il ne s'agissait pas d'une fédération.³¹²

La répartition des compétences entre les pouvoirs fédéraux et constitutifs est toujours une question cruciale dans les fédérations ; le document énumère longuement les pouvoirs dévolus au gouvernement fédéral, mais pas celles qui seront acquises dans les Etats constituants.³¹³

Ces pouvoirs restants sont appelés pouvoirs résiduels. Même si les pouvoirs fédéraux énumérés comprennent des domaines traditionnels et non-controversés tels que la défense, la banque centrale, la monnaie, l'immigration et la citoyenneté, la liste comprend également certains éléments qui sont de puissantes sources de friction tels que le budget fédéral, la fiscalité, la police, etc.³¹⁴ Étant donné que les deux parties entraînent une question concernant la séparation des pouvoirs, c'est cette ambiguïté qui contribue à convaincre les parties pour les négociations.

La partie chypriote grecque a poursuivi une politique selon laquelle la République de Chypre continuerait d'exister en tant que l'Etat unique dans l'île. Cette république, reconnue par la communauté internationale, il serait nécessaire de faire par la suite, certaines modifications constitutionnelles. En revanche, la partie chypriote turque a demandé la fin de la personnalité juridique internationale de la République de Chypre créée en 1960 et elle a proposé la mise en place d'un nouvel Etat.³¹⁵ En vertu des dispositions de la Convention de Vienne en 1978, le « remplacement d'un Etat par un autre Etat dans la responsabilité des relations internationales du territoire » est défini comme une succession d'États.³¹⁶

Comme la continuité ou la succession d'un Etat est une question difficile dans le droit international, la création d'une ambiguïté constructive par le plan Annan semblait

³¹² **Ibid.**

³¹³ Sid Noel, *From power sharing to democracy: Post-conflict institutions in ethnically divided societies*, Montreal, McGill-Queen's Press, 2005, p.225.

³¹⁴ **Ibid.**

³¹⁵ Sözen et Özersay, **op. cit.**, p.131.

³¹⁶ Arthur Watts, *The International Law Commission 1949-1998: Volume Two: The Treaties Part 2*, Oxford, Oxford University Press, 2000, p.1213.

être une idée cohérente. Tout d'abord, il faut mentionner l'idée que le changement du nom d'un État ne fournit pas automatiquement la preuve de la succession d'Etats. Le plan Annan ne comprend pas le terme « République de Chypre » et il a nommé l'État comme « République unie de Chypre ». Mais ce nouveau nom ne signifie pas la formation d'un nouvel Etat avec une nouvelle personnalité juridique internationale. Afin de vérifier s'il y aurait un nouvel Etat avec l'entrée en vigueur du plan Annan, des critères appropriés du droit international devraient être consultés.³¹⁷ Par conséquent, il n'a pas été tout à fait clair si un nouvel état apparaîtrait avec le plan.

Le premier critère de la continuité ou la succession de l'Etat est de savoir si l'Etat devra demander à devenir un nouveau membre de l'Organisation des Nations Unies. En ce qui concerne l'adhésion des organisations internationales, il est généralement admis que l'application pour devenir un nouveau membre de l'Organisation des Nations Unies et l'acceptation par l'organisation est une indication de l'existence d'un nouvel Etat.³¹⁸ Comme nous l'avons mentionné précédemment, le plan Annan réfère la mise en place d'une nouvelle situation au lieu d'un nouvel Etat. Dans le plan, il était exprimé que « les coprésidents informent les Nations Unies que les droits et obligations de Chypre vis-à-vis de l'Organisation des Nations Unies doivent désormais être exercés conformément à la nouvelle situation. »³¹⁹ Cette partie de l'article mentionné soutient l'idée de la continuité plutôt que de la succession.

Un autre critère est au sujet des dettes contractées avant la résolution et la répartition des propriétés de l'Etat. En vertu des dispositions de la Convention de Vienne en 1983, « Lorsqu'un Etat se dissout et cesse d'exister et que les parties du territoire de l'Etat prédécesseur forment deux ou plusieurs Etats successeurs, et à moins que les Etats successeurs n'en conviennent autrement, la dette d'Etat à l'Etat prédécesseur passe aux Etats successeurs dans des proportions équitables, compte tenu, notamment, des biens, droits et intérêts qui passent aux Etats successeurs en relation avec cette dette d'Etat. »³²⁰ La seconde partie de l'article 47 du plan Annan semble être encore plus révélateur

³¹⁷ Sözen et Özersay, *op. cit.*, p.133.

³¹⁸ *Ibid.*

³¹⁹ L'article 13 du plan Annan (The Comprehensive Settlement of the Cyprus Problem) sur http://www.hri.org/docs/annan/Annan_Plan_April2004.pdf

³²⁰ L'article 41 de la Convention de Vienne, sur http://legal.un.org/ilc/texts/instruments/english/conventions/3_3_1983.pdf

conformément à cet article de la Convention de Vienne en 1983. La deuxième partie de l'article 47 du plan dicte que « le gouvernement fédéral doit cependant assumer la responsabilité de toutes les dettes extérieures autres que les dettes envers la Grèce ou la Turquie ou les dettes d'achat des armements. »³²¹ Normalement, la responsabilité de ces dettes appartiendrait aux Etats constituants. Toutefois, le gouvernement fédéral serait responsable de ces dettes en raison de la seule personnalité juridique internationale de la République unie de Chypre. Par conséquent, la disposition du plan est similaire aux règles de succession plutôt que celles de la continuité.³²²

Nous avons vu deux exemples différents dans le plan Annan à propos de la continuité ou la succession d'Etat et tandis que l'un a appuyé sur l'idée de continuité, l'autre a soutenu l'idée de succession. Comme la partie turque a demandé la succession d'Etats et la partie grecque a demandé la continuité de l'Etat, les rédacteurs ont délibérément employé « l'ambiguïté constructive » dans le plan et ont réussi à formuler la République unie de Chypre ni comme continuation de la République de Chypre ni comme un nouvel Etat.

Est-ce que toutes ces ambiguïtés constructives dans le plan Annan sont en harmonie avec les méthodes de la création de ce genre d'ambiguïtés que nous avons mentionné dans la deuxième partie du premier chapitre? Lorsque nous avons examiné les ambiguïtés en termes de linguistique, nous avons vu que les types d'ambiguïtés lexicale, syntaxique et pragmatique ont été utilisés dans ce plan. Par exemple, le concept « une nouvelle situation » était si équivoque dans le cadre de l'ambiguïté lexicale que les deux parties pourraient interpréter les phrases comme ils le voulaient. Comme ce concept est ambigu au niveau de lexique, il est possible de suggérer que les phrases incluant ce concept étaient aussi ambiguës. De plus, nous avons rencontré une ambiguïté pragmatique sur ce concept, parce que le concept « situation » (*state of affairs*) a été mentionné dans les traités signés en 1960, et le concept « une nouvelle situation » était en fait un message dirigé vers le concept dans les traités de 1960. Ce concept devrait également nous rappeler la troisième méthode de création d'ambiguïté constructive qui

³²¹ L'article 47 du plan Annan (The Comprehensive Settlement of the Cyprus Problem) sur http://www.hri.org/docs/annan/Annan_Plan_April2004.pdf

³²² Sözen et Özersay, *op. cit.*, p.137.

est « le choix délibéré d'expressions équivoques dans un texte dont le sens exact fait problème à raison des expressions équivoques qui ont été choisies pour résoudre une opposition quant à la substance » parce que nous ne savons pas exactement ce que cette « nouvelle » signifie. Le plan dit que *mutatis mutandis*³²³ sera appliqué à la nouvelle situation ce qui signifie que les traités signés en 1960 seront adaptés.

L'ambiguïté créée avec ce concept a conduit à de nombreuses autres ambiguïtés dans le plan. On ne sait pas si le plan a proposé une fédération ou une confédération. Comme nous l'avons mentionné, ces deux concepts ne sont pas clairs, donc ce ne sont pas seulement un problème dans le cadre du plan Annan, mais aussi dans le cadre du droit international. La quatrième méthode qui est « l'absence de définition d'un concept fondamental » pour créer ambiguïté constructive vérifie l'ambiguïté dans le plan. Puisque la différence entre ces deux concepts (fédération et confédération) n'est pas exactement claire, cette situation ouvre la voie à une ambiguïté. En même temps, les rédacteurs du plan ont utilisé les concepts « bizonale et bicommunautaire », et seront ainsi référés au système politique de la Suisse.³²⁴ Cela a également conduit à plus d'ambiguïtés et a affecté le résultat du référendum.

L'utilisation de notions ambiguës dans le plan a révélé la question suivante : « Est-ce que la République de Chypre continue à exister ou serait un nouvel Etat étant un successeur des deux Etats précédents, à savoir la RTCN et l'État chypriote grec ? » Nous avons donné deux interprétations de cette question, dont l'une soutient l'idée de succession, et l'autre soutient l'idée de continuité. La présence de ces deux possibilités dans le texte du plan Annan est en fait une ambiguïté pragmatique parce que la première interprétation a été liée à l'adhésion à des organisations internationales et la seconde interprétation était liée à des dettes contractées avant la solution et la répartition des propriétés de l'Etat. Par exemple, dans la seconde interprétation, les dispositions de la Convention de Vienne en 1983 étaient le texte clé. Par conséquent, étant donné que la raison de l'ambiguïté dans le plan Annan a été interprétée en conformité avec les

³²³ « Une fois effectués les changements nécessaires »

³²⁴ L'article 1 du plan Annan (The Comprehensive Settlement of the Cyprus Problem) disponible sur http://www.hri.org/docs/annan/Annan_Plan_April2004.pdf.

dispositions de la Convention de Vienne de 1983, cette ambiguïté peut être considérée comme une ambiguïté pragmatique.

B. Le discours de communication du plan Annan

Le résultat du référendum était clair. La partie turque a voté à 65% pour alors que la partie grecque a voté à 76% contre.³²⁵ Même s'il y avait beaucoup d'ambiguïtés dans le plan Annan, il n'y avait pas d'ambiguïté dans les résultats. Cependant, la principale question est de savoir s'il existe une relation entre le résultat du référendum et les ambiguïtés constructives dans le plan Annan. Avant de répondre à cette question, nous allons examiner le discours de communication jusqu'à la date du référendum.

La votation contre à la solution proposée par 76% des Chypriotes grecs au référendum n'était pas seulement une réponse négative à un plan avec une solution particulière.³²⁶ La raison la plus importante derrière le refus était le fait qu'ils avaient pris l'adhésion à l'Union européenne pour acquise.³²⁷ Dans la première version du plan, il y avait deux questions sur la résolution du problème et l'adhésion à l'Union européenne en même temps et le peuple n'a pas la possibilité de donner des réponses différentes à ces questions. Plus tard, on a séparé ces questions dans une autre version comme nous l'avons mentionné. Pour cette raison, la partie grecque n'a pas été disposée à voter « oui ».

Une autre raison derrière le refus était le fait que les Chypriotes grecs n'étaient pas prêts à vivre avec les Chypriotes turcs sous le couvert d'un Etat fédéral.³²⁸ Comme nous l'avons mentionné précédemment, l'ambiguïté sur l'Etat fédéral et confédéral a été utile pour les chypriotes grecs, car la communauté chypriote a interprété cette ambiguïté à leur gré. Pour ces raisons, Papadopoulos avait fait appel à la télévision aux chypriotes

³²⁵ « Elections in Cyprus », disponible sur <http://www.electionguide.org/elections/id/24/> date d'accès le 12 Juin 2016.

³²⁶ Pericleous, *op. cit.*, p.273.

³²⁷ Özersay, *op. cit.*, p.662.

³²⁸ Özersay, *op. cit.*, p.663.

grecs d'utiliser votes négatifs pendant la campagne pour le référendum.³²⁹ En même temps, même si le Parti progressiste des travailleurs (AKEL) qui est un parti politique chypriote et d'orientation communiste avait soutenu le plan, ils auraient changé d'avis et demandé le report du référendum à une date ultérieure. Enfin, l'Eglise orthodoxe a déclaré que ceux qui votaient pour le « oui » n'iraient pas au ciel.³³⁰ Par conséquent, le résultat fut à %76 négatif.

Pour les Chypriotes turcs, la raison la plus importante derrière de l'utilisation de vote positif était le soutien du gouvernement turc. Le gouvernement AKP et le Président de la Turquie ont appuyé le plan et l'Etat-major turque ne s'était pas opposé au plan. Surtout, le fait que l'Etat-major n'a pas précisé les inconvénients du plan était le déclencheur du résultat du référendum.³³¹

Une autre approche de cette question est « la dépendance au chemin emprunté » (*path dependence*) que nous avons mentionnée tout en expliquant l'institutionnalisme historique. Un processus conduit à la dépendance au chemin emprunté si le mouvement initial dans une direction provoque d'autres mouvements dans la même direction.³³² Nous pouvons appliquer cette approche de la Turquie à l'adhésion à l'Union européenne. Avant que le gouvernement AKP soit arrivé au pouvoir, la Turquie avait toujours voulu être membre de l'Union. Par conséquent, le gouvernement a poursuivi ce désir et a préparé des programmes gouvernementaux en conformité avec cet objectif. Cependant, le problème de Chypre a été l'un des obstacles les plus importants rencontrés concernant l'adhésion du pays à l'UE. Comme nous l'avons mentionné, l'Union européenne a

³²⁹ Pericleous, **op. cit.**, p.293.

"The National Council and I, fully conscious of our responsibility and duty towards history and our people, made every effort and exhausted all permissible room for consensus so as to reach a solution that would allow Greek Cypriots and Turkish Cypriots to live peacefully and in conditions of security and share the benefits that would result from the accession of a united Cyprus to the EU. Unfortunately our effort was not successful. The Turkish Cypriot side not only continued its negative stance and insisted on its negative positions throughout the talks, but Turkey added 11 new additional demands aimed at serving mainly, through Cyprus, her aims and interests. These demands, through the procedure adopted by the Secretary General in using his discretion to finalize the text, were met either fully or to some extent."

³³⁰ Özersay, **op. cit.**

³³¹ Özersay, **op. cit.**, p.661.

³³² Adrian Kay, "A critique of the use of path dependency in policy studies", *Public administration*, vol.83, no.3, 2005, p.553.

déclaré que la résolution du conflit contribuerait à l'adhésion. Ceci est également l'une des raisons de l'appui du gouvernement turc et pour l'utilisation de vote affirmatif.

Tandis que la partie grecque ne voulait pas que le plan réussisse, la partie turque souhaitait que le plan réussisse. Ainsi, le résultat était surtout politique. Maintenant, nous pouvons trouver une réponse à la question de la capacité de réussite de l'ambiguïté constructive dans le plan.

C. L'ambiguïté constructive a-t-elle réussi dans le plan Annan?

Le sujet de ce travail est un plan qui n'a pas atteint son objectif. Donc, la question dans le titre devrait être posée. Cependant, l'ambiguïté constructive dans le plan vise à avoir le soutien du public ou à rassembler les côtés autour de la table et de trouver un milieu d'entente. Dans le discours de communication, nous avons vu que les idées des dirigeants de chaque partie ont affecté les idées du public. Ceci est un fait inévitable qu'il est impossible d'échapper à la domination intellectuelle des gens puissants.³³³ Donc, nous devrions examiner les effets de l'ambiguïté constructive avant le référendum.

Ce différend est entre deux nations totalement opposées qui ne s'entendent pas bien l'une avec l'autre depuis de nombreuses années. En outre, comme nous l'avons vu dans le contexte historique du différend, il était toujours impossible de les rassembler autour de la table pour négocier. L'ambiguïté constructive dans le plan a permis aux parties de trouver un milieu d'entente et de négocier au sujet du différend afin de trouver une solution. L'ambiguïté constructive fournit les manœuvres diplomatiques dont les parties sont à la recherche et qui les ont aidés à interpréter une situation comme elles la voulaient. Cela était le cas dans le plan Annan. Par exemple, l'ambiguïté sur la question de la fédération et confédération a aidé les deux parties à mener le processus comme elles le voulaient. La partie turque l'a interprété comme un motif pour voter « oui », tandis que la partie grecque l'a interprété comme un motif pour voter « non ». Ainsi, nous pouvons affirmer que cela est l'un des côtés négatifs de la création d'ambiguïté

³³³ Schmidt, "Discursive institutionalism...", p.316.

constructive. Même si nous voulons résoudre un conflit à l'aide de l'ambiguïté constructive, il est possible d'interpréter la situation dans le sens opposé et de faire usage des intérêts nationaux. C'était le cas de la partie grecque quand elle interprétait comme elle le voulait parce qu'elle tenait l'adhésion à l'Union européenne pour acquise et ne voulait pas voter « oui ».

Conformément à ce qui a été discuté et illustré jusqu'à ce point, nous pouvons conclure que l'ambiguïté constructive a été un objectif réussi dans le plan, parce qu'elle a fourni aux parties une manœuvre diplomatique utilisée pendant les négociations et après les négociations au cours du processus du référendum. En conséquence, la partie turque a interprété le plan comme pratique et dirigé le grand public en conformité avec le vote pour le « oui », alors que la partie grecque a interprété le plan comme elle le voulait et a dirigé le grand public afin de voter pour le « non ».

CONCLUSION

Conformément à ce qui a été discuté et illustré jusqu'à ce point, nous ne pouvons pas, sans aucun doute, suggérer que l'ambiguïté constructive a été examinée de manière détaillée dans ce travail. Comme il est un concept nouveau et inexploré, la première partie étudie l'exploit de l'ambiguïté constructive en linguistique et les relations internationales ainsi que les exemples de la vie réelle. Le deuxième chapitre de la première partie a énoncé la création d'ambiguïté constructive et comment elle peut être utilisée pour la résolution des conflits. Même si l'ambiguïté constructive peut être utilisée non seulement pour des fins réalistes mais aussi des fins idéalistes, l'objectif principal de ce travail est de montrer l'utilisation de ce genre d'ambiguïté pour résoudre les conflits ou les différends entre les nations ou les Etats. Celui-ci représente la dimension idéaliste de l'adoption de l'ambiguïté constructive. Dans le premier chapitre de la deuxième partie, le décodage de l'ambiguïté constructive a été examiné. Le cadre analytique de l'institutionnalisme discursif décrit dans ce chapitre nous a permis de préciser comment décoder une ambiguïté constructive et de voir si elle est réussie. Notre étude de cas était le plan Annan dans le dernier chapitre à travers lequel nous avons vu les effets de l'arrière-plan historique sur l'ambiguïté constructive. La division entre les deux communautés était infranchissable et que l'ambiguïté constructive devait être utilisée dans le but de trouver un compromis.

L'ambiguïté est l'un des concepts les plus importants dans la linguistique tandis que l'ambiguïté constructive n'a pas encore été examinée suffisamment. La création et

l'utilisation de l'ambiguïté constructive devraient avoir un grand apport pour les relations internationales, car il est possible de résoudre les conflits entre Etats ou des nations à l'aide de l'ambiguïté qui peut conduire à plus d'une interprétation. Par conséquent, l'un des principaux objectifs de ce travail est de fournir une valeur ajoutée pour la recherche dans ce domaine. Comme les relations internationales est un domaine interdisciplinaire, nous avons bénéficié principalement de la linguistique et des sciences politiques. Par conséquent, la poursuite des recherches sur l'ambiguïté constructive devrait inclure de nombreux domaines différents.

A part la question de l'ambiguïté constructive, un autre objectif principal de ce travail est d'apporter une valeur ajoutée à la résolution du conflit chypriote. Ceci est un problème qui affecte non seulement les deux principaux acteurs (les Chypriotes grecs et les Chypriotes turcs) mais aussi la Turquie, la Grèce, la Grande-Bretagne et les États-Unis. En même temps, l'ONU et l'UE sont les organisations internationales qui sont responsables de la résolution du conflit. Avec tous ces acteurs du conflit, le problème devient de plus en plus compliqué ; par conséquent la résolution de ce conflit est de plus en plus difficile. Étant donné que les parties du différend ont des idées et des interprétations totalement différentes sur les questions, il est vraiment difficile de trouver un terrain d'entente. À ce stade, l'ambiguïté constructive peut être l'un des moyens les plus efficaces de trouver ce compromis, car elle permettrait aux parties d'avoir des interprétations différentes sur un sujet, même si elles ont totalement des idées différentes.

Actuellement, les négociations entre les deux parties du conflit se poursuivent, et l'objectif principal est de résoudre le problème avant la fin de cette année. En utilisant les méthodes mentionnées, il peut être possible de créer l'ambiguïté constructive qui peut aider les parties dans le conflit pour trouver le compromis. En outre, grâce aux recherches qui s'accroissent sur l'ambiguïté constructive et l'intégration de ce genre d'ambiguïté dans la résolution des conflits, non seulement le problème de Chypre, mais aussi d'autres conflits entre nations ou Etats peuvent être résolus. Ce travail modeste a seulement l'intention de contribuer à trouver la paix perpétuelle mondiale pour le bien des générations à venir.

BIBLIOGRAPHIE

Documents

Constitution de la République de Chypre, le 16 Aout 1960.

Helsinki European Council Presidency Conclusions, les 10 et 11 Décembre 1999.

Les Nations Unies, La Charte des Nations Unies, le 24 Octobre 1945.

Résolution 186 adoptée par le Conseil de Sécurité des Nations Unies, le 4 Mars 1964.

Résolution 187 adoptée par le Conseil de Sécurité des Nations Unies, le 12 Mars 1964.

Résolution 192 adoptée par le Conseil de Sécurité des Nations Unies, le 20 Juin 1964.

Résolution 193 adoptée par le Conseil de Sécurité des Nations Unies, le 9 Aout 1964.

Résolution 198 adoptée par le Conseil de Sécurité des Nations Unies, le 18 Décembre 1964.

Résolution 242 adoptée par le Conseil de sécurité des Nations unies, le 22 Novembre 1967.

Résolution 340 adoptée par le Conseil de Sécurité des Nations Unies, le 25 Octobre 1973.

Résolution 353 adoptée par le Conseil de Sécurité des Nations Unies, le 20 Juillet 1974.

Résolution 354 adoptée par le Conseil de Sécurité des Nations Unies, le 23 Juillet 1974.

Résolution 357 adoptée par le Conseil de Sécurité des Nations Unies, le 14 Aout 1974.

Résolution 358 adoptée par le Conseil de Sécurité des Nations Unies, le 15 Aout 1974.

Résolution 359 adoptée par le Conseil de Sécurité des Nations Unies, le 15 Aout 1974.

Résolution 360 adoptée par le Conseil de Sécurité des Nations Unies, le 16 Aout 1974.

Résolution 361 adoptée par le Conseil de Sécurité des Nations Unies, le 30 Aout 1974.

Résolution 367 adoptée par le Conseil de Sécurité des Nations Unies, le 12 March 1975.

Résolution 1441 adoptée par le Conseil de sécurité des Nations unies, le 8 Novembre 2002.

The Comprehensive Settlement of the Cyprus Problem (Le Plan Annan), le 31 Mars 2004.

Ouvrages

- BAHCHELI, Tazun. *Cyprus in the Politics of Turkey since 1955*, dans Norma Salem (ed.), *Cyprus: A Regional Conflict and its Resolution*, London, The Macmillan Press Ltd, 1992.
- BALDWIN, David Allen. *Neorealism and neoliberalism: the contemporary debate*, New York, Columbia University Press, 1993.
- BERRIDGE, G.R., et LLOYD, Lorna. *The Palgrave Macmillan Dictionary of Diplomacy*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2012.
- BIRD, Alexander. *Thomas Kuhn*, Princeton, Princeton University Press, 2000.
- BOURDIEU, Pierre. *Distinction: A Social Critique of the Judgement of Taste*, London, Routledge, 1984.
- CHOMSKY, Noam. *Syntactic structures*. Walter de Gruyter, 2002.
- DE PAULO, Craig J. N., MESSINA, Patrick A., et STIER, Marc. *Ambiguity in the Western mind*, New York, Peter Lang, 2005.
- DER DERIAN, James. *International/intertextual relations: postmodern readings of world politics*, Lexington, Free Press, 1989.
- DEUTSCH, Morton, COLEMAN, Peter T., et MARCUS, Eric C. *The handbook of conflict resolution: Theory and practice*, San Francisco, John Wiley & Sons, 2011.
- DODD, Clement. *The History and Politics of the Cyprus Conflict*, New York, Palgrave Macmillan, 2010.
- DUNNE, Tim, KURKI, Milja, et SMITH, Steve. *International relations theories*, Oxford, Oxford University Press, 2013.
- GALTUNG, Johan, et FISCHER, Dietrich. *Johan Galtung: Pioneer of peace research*, Heidelberg, Springer, 2013.
- GOLDSTEIN, Joshua S. et WHITWORTH, Sandra. *International Relations*, New York: Pearson-Longman, 2005.
- HANNAY, David. *Cyprus: The Search for a Solution: The Search for a Solution*, London, IB Tauris, 2004.
- HOBBES, Thomas. *Leviathan*, Cosimo, Inc., 2009.
- HOFFMEISTER, Frank. *Legal aspects of the Cyprus problem: Annan plan and EU accession*, Leiden, Martinus Nijhoff Publishers, 2006.
- JACKSON, Robert, et SØRENSEN, Georg. *Introduction to international relations: theories and approaches*, Oxford, Oxford University Press, 2015.

- JAMASI, Muḥammad Abd al-Ghani. *The October War: Memoirs of Field Marshal El-Gamasy of Egypt*, Cairo, American University in Cairo Press, 1993.
- JERVIS, Robert. *The logic of images in international relations*, Columbia University Press, 1989.
- KANT, Emmanuel. *Éléments métaphysiques de la doctrine du droit*, Paris, Auguste Durand, 1853.
- KEOHANE, Robert O. *After hegemony: Cooperation and discord in the world political economy*, Princeton, Princeton University Press, 2005.
- KLIEMAN, Aaron S. *Constructive ambiguity in Middle East peace-making*, Tel Aviv, Tel Aviv University Tami Steinmetz Center for Peace Research, 1999.
- KUHN, Thomas S. *The structure of scientific revolutions*, Chicago, University of Chicago press, 2012.
- LACHARRIERE, Guy de. *La politique juridique extérieure*, Institut français des relations internationales, Economica, Paris, 1983.
- LIPPMANN, Walter. *Public opinion*, Transaction Publishers, 1946.
- LOIZIDES, Neophytos. *Designing Peace: Cyprus and Institutional Innovations in Divided Societies*, Pennsylvania, University of Pennsylvania Press, 2015.
- MALLINSON, William. *Cyprus: A Modern History*, I.B. Tauris, London, 2005.
- MARCH, James G. *Primer on decision making: how decisions happen*, New York, Simon and Schuster, 1994.
- MITCHELL, Christopher Roger, et BANKS, Michael. *Handbook of conflict resolution: The analytical problem solving approach*, London, Pinter, 1996.
- MORELLI, Vincent. *Cyprus: Reunification Proving Elusive*, DIANE Publishing, 2011.
- MYERSON, Roger B. *Game Theory: Analysis of Conflict*, Cambridge, Harvard University Press, 1991.
- NEUFELD, Mark A. *The restructuring of international relations theory*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995.
- NICOLSON, Harold. *Diplomacy*. London et New York, Oxford University Press, 1963.
- NOEL, Sid. *From power sharing to democracy: Post-conflict institutions in ethnically divided societies*, Montreal, McGill-Queen's Press, 2005.
- PERICLEOUS, Chrysostomos. *Cyprus Referendum: A Divided Island and the Challenge of the Annan Plan*, London, IB Tauris, 2009.

- PLANO, J. C., et OLTON, R. *The International Relations Dictionary*, Santa Barbara, ABC-Clio, 1979.
- POLYVIIOU, Polyvios G. *Cyprus, conflict and negotiation, 1960-1980*, New York, Duckworth, 1980.
- SMITH, Bruce L. *Public policy and public participation engaging citizens and community in the development of public policy*, Montreal, Health Canada, 2003.
- SEWELL, William H. et MCDONALD Terrence J., *The historic turn in the human sciences*, Michigan, University of Michigan Press, 1996.
- TORBJORN L. Knutsen. *History of International Relations Theory*, Manchester, Manchester University Press, 1997.
- TORJMAN, Sherri. *What is policy?*, Caledon Institute of Social Policy, Ottawa, 2005.
- VARNAVA, Andrekos, et FAUSTMANN, Hubert. *Reunifying Cyprus: The Annan Plan and Beyond*, London, IB Tauris, 2009.
- WALTZ, Kenneth. *Man, The State and War: A Theoretical Analysis*, New York, Columbia University Press, 1959.
- WATTS, Arthur. *The International Law Commission 1949-1998: Volume Two: The Treaties Part 2*, Oxford, Oxford University Press, 2000.
- WILSON, Jonathan. *Essentials of business research: a guide to doing your research project*, Los Angeles, Sage, 2014.

Articles

- ANASTASIOU, Harry. « Nationalism as a deterrent to peace and interethnic democracy: the failure of nationalist leadership from the Hague talks to the Cyprus referendum », *International Studies Perspectives*, vol.8, no. 2, 2007, p.190-205.
- ARIFON, Olivier. « Langue diplomatique et langage formel: un code à double entente », *Hermès, La Revue* vol.3, 2010, p.69-78.
- BALIGA, Sandeep, et SJÖSTRÖM Tomas. « Strategic ambiguity and arms proliferation », *Journal of Political Economy*, vol. 116, no. 6, 2008, p.1023-1057.
- BELL, Stephen. « Institutionalism: Old and New », dans John Summers, *Government, Politics, Power and Policy in Australia*, Pearson Education Australia, 2002, p.363-380.
- BEST, Jacqueline. « Ambiguity, Uncertainty, and Risk: Rethinking Indeterminacy », *International Political Sociology*, vol. 2, no. 4, 2008, p.355-374.

- CAMPBELL, John L. « Institutional analysis and the role of ideas in political economy », *Theory and society*, vol.27, no.3, 1998, p.377-409.
- CARSTENSEN, Martin B., et SCHMIDT Vivien A. « Power through, over and in ideas: conceptualizing ideational power in discursive institutionalism », *Journal of European Public Policy*, 2015, 318-337.
- CARTONNET, Alexis. « Structuralisme et néoréalisme dans le champ des relations internationales. Le cas de Kenneth Waltz », *Astérion. Philosophie, histoire des idées, pensée politique*, vol. 9, 2011.
- D'AMATO, Anthony. « Purposeful Ambiguity as International Legal Strategy: The Two China Problem », *Theory of International Law at the Threshold of the 21st Century: Essays in Honour of Krzysztof Skubiszewski*, 2010, p.109-121.
- DOEBELI Michael, et HAUERT Christoph. « Models of cooperation based on the Prisoner's Dilemma and the Snowdrift game. » *Ecology Letters*, vol.8, no.7, 2005, p.748-766.
- DUELFER, Charles A., et DYSON Stephen Benedict. « Chronic misperception and international conflict: The US-Iraq experience », *International Security*, vol. 36, no. 1, 2011, 73-100.
- FIRAT, Melek et KÜRKÇÜOĞLU, Ömer. « Yunanistan'la İlişkiler », dans Baskın Oran (ed.), *Türk Dış Politikası: Kurtuluş Savaşından Bugüne Olgular, Belgeler, Yorumlar, Cilt 1 1919-1980*, İstanbul, İletişim Yayınları, 2013, p. 716-769.
- FIRAT, Melek. « Yunanistan'la İlişkiler », dans Baskın Oran (ed.), *Türk Dış Politikası: Kurtuluş Savaşından Bugüne Olgular, Belgeler, Yorumlar, Cilt 2 1980-2001*, İstanbul, İletişim Yayınları, 2010, p.102-124 et 440-481.
- FISCHHENDLER, Itay. « When ambiguity in treaty design becomes destructive: a study of transboundary water », *Global Environmental Politics*, vol. 8, no. 1, 2008, p.111-136.
- GALTUNG, Johan. « Violence, peace, and peace research », *Journal of peace research*, vol. 6, no. 3, 1969, p.167-191.
- GOLDSTEIN, Joseph L. « Paradigm shifts in science: insights from the arts », *Nature medicine*, vol.18, no.10, 2012, 1473-1477.
- GREWAL, Baljit Singh. « Johan Galtung: Positive and negative peace », *School of Social Science, Auckland University of Technology*, vol. 30, 2003.
- GRIES, Peter Hays. « Problems of Misperception in US-China Relations », *Orbis*, vol. 53, no. 2, 2009, p.220-232.
- GUYER, Paul et HORSTMANN, Rolf-Peter. « Idealism », *The Stanford Encyclopedia of Philosophy*.

- HAAS, Peter M. « Introduction: epistemic communities and international policy coordination », *International Organization (special issue: Knowledge, Power, and International Policy Coordination)*, vol.46, no.1, 1992, p.1-35.
- HAKKI, Murat Metin. « Property wars in Cyprus: the Turkish position according to international law », *The International Journal of Human Rights*, vol. 15, no. 6, 2011, p.847-857.
- HALL, Peter A. et TAYLOR Rosemary C.R. « Political science and the three new institutionalisms », *Political studies*, vol. 44, no. 5, 1996, p.936-957.
- HART, Paul T. et VROMEN, Ariadne. « A new era for think tanks in public policy? International trends, Australian realities », *Australian Journal of Public Administration*, vol.67, no. 2, 2008, p.135-148.
- HERACLIDES, Alexis. « The Essence of the Greek-Turkish Rivalry: National », *Narrative and Identity*, 2011.
- HUMMEL, Patrick. « Strategic ambiguity about military capacity with multiple adversaries », *Journal of Theoretical Politics*, vol. 27, no. 2, 2015, p.288-300.
- JACKSON, Gregory. « Actors and Institutions », *Oxford Handbooks Online*, 2010.
- JEGEN, Maya, et MERAND Frédéric. « Constructive ambiguity: Comparing the EU's energy and defence policies », *West European Politics*, vol. 37, no. 1, 2014, p.182-203.
- JERVIS, Robert. « Do leaders matter and how would we know? », *Security Studies*, vol. 22, no. 2, 2013, p.153-179.
- JERVIS, Robert. « Hypotheses on misperception », *World Politics*, vol. 20, no. 3, 1968, p.454-479.
- JERVIS, Robert. « Realism, neoliberalism, and cooperation: understanding the debate », *International Security*, vol. 24, no. 1, 1999, p.42-63.
- JOHNSON, Lyndon B. et İNÖNÜ, İsmet. « President Johnson and Prime Minister İnönü: Correspondence between President Johnson and Prime Minister İnönü, June 1964, as Released by the White House, January 15, 1966 », *Middle East Journal*, vol. 20, no. 3, 1966, p.386-393.
- JÖNSSON, Christer et Tallberg, Jonas. « Institutional theory in International Relations », 2001.
- KASSIMERIS, Christos. « Greek response to the Cyprus invasion », *Small Wars & Insurgencies*, vol.19, no.2, 2008, p.256-273.
- KAY, Adrian. « A critique of the use of path dependency in policy studies », *Public administration*, vol.83, no.3, 2005, p.553-571.

- KEOHANE, Robert O. « Neoliberal Institutionalism », *Security Studies: A Reader*, 2011.
- KEOHANE, Robert O. « The theory of hegemonic stability and changes in international economic regimes, 1967-1977 », *Center for International and Strategic Affairs*, University of California, 1980.
- KRASNER, Stephen D. « Structural causes and regime consequences: regimes as intervening variables », *International organization*, vol.36, no.02, 1982, p.185-205.
- LEE, Seung-Keun. « La crise nucléaire nord-coréenne: le bilan et la résolution », *Hérodote*, vol. 2, 2011, p.34-46.
- LIPSON, Michael. « Performance under ambiguity: international organization performance in UN peacekeeping », *The Review of International Organizations*, vol. 5, no. 3, 2010, p.249-284.
- LORDOS, Alexandros, KAYMAK, Erol, et TOCCI, Nathalie. « A People's Peace in Cyprus: Testing Public Opinion on the Options for a Comprehensive Settlement », *Centre for European Policy Studies (CEPS)*, 2009, p.1-118.
- MCGUIRK, James. « Ambiguity in the Western Mind », *American Catholic Philosophical Quarterly*, vol. 80, no. 2, 2006, p.298-302.
- NAVARRO, Zander. « In search of a cultural interpretation of power: the contribution of Pierre Bourdieu », *IDS bulletin*, vol.37, no.6, 2006, p.11-22.
- ÖZERSAY, Kudret. « Kıbrıs Konusu », dans Baskın Oran (ed.), *Türk Dış Politikası: Kurtuluş Savaşından Bugüne Olgular, Belgeler, Yorumlar, Cilt 3 2001-2012*, İstanbul, İletişim Yayınları, 2013, p.632-690.
- PEHAR, Dražen. « Use of ambiguities in peace agreements », *Language and diplomacy*, 2001, p.163-200.
- POWELL, Robert. « Absolute and Relative Gains in International Relations Theory », *American Political Science Review*, vol.85, no.4, 1991, 1303-1320.
- POWELL, Robert. « Anarchy in international relations theory: the neorealist-neoliberal debate », *International Organization*, vol. 48, no. 02, 1994, p.313-344.
- RAMSBOTHAM, Oliver, WOODHOUSE, Tom et MIALL Hugh. « Introduction to Conflict Resolution: Concepts and Definitions », *Contemporary Conflict Resolution*, 2005, p.3-31.
- RAYROUX, Antoine. « Speaking EU defence at home: Contentious discourses and constructive ambiguity », *Cooperation and Conflict*, 2013.

- SCHMIDT, Vivien A. « Arguing about the Eurozone crisis: a discursive institutionalist analysis », *Critical Policy Studies*, vol. 7, no. 4, 2013, p.455-462.
- SCHMIDT, Vivien A. « Discursive institutionalism: The explanatory power of ideas and discourse », *Political science*, vol. 11, no. 1, 2008, p.303-326.
- SCHMIDT, Vivien A. « Scope, Dynamics, and Philosophical Underpinnings », *The Argumentative Turn Revisited: Public Policy as Communicative Practice*, 2012.
- SCHMIDT, Vivien A. « Speaking to the markets or to the people? A discursive institutionalist analysis of the EU's sovereign debt crisis », *The British journal of politics & international relations*, vol. 16, no. 1, 2014, p.188-209.
- SCHMIDT, Vivien A. « Taking ideas and discourse seriously: explaining change through discursive institutionalism as the fourth 'new institutionalism' », *European political science review*, vol.2, no.1, 2010, p.1-25.
- SCHMIDT, Vivien A. et CRESPIY Amandine. « Néo-institutionnalisme discursif » *Références*, vol.4, 2014, p.350-359.
- SCHOFER, Evan, HIRONAKA, Ann, FRANK, David John et LONGHOFER Wesley. « Sociological institutionalism and world society », *The Wiley-Blackwell companion to political sociology*, 2012, p.57-68.
- SCHWARTZ, Herman. « Down the wrong path: path dependence, increasing returns, and historical institutionalism », 2004.
- SENNET, Adam. « Ambiguity », *The Stanford Encyclopedia of Philosophy*, 2016.
- SHULTZ, Thomas R., et PILON Robert. « Development of the ability to detect linguistic ambiguity », *Child Development*, 1973, p.728-733.
- SÖZEN, Ahmet, et ÖZERSAY, Kudret. « The Annan plan: state succession or continuity », *Middle Eastern Studies*, vol. 43, no. 1, 2007, p.125-141.
- STEIN, Arthur A. « Neoliberal Institutionalism », dans Christian Reus-Smit, et Duncan Snidal. *The Oxford handbook of international relations*, Oxford University Press, 2010, 201-221.
- TUGGY, David. « Ambiguity, polysemy, and vagueness », *Cognitive Linguistics*, vol. 4, no. 3, 1993, p.273-290.
- TÜRKMEN, Füsün. « Cyprus 1974 revisited: Was it humanitarian intervention? », *Perceptions: Journal of International Affairs*, vol.10, no.1, 2005, p.61-87.
- VILLAR, Constanze. « Pour une théorie du discours diplomatique », *Annuaire français de relations internationales*, vol. 6, 2005.
- VILLAR, Constanze. « Le discours diplomatique », *Questions de communication*, 2007.

- WACQUANT, Loïc. « Habitus », *International encyclopedia of economic sociology*, 2005, 315-319.
- WEIBLE, Christopher M. et SABATIER, Paul A. « A Guide to the Advocacy Coalition Framework », *Handbook of public policy analysis*, 2006.
- WIGEN, Einar. « Two-level language games: International relations as inter-lingual relations » *European Journal of International Relations*, vol. 21, no. 2, 2015, p.427-450.
- WILSON, Peter. « Idealism in International Relations », dans Keith Dowding (éd.), *Encyclopedia of power*, Sage, 2011, p.332-333.
- WOODHOUSE, Tom, et DUFFEY Tamara. « Peacekeeping and international conflict resolution », *New York: Dag Hammarskjöld Centre*, 2000.
- ZHANG, Juyan, et HAN, Yi. « Testing the rhetoric of China's soft power campaign: a case analysis of its strategic ambiguity in the Six Party Talks over North Korea's nuclear program », *Asian Journal of Communication*, vol. 23, no. 2, 2013, p.191-208.

Sources Electroniques

- Le site web de Aljazeera Türk « <http://www.aljazeera.com.tr> »
- Le site web de BBC « <http://www.bbc.com> »
- Le site web de Before It's News « <http://www.beforeitsnews.com> »
- Le site web de CIA the World Factbook « <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/> »
- Le site web de Debkafile « <http://www.debka.com> »
- Le site web de Election guide « <http://www.electionguide.org> »
- Le site web de France Diplomatie « <http://www.diplomatie.gouv.fr> »
- Le site web de Hellenic Resources Network « <http://www.hri.org/> »
- Le site web de Hürriyet Daily News « <http://www.hurriyetdailynews.com> »
- Le site web de Hürriyet Newspaper « <http://www.sosyal.hurriyet.com.tr> »
- Le site web de Literary Devices « <http://www.literarydevices.net> »
- Le site web de Merriam Webster Dictionary « <http://www.merriam-webster.com> »

Le site web de Ministry of Foreign Affairs of the People's Republic of China
« <http://www.fmprc.gov.cn> »

Le site web de Monorealism Philosophy Site « <http://www.monorealism.com> »

Le site web de New York Times « <http://www.nytimes.com> »

Le site web de Office of the Historian, Department of State United States of America
« <https://www.history.state.gov> »

Le site web de Oxford Bibliographies « <http://www.oxfordbibliographies.com> »

Le site web de Oxford Dictionary « <http://www.oxforddictionaries.com> »

Le site web de République de Turquie Ministère des Affaires Etrangères
« <http://www.mfa.gov.tr> »

Le site web de République Hellénique Ministère des Affaires Etrangères
« <http://www.mfa.gr> »

Le site web de Russia Today « <https://www.francais.rt.com> »

Le site web de Sputnik France « <http://www.fr.sputniknews.com> »

Le site web de Taiwan Documents Project « <http://www.taiwandocuments.org> »

Le site web de The Centre for Literacy « <http://www.centreforliteracy.qc.ca/> »

Le site web de The Embassy of the Russian Federation in the Republic of Zimbabwe
« <http://www.ruszim.org.zw> »

Le site web de The History Learning Site « <http://www.historylearningsite.co.uk> »

Le site web de United Nations Peacemakers « <http://www.peacemaker.un.org> »

Le site web de University of Massachusetts Institute of Technology
« <http://www.classics.mit.edu> »

Le site web de University of Minnesota « <http://www.carla.umn.edu> »

Le site web de University of Stanford « <http://www.plato.stanford.edu> »

Le site web de University of Virginia « <http://www.people.virginia.edu> »

Le site web de Washington Post Newspaper « <https://www.washingtonpost.com> »

Le site web de Yale University « <http://www.avalon.law.yale.edu> »

Le site web des Nations Unies « <http://www.un.org> »

Le site web du Parlement Européen « <http://www.europarl.europa.eu> »

ÖZGEÇMİŞ

Ökkeş Ferhat Zabun

30.05.1992 tarihinde Kahramanmaraş'ta doğdu. 2006 yılında lise eğitimi almak üzere Ankara Hasan Ali Yücel Anadolu Öğretmen Lisesi'ne gitti. 2010 yılında Boğaziçi Üniversitesi İngilizce Öğretmenliği bölümünü kazandı ve İstanbul'a geldi. Bu okuldaki lisans eğitimini sürdürürken 2011 yılında Anadolu Üniversitesi Uluslararası İlişkiler (açıköğretim) bölümüne başladı. 2014 yılında Boğaziçi Üniversitesi'nden, 2016 yılında açıköğretim fakültesinden mezun oldu. Lisans eğitimi süresince Fransızca öğrendi ve 2014 yılında Galatasaray Üniversitesi Uluslararası İlişkiler Yüksek Lisans Programına kabul aldı. Yüksek Lisans eğitimi süresince Dilko Yayıncılık'ta çalışırken, İngilizce soru kitapları ve ortaöğretim ders kitapları yazdı. Şu anda Gedik Üniversitesi Uluslararası İlişkiler Bölümü'nde araştırma görevlisi olarak çalışmaktadır.

TEZ ONAY SAYFASI

Üniversite : Galatasaray Üniversitesi

Enstitü : Sosyal Bilimler Enstitüsü

Adı Soyadı : Ökkeş Ferhat Zabun

Tez Başlığı : Uluslararası İlişkiler’de Yapıcı Muğlaklık / L’Ambiguïté Constructive en Relations Internationales

Savunma Tarihi : 28 Haziran 2016

Danışmanı : Yar. Doç. Dr. Menent SAVAŞ CAZALA

JÜRİ ÜYELERİ

Ünvanı, Adı, Soyadı

Prof. Dr. Ayşe Füsun TÜRKMEN

İmza

Prof. Dr. Fatma Jale CİVELEK

Yar. Doç. Dr. Menent SAVAŞ CAZALA

Enstitü Müdürü

Prof. Dr. M. Yaman ÖZTEK